BOUMERDÈS : DES ÉMEUTES, DEUX BUS INCENDIÉS ET DES BLESSÉS P. 32

Le Quotidien D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Hannachi, président de la JSK, au Le Quotidien «JE FERAI D'AUTRES RÉVÉLATIONS» P. 27

Actualité Autrement Vue P. 26

Les faux dinars menacent la sécurité nationale
Abderrahmane MEBTOUL

La sécurité routière: des visions pour demain
Mohamed Habib MAZOUNI

Veau d'or et dragons
ALI BRAHIMI

FRIC, FOOT ET SUBVENTIONS
Abed Charef

Pour un wali élu
Ahmed Saïfi Benziane

Fête interdite
Abdou B.

Travail décent et emplois précaires
HAMIANI MED TOUFIK

Ici mourra Kaci !
Rachid Brahmi

Développement de la micro-entreprise, outil de développement ?
ZEROUALI Mostefa

L'abbé Bérenguer: un grand militant de la liberté et de l'indépendance de l'Algérie
El-Hassar Bénali

Décès de Keltoum, la plus grande actrice algérienne
Ahmed Cheniki

Grandeur et déchéance
Remmas Baghdad

Rabah Saâdane, entre larmes de bonheur et de douleur
Slemnia Bendaoud

Pour un ajournement de «l'affaire Raouraoua-Hannachi»
Mohamed Ghriss

Vers un face-à-face Chine-USA
Pierre Morville

Algérie, Maroc : l'insupportable désunion
Akram Belkaïd

Le cordon sanitaire monétaire de l'Europe
Simon Johnson & Peter Boone

Simon Johnson, ancien chef économiste du FMI, est co-fondateur de l'un des plus éminents blogs économiques.
Peter Boone, directeur de Salute Capital Management Ltd.

JEUDI 18 NOVEMBRE 2010 - 12 DHOU EL HIDJA 1431 - N° 4853 - PRIX: ALGÉRIE : 10 DA - FRANCE : 1 EURO - ISSN 1111-2166

L'attitude «équilibriste» de l'ONU va relancer le débat sur la lutte armée

Les Sahraouis face à l'abandon des Nations unies

Salem Ferdi

Les Sahraouis ont, à nouveau, rencontré l'obstacle de Paris à l'ONU qui s'est opposé à une enquête internationale sur l'assaut contre les civils sahraouis du campement de Laâyoune. L'ONU se défausse, une fois de plus, de sa responsabilité alors qu'en Espagne l'opposition fustige le comportement du gouvernement de Zapatero.

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est limité, mardi, à «déplorer la violence» lors de l'assaut brutal des forces marocaines contre le campement de protestation sahraoui de Laâyoune. La déclaration, faisant dans l'équilibrisme le plus honteux, a demandé au Maroc et au Front Polisario de «faire preuve de davantage de volonté politique pour trouver une solution» tout en exprimant son soutien à la mission des Nations unies au Sahara Occidental, la Minurso, et à l'envoyé spécial de l'ONU, Christopher Ross. Le texte du Conseil de sécurité n'a pas repris l'exigence faite par plusieurs membres du Conseil d'envoyer une mission d'enquête au Sahara Occidental. Sans surprise, la France a été, selon le représentant du Polisario, le seul membre du Conseil de sécurité à rejeter cette mission d'enquête. Enfin et ce n'est pas des moindres, la résolution du Conseil de sécurité n'a pas tenu compte des appels de plus en plus forts pour élargir la mission de la Minurso à la surveillance du respect des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés. «La Minurso est la seule mission de maintien de la paix actuelle de l'ONU dépourvue d'une composante sur les droits de l'homme», avait noté Philippe Bolopion, de Human Rights Watch. «Malgré les tentatives au cours des deux dernières années de plusieurs membres du Conseil de sécurité pour élargir le mandat de la Minurso, l'opposition constante du Maroc, soutenue tout spécialement par la France, a jusqu'ici fait échouer cette idée». La France a continué à s'y opposer. On a dans cette résolution sans courage du Conseil de sécurité une parfaite illustration du dévoiement de la mission de la Minurso: on ne s'occupe plus du référendum en dépit du nom de la Minurso, on ne s'intéresse pas aux droits de l'homme… mais surveille le «gel» du conflit à travers le cessez-le-feu… C'est tout bénéfice pour l'occupation marocaine.

BOUKHARI: LA FRANCE A PEUR DE LA VÉRITÉ

Le Polisario, qui avait demandé par le biais de son représentant à l'ONU Ahmed Boukhari une enquête de l'ONU pour établir les faits sur l'attaque contre le campement de Laâyoune, devra nécessairement et tôt ou tard, tirer les conséquences politiques du peu de souci de l'ONU à l'égard du sort des Sahraouis. Manifestement, l'incapacité, constatée par M. Boukhari, du Conseil de sécurité à protéger la population sahraouie, reste de mise. La proposition de l'envoi d'une mission d'enquête n'a pu aboutir, selon Boukhari, en raison du refus de la France. Le représentant sahraoui a accusé la France d'avoir «peur de la vérité. Sinon comment justifier autrement son attitude». Tout en se forçant à trouver quelques aspects positifs à la résolution du Conseil de sécurité, le Front Polisario a regretté que «la proposition d'envoi d'une mission d'enquête n'eut pas été retenue pour le moment en raison de l'opposition de la France». Le Polisario, qui subit des pressions des jeunes dans les camps, devra nécessairement mettre en débat sa démarche de participation à un processus politique qui n'est perçu par les alliés occidentaux – et au mépris des résolutions de l'ONU – que comme un moyen de faire avaliser le plan d'autonomie marocain. La question de la viabilité de la poursuite de discussions, où le Maroc ne fait que gagner du temps, va être posée ainsi que l'éventualité d'une reprise de la lutte armée. Il n'y a pas de choix facile mais le débat est déjà dans l'air.

Pour les Sahraouis, l'attitude de Paris, qui soutient ouvertement le Maroc dans le conflit, ne constitue pas une surprise. L'attitude du gouvernement socialiste espagnol de Zapatero, dénoncée par l'opposition et la société civile espagnole, est source d'une indignation plus grande. Le Front Polisario a d'ailleurs regretté que ni «le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol, au pouvoir) ni son gouvernement n'aient adopté une position ferme et claire face à l'agression marocaine contre le euple sahraoui». Le Polisario a demandé que Madrid appuie «de manière déterminée l'organisation d'un référendum d'autodétermination en vue d'une solution définitive de ce conflit de la décolonisation dont l'Espagne est la première responsable».

«MENTEUR», «FAUX DÉMOCRATE»

Les demandes du Polisario interviennent alors que des voix s'élèvent en Espagne contre l'attitude du gouvernement qui, au nom des «intérêts de l'Espagne», se fait le complice des atteintes aux droits de l'homme au Sahara Occidental. C'est le cas du ministre espagnol de l'Intérieur Alfredo Perez Rubalcaba, qui après un entretien avec son homologue marocain, Taieb Cherkaoui, semble endosser aveuglément la version marocaine en application du «réalisme» en vogue à Madrid et qui suscite des commentaires acerbes dans les médias espagnols. M. Rubalcaba a indiqué mardi que M. Cherkaoui lui avait fait «un récit minutieux des faits qui réfute» les accusations portées à l'encontre des autorités marocaines. Les propos du ministre de l'Intérieur espagnol ont suscité une réaction vigoureuse de la part d'un responsable du Parti Populaire, Esteban González Pons, qui a qualifié Alfredo Pérez Rubalcaba, de «menteur», de «faux démocrate», de ne pas être à la «hauteur des circonstances». Gonzalez Pons a estimé que Rubalcaba a été «pathétique, incertain et décevant» et lui a reproché de laisser entendre que les journalistes espagnols qui informent sur ce qui se passe au Sahara Occidental d'être des menteurs. «On ne joue pas avec la liberté de la presse. On croit à la liberté d'informer ou on n'y croit pas.

Nous avons confiance dans les journalistes espagnols, pour les faux démocrates comme Rubalcaba c'est apparemment non», a souligné González Pons. «Les droits des personnes sont au-dessus des intérêts».

Ph.: AFP

ANALYSE

Conseil de sécurité: un verre à moitié plein et à moitié vide

Kharroubi Habib

La France n'a pu empêcher que le Conseil de sécurité de l'ONU consacre une réunion sur les évènements tragiques survenus au Sahara Occidental suite à l'assaut militaire marocain contre le camp de Gdem Izik et la répression féroce ont est victime la population sahraouie. Elle est par contre parvenue à bloquer la condamnation par cette instance des agissements du Makhzen et de ses forces répressives.

Le Conseil de sécurité a néanmoins fait savoir «qu'il déplore la violence qui a eu lieu lors des évènements de la semaine passée dans les camps sahraouis». L'instance onusienne ne pouvait faire plus en raison de l'opposition de la France, membre permanent et détentrice du droit de veto.

Ce dont a pris acte le Polisario qui, par la voix de son représentant à l'ONU, Ahmed Boukhari, a déclaré que les résultats de la réunion du Conseil de sécurité «s'assimilent au verre à moitié plein et à moitié vide». «Le verre à moitié plein» étant le fait que le Conseil de sécurité ait consacré une réunion aux évènements qui se déroulent à El-Ayoun. Ce qui signifie que la communauté internationale est pleinement consciente de leur gravité. «Le verre à moitié vide» est qu'il a été empêché de les condamner et de mettre le Maroc au ban des accusés.

La position du Conseil de sécurité encourage en finalité le Maroc et ses soutiens à persévérer dans le statu quo sur le dossier sahraoui. Ce que les patriotes sahraouis ne veulent accepter indéfiniment au regard des souffrances indicibles que cette situation inflige à leur peuple.

Ils l'ont fait savoir à l'instance onusienne par l'intermédiaire d'une lettre à son président que lui a adressée le représentant à l'ONU du Polisario, dans laquelle il a été souligné que «l'effusion de sang récente au Sahara Occidental met en évidence la situation injuste d'un peuple contraint de se battre pour le droit légitime à l'autodétermination depuis plus de 35 ans, avec la promesse non tenue d'un référendum approuvé par le Conseil de sécurité en 1991", et que, de ce fait, à l'heure actuelle, le processus de l'ONU n'est qu'un camouflage pour une occupation sans fin, situation qui est une honte internationale».

Du moment que le Conseil de sécurité est bloqué sur la question du Sahara Occidental par les manœuvres paralysantes de la France, acquise au dessein du Maroc sur ce territoire, le peuple sahraoui et ses militants indépendantistes ont toute légitimité d'envisager de faire bouger les lignes qui ont fait se complaire l'ONU du «statu quo» en vigueur.

Pendant un temps toutefois, et pour preuve de la confiance et du respect qu'ils ont à l'égard de la communauté internationale représentée par les Nations unies, ils vont encore privilégier la voie pacifique en continuant sur la voie du dialogue avec le Maroc ouvert sous les auspices de l'ONU. Comme ils continueront encore un temps à interpeller cette ONU pour qu'elle assume ses responsabilités de protection du peuple sahraoui contre l'oppression dont il est victime.

Ce qui s'est passé à El-Ayoun, et qui n'est rien moins qu'un soulèvement populaire contre l'occupation et l'oppression marocaines, est un message fort du peuple sahraoui destiné à faire comprendre au monde entier que sa patience et sa passivité ne sont pas sans limite.

C'est aussi le message aux Nations unies auxquelles il est demandé d'en finir avec la situation de statu quo en accélérant le processus de décolonisation à travers l'organisation au plus rapide d'un référendum d'autodétermination.

C'est enfin un message adressé au Front Polisario lui-même par le peuple sahraoui, lui exprimant son adhésion à la cause indépendantiste et l'encourageant à recourir à toute forme de lutte pour faire triompher celle-ci.

Des hackers marocains piratent le site de l'ambassade sahraouie

Djamel B.

Le rejet par la communauté internationale des actes répressifs et des crimes commis par les forces de sécurité marocaines contre la population sahraouie dans le « camp de la liberté » près de la ville occupée d'El-Ayoun, ne semble pas être du goût des hackers marocains. Ces derniers qui continuent de s'acharner contre tout ce qui est algérien ou sahraoui, ont annoncé avoir piraté le site Internet de l'ambassade de la République arabe sahraouie démocratique. Selon des sites d'information en ligne, le piratage du site aurait duré une heure et demie. Les hackers ont adressé un message dans lequel ils ont affirmé qu'ils poursuivront leurs actions « de piratage contre tous ceux qui veulent porter atteinte à l'intégrité du Maroc ». Dans sa quête de gagner la bataille médiatique, le groupe de hackers qui s'est attaqué au site sahraoui a annoncé qu'il envisage de coordonner ses efforts avec tous les groupes de hackers marocains pour s'attaquer aux «ennemis du Maroc».

La semaine dernière, un autre groupe de hackers marocains avait annoncé le piratage de deux sites institutionnels algériens, celui du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales ainsi que l'Office national du tourisme. Selon ce groupe, le site Internet du ministère de l'Intérieur aurait été piraté durant une quinzaine de minutes. D'après les auteurs, c'est une sorte de « vengeance » mais aussi un message au gouvernement algérien. « Le Sahara est marocain, et le restera quoi qu'il arrive, c'est le message transmis par les hackers qui accusent l'Algérie ». Le site web de l'Office algérien du tourisme a également fait les frais des hackers marocains.

Tirage du N°4852 — 133.841 exemp.

Le Quotidien D'ORAN
Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président Directeur Général Directeur de la Publication
Mohamed Abdou BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 /32.69.06

Imp. : Oran : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Alger : SIMPRAL
Constantine : S.I.E.
Ouargla: S.I.A.

INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 74.96.39 -Fax : 021. 74.71.57

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.64.19.81 -Fax : 031.64.19.80

Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.41.94.31/41.65.31
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Marchés publics

Des entrepreneurs réclament plus de transparence

Lors de la dernière rencontre nationale de ses adhérents, l'Union nationale des entrepreneurs du bâtiment (UNEB) a adressé aux pouvoirs publics un certain nombre de revendications relatives aux marchés publics du secteur et de leur transparence, mais également à prendre des mesures pour aider les entreprises à répondre aux appels d'offres.

M. Mehdi

L'UNEB réclame, en premier lieu, d'associer les organisations représentant les entreprises du bâtiment dans les commissions des marchés publics de wilayas. Selon le président de l'UNEB, M. Slim Kasmi, il est question «d'apporter une touche de spécialisation à ces commissions des marchés, en équilibrant leurs composantes, où siègent l'administration (en tant que maître de l'ouvrage), les élus (APW), mais il manque des représentants des contractants, c'est-à-dire des entreprises de réalisation». Pour une «meilleure transparence», l'organisation stipule «l'unification des cahiers des charges dans l'ensemble des administrations», émettant des appels d'offres pour le secteur. L'UNEB souhaite aussi que les projets «soient répertoriés selon la nature des réalisations exigées, pour instaurer une plus grande concurrence mais également permettre aux petites entreprises de s'inscrire dans des projets conformes à leurs tailles».

Sur le même registre, l'UNEB propose de «fractionner les projets» afin de permettre aux petites entreprises de «participer aux appels d'offres». A titre d'exemple, les entrepreneurs proposent de réduire les grands projets de 400 logements à des portions de 40 logements pour, non seulement «permettre une plus grande participation des PME du secteur», mais également « réduire de 30 à 12 mois la durée de réalisation».

Les entrepreneurs du bâtiment réclament aussi d'inclure une disposition contractuelle relative à «l'installation du chantier» dans le cahier des charges. Selon Slim Kasmi, «avant, l'installation du chantier (cabines de stockage matériaux de construction, vestiaires des travailleurs et le bureau du chantier), était comprise dans le contrat, à raison de 1 à 2% du montant global du marché».

L'UNEB préconise de «donner aux études le temps nécessaire pour leur maturation», afin «d'éviter les avenants et les réévaluations des projets, ce qui nécessite un temps supplémentaire qui influera sur le rendement des chantiers». Sur le plan fiscal, l'Union des entrepreneurs du bâtiment réclame une baisse de l'IRG de la fourchette actuelle de 20-35% à celle de 10-20%. Dans le même registre, ils réclament également leur «exemption de l'article 16 de la LFC 2010, modifiant les dispositions de l'article 30 du Code des taxes sur le chiffre d'affaires (CTCA) comme suit : « Art. 30.:

La déduction est opérée au titre du mois ou du trimestre au courant du quel elle a été acquittée.

Elle ne peut être effectuée que lorsque le montant de la facture n'excède pas 100.000 DA par opération taxable libellée en espèces ». Sur ce point, l'UNEB justifie sa requête en considérant qu'il est «impossible de mettre en application cet article étant donné que la plupart des fournisseurs et des revendeurs exigent du cash dans les transactions et refusent de se faire payer par chèque», ce qui risque de «retarder les chantiers». Par ailleurs, l'Union propose de «revenir à la formule instaurée par la LFC 2009 qui exige le recours au chèque pour les factures dont les TVA dépassent les 100.000 DA, ce qui correspond à des montants de l'ordre de 650.000 DA», nous explique M. Kasmi.

Par ailleurs, l'UNEB suggère «d'accélérer le processus de mise à niveau des entreprises du secteur» et d'aller au-delà de l'amélioration de la gestion, en accordant «des crédits bancaires sans intérêts pour l'acquisition d'équipements pour les chantiers».

Ph.: Arch.

Raïna Raïkoum

Kamel Daoud

Mokri, Liebrmane et le sandwich «Palestine»

***Faut-il en parler ? Oui, car c'est un devoir moral et de témoignage devant l'Histoire. Le sujet: les déclarations du député MSP abderrazak Mokri, sur les ondes de la chaîne III, la semaine dernière à propos de ce qui se passe au Sahara Occidental. Interrogé sur la tiédeur sinon le silence des islamistes sur les évènements d'El Ayoune, le député a eu la réponse la plus tragique et la plus lourde de sens: il n'a pas dit que c'est un problème de décolonisation, ni une crise qui concerne le Maroc et le Polisario, ni qu'il faut faire passer les intérêts de l'Algérie avant tout engagement. Il a seulement dit, avec colère contre le journaliste qui insiste sur l'implication des islamistes pour la Palestine et pas pour la RASD, que «Il ne faut pas mettre la question sahraouie et le problème palestinien sur un pied d'égalité, parce qu'il s'agit de deux choses différentes. Il y a lieu de signaler que le conflit palestinien est d'abord religieux. Ce que les nations arabo-musulmanes ne peuvent ignorer. Elles doivent défendre et soutenir le peuple palestinien». Rarement, faut-il noter, les islamistes n'ont autant assumé et avoué l'usage qu'ils font de la question palestinienne: un usage religieux et de commerce de propagande. La cause palestinienne, autant qu'elle a été une cause pour les régimes nationalistes arabes des années 70, est aujourd'hui prise au piège des propagandistes islamistes de tout bord, sunnites ou chiites: Ahmedinejad promet de libérer El Qods, autant que l'a promis Saddam ou que le fait Zawahiri ou Ben Laden.*

***Le reste des colonisations dans le monde ne les concerne pas. Ils savent que la question palestinienne est porteuse, émotionnelle, passionnelle. Cet usage concomitant entre l'offre «religieuse» et la Palestine est cependant rarement admis, et il y faut de l'emportement et la perte de contrôle pour qu'un islamiste vous avoue que ce n'est pas l'humain, le Palestinien, ou le colonisé ou l'injustice qui lui importe mais seulement la «cause palestinienne». C'est-à-dire pas les Palestiniens ou la Palestine car la différence est celle qui existe entre le vivant et l'idée, la marchandise et le drame. Du coup, la conclusion qui s'impose : il n'y a aucune différence entre islamiste «arabe» ou algérien et Avigdor Lieberman et les ambitions messianiques du parti raciste de Yisrael Beitenu: l'un veut la Palestine au nom d'Allah, l'autre au nom de Jéhovah. Les deux insistent sur «le sens religieux» du conflit, investissent «la cause» du point de vue de l'émotion religieuse et «travaillent» à développer cette dimension de «guerre sainte» qui escamote l'évidence d'une cause de colonisation et de décolonisation évidente. Si vous enlevez aux deux ce commerce, ils n'auront plus rien à vendre et plus rien à offrir. Les islamistes algériens, autant que leurs tuteurs dans le reste du monde musulman, ont compris que c'est une de leur cause majeure de survie et ils ont réussi à y imposer un monopole et à en faire une marque déposée: d'où la colère du député Mokri: c'est celle d'un commerçant à qui on demande de laisser tomber son principal produit de vente. Gênés, coincés dans des postures de compromis permanent et renouvelable, les régimes arabes ont fini par déléguer ce fonds de commerce aux islamistes qui, aujourd'hui, en investissent le créneau avec bruits, médias, martyrs, produits dérivés et logos de partis. Que le reste de l'Afrique retombe dans la colonisation, que le monde brûle, que Mandela soit remis en prison ou que les derniers Indiens soient exterminés, cela importe peu aux islamistes: leurs causes c'est la cause palestinienne pas l'humanité. L'humanisme n'a jamais été un islamisme et l'inverse est aussi vrai.*

La réaction de Mokri est importante: c'est celle d'une époque et d'une industrie et d'un négationnisme encore plus sournois qui s'est mis en place. Il fallait la signaler et la rappeler sans cesse aux consciences et au reste du monde qui confond déjà la Palestine et la guerre contre les Mollahs. La Palestine a été desservie par son titre «cause des Arabes», elle l'est encore plus par sa transformation en «une cause religieuse». Les deux ne veulent pas qu'elle soit une cause humaine.

Commerce

Les importations en chute libre

Yazid Alilat

Les importations de l'Algérie sont en chute libre depuis le début de l'année. Selon des chiffres de l'Office national des statistiques (ONS), l'indice des prix à l'importation de marchandises de l'Algérie a enregistré une baisse de 3,3% au cours du premier semestre 2010 par rapport à la même période en 2009. Mais, tempère l'ONS, l'évolution de l'indice de valeur unitaire (IVU) à l'importation en glissement annuel n'a pas touché tous les groupes des importations. Les coupes drastiques dans les importations, selon l'ONS, touchent particulièrement la filière agroalimentaire (-28,3%), les «produits bruts» (-20,3%), «alimentation, boissons, tabacs» avec une baisse de 11,9%, et les demi produits avec -7,6%.

Par contre, note l'Office, les importations sont en hausse pour les équipements agricoles (43,7%), un poste qui bénéficie au niveau du projet de loi de finances 2011 d'importantes exemptions fiscales et des achats de l'étranger à hauteur de 2 millions de dinars sans passer par le Crédit Documentaire et la paperasserie bancaire. Par ailleurs, les importations mensuelles du 1er semestre 2010 ont connu des baisses par rapport au 1er semestre 2009, sauf pour les mois de février et d'avril qui ont connu des hausses respectivement de 7% et de 1,8%.

En valeur, les importations de marchandises se sont établies en baisse de 2% au 1er semestre 2010 par rapport à la même période en 2009, totalisant 1437,1 milliards de DA. La plus forte augmentation en valeur a été enregistrée par les groupes «équipements agricoles» avec 79,4%. L'ONS précise que des baisses en valeurs courantes sont enregistrées pour les groupes «alimentation, boissons, tabacs» (-6,5%), les biens de consommation (-6,3%), ''équipements industriels» (-2,6%) et «demi produits» (-1,4%).

Ce recul de l'indice des importations poursuit, d'autre part, sa courbe descendante au cours des neuf premiers mois de 2010, avec une hausse des exportations, dopées par les hydrocarbures. Selon un bilan des services des douanes, les exportations ont atteint 41,418 milliards de dollars, contre 30,702 milliards à fin septembre 2009, une hausse qui s'est établie à 34,9%. Les importations, par contre, ont baissé de 2,94% à 29,38 milliards de dollars contre 30,27 milliards de dollars au cours de la même période en 2009.

La balance commerciale a ainsi enregistré un excédent de 12,039 milliards de dollars durant les neuf premiers mois de 2010, contre 432 millions de dollars durant la même période en 2009. L'embellie du commerce extérieur est due à la hausse de 33,87% du montant des exportations d'hydrocarbures grâce à une meilleure appréciation des prix du brut sur le marché international, et surtout par un recul des importations, particulièrement celles des biens de consommation non alimentaires avec (-9,74%) et des biens alimentaires (-4,21%), selon les chiffres du CNIS pour le mois de septembre. Ainsi, le recul des importations est évident, sur le sillage des dispositions des lois de finances complémentaires de 2009 et 2010.

Les biens alimentaires à fin septembre 2010 ont reculé à 4,41 milliards de dollars, en baisse de 4,21%, les biens d'équipements à 11,56 milliards de dollars (-2,19%), les biens de consommation non alimentaires à 4,26 milliards de dollars (-9,74%) et les biens destinés à la production à 9,14 milliards de dollars (-0,24). Depuis janvier 2010, les cinq principaux clients de l'Algérie étaient les USA (10,27 milliards de dollars), l'Italie (5,13 mds dollars), l'Espagne (4,11 mds dollars), la France (3,44 mds dollars), et enfin les Pays-Bas (2,80 mds dollars). Par ailleurs, la première place pour les pays fournisseurs de l'Algérie est toujours occupée par la France (4,65 mds dollars), suivie de la Chine (3,48 dollars), l'Italie (2,70 mds dollars), l'Espagne (1,90 mds dollars) et enfin, l'Allemagne (1,76 mds dollars).

Les autres pays d'Europe représentent 8,3% des importations totales, l'Amérique Latine (6,1%), l'Amérique du Nord (5,6%), les pays arabes (2,6%), et les pays d'Afrique et du Maghreb (1,2%) pour chaque région, selon l'ONS.

L'évolution globale des volumes importés lors des six premiers mois de 2010 et par rapport à la même période en 2009 est de 1,3%, alors que l'IVU a enregistré un recul de 2,2 % en 2009, soit la première baisse après des hausses successives depuis 2003, relève l'ONS.

Egypte - Algérie

Des livres pour adoucir les esprits

Des intellectuels égyptiens, conduits par le Dr Khaled Azab, entreprennent de jeter un pont de livres avec l'Algérie pour essayer de renouer, dans la sérénité, avec leurs homologues algériens, et contribuer ainsi au réchauffement des relations bilatérales.

Oualid Ammar

Une initiative qui répond, en quelque sorte, à celle qui avait été menée par un groupe d'intellectuels, de journalistes et de citoyens algériens de tous bords, pour protester contre le non invitation officielle de l'Egypte au dernier Salon international du livre d'Alger (SILA).

Des intellectuels égyptiens ont réuni 2.000 livres qu'ils entendent offrir à leurs homologues algériens afin d'essayer de «casser la glace qui caractérise les relations entre les deux pays depuis les péripéties des éliminatoires de la Coupe d'Afrique et de la Coupe du monde durant l'automne 2009». «Campagne de mille livres d'Egypte à l'Algérie» est l'intitulé initial de cette démarche qui a, entre autres, trouvé comme support Facebook où elle aurait eu un grand succès suscitant l'engagement de nombreux Egyptiens à offrir des livres.

Dans cet esprit, le directeur du site «El Ouma online», le chroniqueur Khaled Zaghloul a fait don de 500 livres, tandis que le professeur à la Faculté des arts à l'Université d'Alexandrie, le Dr. Zachariah Anani a puisé 200 livres de sa bibliothèque personnelle pour les intégrer dans cette campagne destinée à rapprocher les deux pays.

Le coordinateur général de cette campagne, le Dr Khaled Azab et un groupe d'intellectuels ont prévu de se réunir dans la bibliothèque d'Alexandrie après l'Aïd El Adha pour discuter du développement de cette campagne, en reconnaissance «au pays du million de martyrs et à son peuple historique». Les initiateurs de ce projet veulent également instaurer une journée de la Culture algérienne. Il faut indiquer que cette campagne pro-algérienne est notamment animée par le Dr Khaled Azab, l'écrivain Belal Fadl, le Dr Ammar Ali Hassan, le Dr. Fathi Abu Aianp, le Dr Zakaria Anani, le Dr Mohamed Gamal, le Dr Mohamed Afifi, le Dr Hatem El Tahawi et le chercheur Sameh Fawzi, le chroniqueur Khaled Zaghloul et le chroniqueur, Ayman El-Sherbini.

UNE LOGIQUE DE RÉCIPROCITÉ POSITIVE

On peut considérer qu'elle est une réponse à la démarche engagée en août 2010, à l'initiative de Ahmed Bensaada, par un groupe d'intellectuels, de journalistes et de citoyens algériens de tous bords pour protester contre l'interdiction de la participation de l'Egypte au Salon international du livre d'Alger, sous divers prétextes, dont l'affaire des «péripéties footballistiques».

Les très nombreux signataires du texte à l'appui de cette protestation se démarquaient «de cette honteuse décision» et appelaient «à dénoncer le chauvinisme dont font preuve certains responsables du secteur de la Culture, tant ce sentiment exprime des dérives politiques en complète contradiction avec les intérêts supérieurs de notre peuple dont le seul ennemi doit être le sous-développement sous toutes ses formes». Ils appelaient également «à demander aux autorités concernées (algériennes ndlr) par ce scandale d'y mettre un terme en levant l'interdiction faite aux livres égyptiens afin de leur permettre d'être découverts, lus et appréciés par les lecteurs algériens».

On sait, hélas, que la situation ne s'est pas débloquée. Aujourd'hui, donc, du côté égyptien, on bouge. Interrogé à ce propos, le Dr Ahmed Bensaada, animateur du mouvement d'août dernier, trouve que l'attitude égyptienne «intéressante et positive, même si elle est un peu tardive». Ahmed Bensaada «aurait aimé que les intellectuels égyptiens nous épaulent dans notre action durant le mois d'août, en critiquant leurs responsables….». Il espère que «ce geste de bonne volonté sera une pierre de plus dans la reconstruction des bonnes relations historiques entre les deux peuples».

Il reste à savoir comment sera perçue cette initiative par les opinions des deux pays. Côté égyptien, quelques voix se sont élevées pour dire, en substance, qu'il ne fallait pas «après avoir reçu une gifle, tendre l'autre joue». Côté algérien, il est à craindre que ces dons de livres ne soient pris au premier degré.

Tizi Ouzou

Un citoyen kidnappé par un groupe armé

Naït Ali H.

Alors que le commerçant kidnappé dans un faux barrage près de Ait Aïssi, 11 km au sud de la ville de Tizi Ouzou, a été relâché par ses ravisseurs, dans la nuit du lundi près de de Maâtkas, après presque deux mois de captivité, un nouveau kidnapping a été perpétré dans la soirée du dimanche dernier, dans la localité de Aghribs, à une trentaine de kilomètres au nord est de la wilaya de Tizi Ouzou, apprend-on auprès de sources sécuritaires.

Selon les indications obtenues auprès de nos sources, la personne enlevée, S. Omar, âgée de 35 ans, roulait en compagnie de son cousin S. Amar, la cinquantaine, entrepreneur de son état, à bord d'un véhicule quand ils ont été surpris par des individus armés qui dressaient un faux barrage au lieu-dit «Bouhlalou».

Pressentant le scénario de l'enlèvement ce dernier a pris la fuite malgré qu'il ait été pris pour cible par les assaillants qui ont fait usage d'armes automatiques. L'entrepreneur a réussi à prendre la fuite avec de graves blessures à la cuisse et au ventre, mais son accompagnateur a été forcé par les auteurs du faux barrage de les conduire, à bord du véhicule, vers une destination inconnue. S. Amar a été opéré à l'hôpital d'Azazga avec succès alors que son cousin est porté disparu depuis. Les habitants de la région de Ath Jenad se sont mobilisés aux côtés de la famille du jeune kidnappé pour que l'otage recouvre sa liberté. En effet, aux premières heures de la matinée du lundi «un comité de crise » a été créé à Aghribs pour suivre l'évolution de la situation concernant ce nouveau kidnapping, survenu dans cette région. La première tâche de ce comité était de diffuser l'information en organisant, le premier jour de l'Aid (mardi), une caravane à travers toute la partie nord de la wilaya de Tizi Ouzou, pour informer les populations de l'enlèvement du jeune S. Omar. Hier dans la journée, un rassemblement de solidarité devant la maison familiale de la victime, au village Imekhlef, a été organisé. Jusqu'à hier en fin d'après midi, on ignorait toujours si les ravisseurs s'étaient manifestés. Selon des sources locales plusieurs actions ont été retenues notamment l'organisation d'une marche afin de faire libérer l'otage.

Un terroriste abattu

Les forces de sécurité agissant sur la base de renseignements ont, dans la soirée du lundi aux environs de 20h30, éliminé un terroriste dans les maquis de Sidi Ali Bounab, aux limites administratives entre les wilayas de Tizi Ouzou et Boumerdès avons-nous appris de sources sécuritaires. Le terroriste, identifié comme étant B. Abdelkader originaire de Dellys dans la wilaya de Boumerdès est tombé dans une embuscade tendue par les forces de sécurité. Agé de 23 ans, il avait rejoint les maquis de l'ex-GSPC, il y a de cela une année. Une arme a été récupérée par les forces de sécurité à l'issue de cette opération. **N. A. H.**

L'enquête transmise au parquet russe

Le mystère de l'Arctic Sea demeure entier

Amine L.

L'enquête ouverte en Russie officiellement sur «l'acte de piraterie dont a été victime le cargo Arctic Sea durant l'été 2009» est close et a été transmise au parquet général russe, rapporte l'agence Interfax qui citait, hier, le porte-parole du comité d'enquête, Vladimir Markine.

«Le parquet général de Russie établira les chefs d'accusation à l'encontre de six pirates présumés, a indiqué M. Markine.

Deux autres pirates, Andreï Lounev et Dmitri Savins, ont déjà été condamnés par un tribunal russe respectivement à cinq et sept ans de prison après avoir été reconnus coupables d'acte de piraterie.

Selon l'agence Ria Novosti, qui citait des aveux de Dmitri Savins, c'est Eerik-Niiles Kross, un Estonien, qui a commandité la capture de l'Arctic Sea conjointement avec un entrepreneur allemand d'origine russe, Sergueï Demtchenko.

Alors qu'il était censé arriver le 4 août 2009 à Béjaïa, l'Artic Sea n'est arrivé que le 14 novembre de la même année à bon port. La cargaison qu'il transportait, 3000 tonnes de lattes de bois, avait été déchargée une semaine plus tard. La cargaison d'une valeur estimée à 1,2 million d'euros, a été commandée par trois importateurs algériens. Une fois accosté au port de Béjaïa, le vraquier avait subi un contrôle drastique. Aucune cargaison suspecte n'a été trouvée à son bord. Le vraquier battant pavillon maltais avait été affrété, depuis le port finlandais de Pietarsaari, par l'armateur Solchart Management Ltd, une société russe basée à Helsinki. Disparu dans l'océan Atlantique pendant un mois, le vraquier ne transportait aucune substance radioactive contrairement à ce qu'avaient supposé certaines sources citées par les médias. Le navire, détourné en juillet au large de la Suède, sur l'une des routes maritimes les plus fréquentées du monde, avait été intercepté en août par la Marine russe. Quinze marins se trouvaient à bord du bateau lorsqu'il a été détourné, provoquant un feuilleton d'ampleur internationale, avant d'être libéré par la flotte russe au large du Cap-Vert. Les autorités maritimes maltaises avaient ouvert une enquête criminelle. L'Autorité finlandaise de sécurité nucléaire (Stuk) a démenti une rumeur selon laquelle un chargement «secret» de matière radioactive était à bord du cargo. A Helsinki, le Bureau national d'enquêtes de la police finlandaise a coordonné et a centralisé les investigations sans parvenir à élucider l'affaire. Interpol, l'organisme international de coopération policière s'est lui aussi mis de la partie à la recherche du navire avant que le président russe Dmitri Medvedev ne se saisisse de l'affaire. L'acte de piraterie dans les eaux suédoises, thèse officielle des autorités russes, est contesté par des experts maritimes qui doutent que la lumière soit faite un jour sur la cargaison du vraquier. L'équipage avait affirmé que les ravisseurs qui l'avaient attaqué dans les eaux suédoises, demandaient une rançon et menaçaient de faire exploser le vaisseau si l'on n'obéissait pas à leurs ordres.

Les autorités russes n'ont toujours pas donné d'explications claires sur les raisons du détournement, mais elles ont démenti que le bateau transportait autre chose que sa cargaison officielle, du bois. Plusieurs médias ont laissé entendre qu'il contenait des missiles anti-aériens ultra sophistiqués S-300 destinés à l'Iran. Cela dit, beaucoup de questions restent pour l'instant sans réponse et le mystère reste entier autour de ce vraquier.

Dettes auprès de la PCH

Ardoise de 17 milliards de dinars pour les hôpitaux

L'ensemble des hôpitaux relevant du secteur public ont été instruits de s'acquitter de leurs dettes, de l'ordre de 17 milliards DA, auprès de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), a indiqué à Alger le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, M.Djamel Ould Abbas. «Ces dettes qui se chiffrent à 17 milliards DA doivent être réglées avant la fin du mois de novembre 2010. Les établissements hospitaliers disposent de leurs propres budgets pour cela», a souligné M. Ould Abbas à l'ouverture de la réunion du Conseil d'administration de la PCH. Le ministre a expliqué que le recouvrement des créances de la PCH permettra le «bon fonctionnement de cette entreprise qu'il a qualifiée de «vitale», tout en assurant que l'année 2011 sera une «année sans pénurie». M. Ould Abbas a, en outre, instruit le directeur général de la PCH de ne conclure aucun marché sans l'aval de la tutelle.

«Aucun marché ne sera conclu par la PCH sans l'aval du ministère», a affirmé le ministre. Il a ajouté, dans ce cadre, que la priorité durant la période 2010-2014 sera consacrée à l'encouragement de la production nationale de médicaments et au médicament générique, l'objectif étant d'atteindre le taux de 70% de couverture des besoins nationaux. Le directeur général de la PCH, M. Cherif Delih, a indiqué, pour sa part, dans un exposé sur les activités de son établissement, que les médicaments destinés à la prise en charge du cancer arrivent en premier avec un taux de 34%, suivies de l'hématologie (21%) puis de l'infectiologie (17%).

Publicité

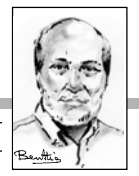
Pour un wali élu

PAR AHMED SAÏFI BENZIANE

On l'appelle «mouvement dans le corps des walis», opération qui consiste à déplacer certains d'entre eux d'un chef-lieu à un autre, à promouvoir des secrétaires généraux à une fonction plus importante, de mettre à la retraite les atteints par l'âge, à faire appeler certains à d'autres tâches ou à mettre fin aux fonctions des derniers. Dans ce mouvement certains ne bougent pas pour des considérations dépendant des programmes qu'ils doivent finir. Une sorte de mouvement inamovible pour ceux-là. Un wali comme tout le monde le sait, est un personnage incontournable qui préside à la destinée d'un territoire géographiquement délimité par des frontières, occupé par une population catégorisable selon le nombre, la pyramide des âges, le mode de vie, les facteurs culturels et historiques, le degré ainsi que les formes de contestation. Un wali dispose des moyens que l'Etat central met à sa disposition pour mettre en œuvre sa politique. Wilaya pouvant se traduire par Etat, le wali serait par déduction un chef d'Etat. Un petit chef d'Etat modèle réduit vu d'en haut.

Vu d'en bas à travers son pouvoir local il est sollicité à des cérémonies, courtisé pour les portes qu'il peut ouvrir, craint en l'absence d'un code communal sérieux, aimé ou honni selon l'usage qu'il fait du populisme, de son style vestimentaire et le ton de sa voix. Le ton de la voix est très important à ce poste. Le wali fonctionne dans la légalité mais pas dans la légitimité. Dans la légalité il répartit les ressources allouées sous formes de budgets à des projets de développement selon des priorités, ou alors il met sous le coude certains autres, il veille au maintien de l'ordre ou crée le désordre. C'est ainsi que certains walis laissent de bons souvenirs aux populations ou de mauvais après leurs passages dans cette fonction. Il se crée ainsi une bourse des walis. Ceux dont la nomination annonce l'espoir et ceux qui ne sont pas les bienvenus compte tenu des catastrophes qu'ils laissent après leurs départs ailleurs. C'est ce qui explique cette rotation tant attendue appelée « mouvement dans le corps des walis », qui s'étend actuellement à d'autres corps comme la justice, les chefs de daïras, et les directions de l'exécutif. La gouvernance trouve ainsi un nouveau souffle en faisant tourner des fonctionnaires comme dans un manège. Mais la question qui reste en suspens consiste à savoir comment on devient wali. Si l'on considère cette question du point de vue de la formation de base, on sait que l'ENA fournit des promotions qui sont appelées à occuper les rouages de l'Etat, dans sa dynamique de gestion des deniers publics, en rapport avec les attentes des populations. Il est évident que tous les énarques ne sont pas walis, l'accession à ce poste étant l'aboutissement de longues années d'expérience dans l'administration. Certains énarques sont dirigés vers la diplomatie, d'autres vers le fisc et d'autres encore moins chanceux, vers les collectivités locales ou autres services publics. Ce n'est donc pas le fait de l'ENA qui permet cette ascension vers les cimes de ce petit Etat qu'est la wilaya. Ce n'est pas aussi la longue présence dans les services publics qui le permet. Par ailleurs, on sait que tous les walis ont un rapprochement familial, d'alliance conjugale ou tribale avec « quelqu'un là-haut » parmi ceux qui ont l'influence suffisante pour les « aider » dans cette promotion. D'ailleurs ne dit-on pas que tel wali a derrière lui untel ou un tel autre ? Ce fait n'est pas étonnant si l'on considère que toutes les nominations aux postes supérieurs de l'Etat passent par un chemin où la compétence et le diplôme ne sont pas les seuls critères. Le critère déterminant est bien celui de la famille au sens large et parfois sicilien. Et s'il y a une réforme à faire c'est bien celle qui repositionne le sens de ce poste dont le synonyme veut dire en langage populaire « Saint homme ». Le choix de la dénomination n'est pas fortuit et la confusion doit être évitée. Un wali au sens populaire ne dispose ni d'appareil répressif, ni de moyens démesurés et encore moins des moyens de l'Etat. Il gère la communauté avec sa seule autorité morale puisée dans sa bonne connaissance des préceptes religieux et sa conduite exemplaire. Il gère par une légitimité qui lui doit de se faire appeler sidi. Le wali de l'administration tel que défini par les textes législatifs gère par le pouvoir de sa seule signature. S'il y a une autre réforme à faire c'est aussi celle qui prédétermine la gouvernance d'une région par la légitimité. Pourquoi, en effet, un wali ne serait pas élu ? Certains pourront y voir le début d'une sorte de fédéralisme, mot qui convient très peu aux unionistes qui veulent conserver un pays grand comme plusieurs fois certains pays d'Europe dans un mode de gestion inamovible et centralisé. La peur d'effriter un pays l'emporte sur une nouvelle vision plus adaptée et plus efficace des réalités nationales. Le seul fait d'en parler pourrait entraîner les foudres de ceux qui trouvent leurs comptes dans cette gestion « passes à l'autre » qui a fait tellement de dégâts. On pourrait appeler cela la régionalisation qui a donné ses fruits ailleurs, mais le fond reste le même. Le problème avec le mode actuel de gestion c'est qu'il n'y a aucun contrôle possible quant à la gestion d'un wali et ce ne sont pas les hémicycles locaux qui vont émettre des contestations ou réclamer des comptes se rendant par cela complices d'abus. Un wali élu sur la base d'un programme peut nommer à son tour un gouvernement local contrôlé par une assemblée locale. Cela se fait ailleurs et ce n'est point en opérant de la sorte que des pays se sont effrités. Au contraire. C'est même dans ce mode de gouvernance qu'ils sont devenus plus forts encore. Il est vrai que l'Etat central y perd ses plumes et son pouvoir de nuisance. Mais puisque nous avons tout essayé, le socialisme, le libéralisme, essayons autre chose tant que l'argent est disponible.

LE DIT DU JEUDI



Par Abdou B.

Fête interdite

«Dans tous les partis, plus un homme a d'esprit, moins il est de son parti»

Stendhal.

Comparée à de nombreux pays du bassin méditerranéen, ce berceau de tant d'épopées, d'Ulysse à l'Emir Abdelkader, de l'Agora antique à la djemaa ancestrale, de Garcia Lorca à Yacine Kateb excommunié au seuil de sa tombe, l'Algérie est sûrement la contrée la moins festive. Mais sûrement celle où le cadre urbain ressemble à une séquence filmée de Enki Bilal et où la saleté arrive aux portes des demeures, de ministères et des palais de justice. La tristesse grand format de tout ce qui construit, en dépit du bon sens, au mépris d'une esthétique basique, la violence ambiante des intolérances formatent sans répit la société. Cette dernière, dès la crèche accepte une saleté de tous les espaces, l'effritement des murs et des enceintes les plus représentatives de l'Etat. Les mairies, la daïra, la wilaya, la poste, les impôts, les enceintes des hôpitaux sont repoussants à l'intérieur et à l'extérieur. Dès la naissance, l'environnement est intériorisé, «normal», il va de soi puisque le gosse dès sa sortie première du domicile voit des ordures jusqu'à l'entrée de son école, de la boue, des trottoirs défoncés et des quartiers et cités populaires oubliés par Dieu et les hommes.

Sur des routes préhistoriques qui défigurent les quartiers, le beggar triture sa moustache, sa longue barbare de taliban et fait rugir son 4x4 devant un bunker commercial au dessous d'une villa R+4 proche de la forteresse médiévale, barreaudée du sol au sommet, peinte aux couleurs d'un enfer surréaliste. Les pays de la Méditerranée, parmi les destinations touristiques les plus prisées au monde (Tunisie, Grèce, Italie, Turquie, Malte, Espagne, l'ex-Yougoslavie...) au-delà de leur longue histoire, se distinguent dans leur majorité par des expressions culturelles, des urbanismes singuliers, des couleurs bien de la Méditerranée, le sens du beau et de la fête. Au-delà des rites religieux, des régimes politiques, ces pays gardent leur élites sinon les voient évoluer dans un espace communautaire, laissent la création artistique s'exprimer, des médias privés s'épanouir et la fête s'organiser là où veulent ceux qui veulent faire la fête. L'Algérie qui a cependant une place économique et stratégique en Méditerranée est la plus austère, la plus «moustachue», la plus barbue, de noir vêtue, qui laisse partir des médecins, des créateurs, des chercheurs, des enseignants de la taille de Arkoun, des écrivains de l'envergure de Dib, Sansal, M. Alloula etc. Ceux qui sont restés au pays pour divers motifs sont casés dans l'administration, enseignent dans des amphithéâtres stades, réduits au silence à domicile. Le 1er Novembre, l'Aïd et toutes les autres fêtes passeront inaperçues au plan festif. Mais les villes seront désertes et fermées car les jours fériés sont, pour des raisons systémiques, de la plus grande tristesse. Un couvre-feu de plusieurs jours. Assurément, on fait des Algériens le peuple le plus triste, le plus agressif et le plus stressé. Et les attentats terroristes n'arrangent pas les choses.

M'hamed Benguettaf aurait pu être, dans un pays de fêtes, dans une autre dimension le A.Quinn du cinéma et du théâtre de son pays. Merzak Allouache, le contestataire talentueux dans son art aurait pu être, dans un pays de fête et de tolérance le W.Allen d'Algérie. Sous des dehors un peu timides et surtout introvertis il en a les capacités créatrices. F.Beloufa, celui qui n'a fait qu'un documentaire censuré et charcuté, engagé et plutôt de gauche (impardonnable dans son pays) après un seul film de fiction de grande qualité a toujours rêvé de mettre à l'écran le chef d'œuvre «Le pain nu» de l'écrivain marocain M.Choukri. Les deux noms ne disent strictement rien à nos doctes personnages allergiques aux livres et aux images. Meddour, parti trop tôt, B.Hadjadj les chantres d'une culture originelle, première authentique...Omar Sekhoum, Chouaki le poète musicien, Fellag, magicien du rire, Safy Boutella diplômé aux USA pour la musique de films, B.Sensal au texte libre, simplement libre et pas du tout coranique... Amine Zaoui, aussitôt marginalisé, aussitôt la B.N muette, stérile est rentrée dans l'Ordre administratif. H.Bouabdellah celui qui a fait «Barberousse, mes sœurs'», où est-il? Khaled fait des apparitions sporadiques pour s'en retourner là où il peut dans sa liberté gérée comme il l'entend. Biyouna ne cesse de faire des pieds de nez aux fonctionnaires censeurs... ailleurs...

On peut multiplier et aligner les noms algériens qui réussissent parfaitement à l'étranger, dans les arts, les sciences, la médecine, l'entreprise, la communication, l'enseignement et la recherche. Reconnus par leurs pairs, honorés et distingués dans le monde où les tolérances, l'expression des diversités et des altérités caractérisent les grandes nations, ces citoyens sont d'illustres inconnus. Ils le sont pour des ministres qui ne brillent ni par leur esprit scientifique ni pour leur curiosité et brillance intellectuelles. C'est aussi pour cela que le sens de la fête est complètement éteint, que les sexes sont définitivement séparés depuis la chasse à la mixité, au plaisir et l'enfermement de tous à la nuit tombée.

Les jeunes qui ressemblent à ceux d'autres pays, seraient heureux de voir dans les villes, les campus et les quartiers, la renaissance de la fête et de la joie. Des associations, des APC, des wilayate, des ministères peuvent, au gré des fêtes nationales, du printemps, des cerises organiser des bals, des concerts dans les places, dans les villages, les campus, les stades...l'état d'urgence, l'obscurité, le délabrement des murs et des esprits, la bigoterie, la négation de la vie, le déni des plaisirs de la vie font que la fête n'est plus qu'un lointain souvenir de personnes âgées tant les morosités des «tutelles» et des institutions ont transformé en mosquées les espaces quotidiens où la fetwa sur tout et rien oriente l'espace public.

Au lieu et place de la fête, alors que le calendrier national est parmi les plus riches en jours fériés et payés, les citoyens rencontrent des soucis impensables, inimaginables, incongrus, hors de question, relevant de l'impossible sous d'autres cieux, dans d'autres pays, quelles que soient les croyances, incroyances, horaires de jour comme de nuit. Comment en effet faire la fête dans un pays où le règne du «la yadjouz» est appliqué avec rigueur et vigueur aux quatre coins du pays. Comment faire la fête lorsque l'Etat est absent, totalement, dans les principales rues et artères de toutes les villes où simplement que les lieux publics (cafés, restaurants, fast-food, mairies, daïrate, wilayate) dont l'existence même est liée à une fréquentation n'ont pas de toilettes propres, qui ferment de l'intérieur? C'est dans ces endroits que les cahiers des charges et les sanctions ont une pertinence, pas pour quelques salles de cinéma dont personne ne connaît le volume de fréquentation, les horaires et les tarifs.

Les jeunes, en Algérie et partout dans le monde aiment faire la fête, chanter et danser lors des dates importantes de l'histoire. Alors offrez leur des fêtes pour qu'ils se souviennent de vous, honorent vos noms qui seront liés à des fêtes. Prenons des exemples: les Algériens qui ont aujourd'hui entre vingt et trente ans n'ont jamais assisté à de grandes fêtes lors du 1er Novembre, du 5 Juillet, pour le petit ou le grand aïd, pour la fête des cerises des abricots ou les escargots acrobates. Les Australiens, les Français, les Américains, les Chinois, les habitants des pays nordiques, l'Angleterre, le Japon et tant de grands pays connaissent la fête. Pour des fêtes nationales, des dates marquantes de leur histoire, pour des fêtes religieuses, laïques, pour les organisations d'homosexuels, de grands peuples cultivent le sens de la communion, de la fête fédératrice des différences toutes normales; de grands peuples ont érigé la danse, les concerts sur les places publiques, les gigantesques défilés pour une armée, des syndicats, des commémorations qui lient les uns aux autres, au-delà de l'âge, du sexe, de la croyance, de l'origine première, des pratiques attendues et célébrées. Les Algériens qui ont aujourd'hui entre vingt et trente ans, et plus loin en arrière ignorent, à part le foot et ses dépassements sauvages, le fait de vivre ensemble de jour comme de nuit, une fête collective sur tout le territoire, une commémoration symbolique... Les dates du 1er Novembre et du 5 Juillet, les Aïds, la fête du printemps peuvent être vécues comme de grandes communions sur les places publiques, les campus, dans les quartiers et les stades, à l'air libre. Très vite, tous les sociologues et psychologues l'expliquent, les violences baissent parce que la société et la jeunesse respirent, des liens et des liants se tissent, qui deviennent des rendez-vous permanents. En Algérie, la fête, le bonheur, la joie de vivre, la rencontre ne figurent pas dans le cahier des charges des institutions, des services publics ou des partis. L'alignement quantitatif de ce qui se construit dans le désordre et la précipitation est la seule finalité officielle.

Les faux dinars menacent la sécurité nationale

PAR ABDERRAHMANE MEBTOUL *

La monnaie, autant que les réserves de change, est un signe, moyen et non facteur de développement. Dans les tribus anciennes, notamment d'Australie, comme l'ont montré les anthropologues, par exemple, les barres de sel ou tout autre symbole jouaient le rôle de monnaie afin de favoriser les transactions commerciales.

I-Elle s'est toujours identifiée au pouvoir régalien du souverain, de l'Etat. Récemment, selon la définition de la majorité des manuels d'économie universelle, la monnaie est un instrument de paiement accepté de façon générale par les membres d'une communauté en règlement d'un achat, d'une prestation ou d'une dette. Elle peut remplir trois fonctions principales: la fonction d'intermédiaire dans les échanges, la fonction de réserve de valeur et la fonction d'expression d'unité de compte pour le calcul économique ou la comptabilité.

Certains auteurs considèrent que la capacité d'éteindre des dettes et des obligations, notamment fiscales, constitue une quatrième fonction appelée « pouvoir libératoire » de la monnaie. Ces fonctions peuvent être assurées par différentes monnaies en circulation simultanée : la monnaie divisionnaire ou pièces de métal ; la monnaie de papier ; la monnaie scripturale et la monnaie électronique. Au niveau international existent des monnaies non convertibles et des monnaies internationales convertibles acceptées lors des transactions internationales. Ainsi, moyenne 2008/2009, 65% des réserves de change des banques centrales étrangères sont détenues en dollars, contre seulement 25% en euros, surtout depuis 1971, du fait de la démonétisation du dollar vis-à-vis de l'or.

Ce qui permet aux Etats-Unis de ressembler à une banque d'investissements qui se finance massivement en émettant de la dette tout en investissant en actifs risques étrangers (stocks, investissements directs). Cependant, existe une tendance contraire à cette dominance actuelle, expliquant la guerre des monnaies qui se fera de plus en plus vivace, certainement entre 2015/2020 avec l'entrée du Yuan chinois.

L'on pourrait assister à une stratégie convergente à travers le duo USA/Chine, notamment à travers les bons de Trésor représentant environ 45 % de la dette totale externe des Etats-Unis où, sur 2450 milliards de dollars (juin 2010) de réserves de change chinois, une grande partie est libellée en dollars, et les Chinois dépendant pour une grande fraction de leurs exportations des USA. En effet, toute dévaluation, pour une économie productive, dynamise les exportations et toute réévaluation les freine actuellement, les cotations en baisse tant de la monnaie américaine que chinoise pénalisant un euro fort. La monnaie à travers les systèmes financiers joue le rôle comparable au sang dans un corps humain où toute circulation sanguine, pouvant bloquer le corps humain ou l'économie en tant que moyen et non comme fin. Cela explique en partie, car existent des liens dialectiques entre la sphère réelle et la sphère financière, tant la crise mondiale de 1929, où, devant le manque de confiance, les ménages se sont précipités pour retirer leurs épargnes agent, accentuant la crise, que l'origine de la crise des prêts hypothécaires d'août 2007, où des titres ont été adossés qu'à des entrées virtuelles, qui s'est faite en en cinq étapes : a **a -** Les banques ont fait des prêts immobiliers à des ménages insolvables ou présentant peu de garanties, à des taux d'intérêts élevés ; **b -** Diffusion des mauvaises créances dans le marché : pour évacuer les risques, les banques «titrisent» leurs créances, c'est-à-dire qu'elles découpent leur dette en produits financiers pour la revendre sur le marché. La mondialisation a fait le reste, en diffusant ces titres à risque dans les portefeuilles d'investisseurs de toute la planète. Les fonds spéculatifs (hedge funds) ont été de gros acheteurs de subprimes, souvent à crédit pour doper leurs rendements (jusqu'à 30 % par an), et faire jouer l'effet de levier, les hedge funds empruntant jusqu'à 90 % des sommes nécessaires ;

c - Retournement du marché immobilier américain : vers fin 2005, les taux d'intérêts américains ont commencé à remonter alors que le marché financier s'essoufflait. Des milliers de ménages ont été incapables d'honorer leurs remboursements, entraînant des pertes pour les banques et les investisseurs qui ont acheté les titres obligataires ont vu leur valeur s'effondrer ;

d - Crise de confiance : les banques se sont retrouvées dans une situation où, comme dans un jeu de poker, elles savent ce qu'elles ont dans leur bilan, mais pas ce qui se trouve dans celui des autres, ces mauvais crédits immobiliers ayant été achetés un peu partout dans le monde et on ne sait pas quelle est la répartition du risque, d'où une grave crise de confiance ; cette situation a paralysé le marché interbancaire, les banques ne se prêtant plus ou très peu, craignant que leurs homologues ne soient dans une ligne rouge ;

e - Intervention des banques centrales : face à la paralysie du marché, les banques centrales sont intervenues début août 2007 en injectant plusieurs centaines de milliards de liquidités afin d'éviter le blocage de l'économie mondiale, bien que les actifs toxiques continuent de produire leurs effets, comme en témoignent la récente semi-faillite immobilière d'Abu Dhabi et la crise grecque, la crise de l'endettement des Etats, les ondes de chocs n'étant pas encore terminées.

Comme le montrent les divergences récentes au sein de G20, l'on ne s'est pas attaqué à l'essence qui est le fonctionnement du système économique mondial impliquant une nouvelle régulation et gouvernance mondiale.

II - Dans tous les pays du monde existent de faux monnayeurs mais la proportion par rapport à la masse monétaire en circulation est relativement faible du fait de la dominance de la monnaie scripturale et de la monnaie électronique.

En Algérie, selon certaines informations de toutes les régions du pays avec des ramifications internationales, elle commence à prendre des proportions dangereuses menaçant la sécurité nationale. La possibilité de l'extension de faux billets est d'autant plus possible dans une économie ou le cash prédomine du fait que le citoyen soit garde chez lui du liquide, ou que la majorité des segments de l'économie fonctionne sur des principes en dehors du droit tel que défini par l'Etat. Or, en Algérie où domine la monnaie fiduciaire, la monnaie électronique étant presque inexistante, une méfiance de la monnaie scripturale (sans compter qu'il faut attendre des mois pour avoir son chéquier et réaliser une transaction entre deux wilayas). Cette extension trouve un terrain propice du fait que, souvent, bon nombre de segments du secteur d'Etat exigent du liquide, 75% des importations en 2009 se sont faites en cash, et que, fait de raisons tant économiques que cultuelles, la majorité des opérateurs surtout privés et les ménages commercent entre eux en cash.

Et surtout de l'existence de la sphère informelle en extension, produit de la bureaucratie et des dysfonctionnements des appareils de l'Etat qui contrôle 40% de la masse monétaire en circulation (limitant la politique monétaire de l'Etat du fait de l'existence d'institutions informelles et d'une intermédiation financière informelle) permettant l'évasion fiscale et la corruption; alors que la règle de base de l'économie de marché se fonde sur deux postulats, sur le contrat et le crédit. Sans une intégration intelligente de cette sphère, loin des mesures administratives autoritaires (d'où les effets mitigés du contrôle des prix), les dernières mesures de traçabilité, exigeant le paiement par chèque au-delà de 500.000 dinars, seront d'un effet très limité.

III - La fausse monnaie n'a pas de répercussions directes au niveau international puisque le dinar n'est pas convertible mais, en termes d'image (un pays qui ne contrôle pas sa monnaie n'est pas un pays crédible) et avec des effets possibles indirects, puisque sur les transactions commerciales extérieures pour les importations se font en dinars et ce, en cas de non vigilance des banques pour détecter les faux billets. C'est que le système financier algérien est déconnecté des réseaux internationaux et il ne faut pas s'en réjouir, montrant une économie perfusée par la rente des hydrocarbures (98% d'exportation et 75% d'importation des besoins), certains économistes ayant pu parler d'une non économie. Encore qu'il faille être attentif aux fluctuations du dollar et de l'euro puisque la majorité des exportations algériennes se font en dollars et environ 60% des importations en euros ; comme il faudra être attentif tant aux fluctuations des monnaies clefs que des taux d'intérêt et du taux d'inflation mondial concernant les 80% des réserves de change placées à l'étranger, notamment en bons de Trésor. Sur le plan boursier, alors que la grande société russe Gazprom est cotée en Bourse comme la plupart des sociétés OPEP, connaissant la valeur réelle de leurs actifs, fluctuant selon le cours boursier, on peut se demander pourquoi Sonatrach, première société algérienne, n'est pas cotée en Bourse, la détermination de sa valeur se fondant sur l'approche comptable classique, non reflet de sa performance économique. Sur le plan du commerce intérieur, l'extension de faux dinars risque d'entraîner une psychose, les ménages se réfugiant dans les valeurs refuges comme l'or ou certaines valeurs immobilières, pouvant conduire à l'effondrement de l'économie, dévalorisant toute création durable de la richesse, dont la monnaie est le support, tout en alimentant une inflation incontrôlée (rappelons-nous l'hyperinflation allemande de Weimar) ou l'hyperinflation actuelle du Zimbabwe où il faut des tonnes de billets pour acheter une marchandise, donc, une détérioration du pouvoir d'achat des ménages. Comme effet d'entraînement, la spéculation générant la spéculation et une méfiance généralisée du fait que le fondement de fonctionnement de toute économie reposant sur la confiance, la généralisation de faux billets, selon la loi de Gresham, la mauvaise monnaie chassant la bonne risque de conduire le pays au chaos, justement à cause de la psychose généralisée qu'elle peut déclencher.

Aussi, le remplacement progressif de certains billets de banque, encore que du fait que la masse monétaire en circulation en Algérie est déjà importante, attention donc à une trop grande injection de la monnaie qui risque d'amplifier l'inflation déjà importante selon l'officiel puisqu'il a atteint 5,7% en 2009 avec une prévision de 5,5% en 2010, beaucoup plus selon certains organismes internationaux (enquête sur la région Mena), ce qui ne peut que conduire les banques primaires à relever leurs taux d'intérêt, bloquant l'investissement, la démonétisation de certains billets attaqués par les faux monnayeurs, doit être progressive et dans la discrétion pour éviter la panique. Les mesures techniques, carte de crédit, vérification (encore que l'on ne peut mettre derrière chaque commerçant un appareil de vérification), ne seront des mesures efficaces que si des mécanismes de régulation clairs sont mis en place pour uniformiser l'espace économique et social, évitant cette hétérogénéité qui favorise la fausse monnaie. Ce qui renvoie à la faiblesse de l'instauration d'un Etat de droit, au manque de visibilité et de cohérence de la politique socio-économique, l'Algérie étant dans cette interminable transition depuis 1986, ni une économie planifiée, ni une véritable économie de marché, d'où les difficultés de régulation politique, sociale et économique solidaires. En bref, analyser objectivement l'existence et l'extension de la fausse monnaie implique une vision stratégique globale car menaçant la sécurité nationale.

*Docteur, Economiste Expert International
Professeur d'Université

Travail décent et emplois précaires

Toute personne dans le monde devrait pouvoir avoir un emploi lui permettant de mener une vie digne répondant à ses besoins essentiels. A cette fin, l'emploi est un facteur fondamental. C'est pourquoi, il conviendrait d'exhorter toutes les politiques à se consacrer davantage à la création d'emplois, et pas seulement de tout emploi, mais bien d'emplois décents pour tous.

PAR HAMIANI MED TOUFIK*

Dans de nombreux cas, on affirme que les pays ne peuvent se permettre des salaires équitables ni de meilleures conditions; toutefois, les bénéfices à long terme prédomineront rapidement sur les coûts à court terme. C'est pourquoi le travail décent est la meilleure manière de lutter contre la pauvreté mondiale. Pour la majorité des personnes dans le monde entier, l'insuffisance d'emplois est synonyme de pauvreté. On croyait provisoire et conjoncturelle la précarisation que la crise avait générée… On avait tort. Un problème pesant sur presque toutes les têtes, elle oblige chacun à « faire avec ». Autant que faire se peut. Stagiaires, CDD, chômeurs de longue durée, travailleurs pauvres, suppléants, vacataires,…, autant de personnes qui vivent dans l'incertitude, contraintes de vivre au jour le jour. Or voilà déjà beaucoup de temps que la précarisation de notre société est pointée. Mais si le constat est bien établi, l'analyse du phénomène, elle, a changé. Des pauvres, des exclus, il y en a certes toujours eu, mais l'échec de la croissance et de l'Etat providence a introduit une véritable rupture et la question sociale a pris un autre visage. Dans le temps, la pauvreté était tenue pour résiduelle, appelée dans une société d'affluence à diminuer et disparaître peu à peu. Dans les années quatre vingt et quatre vingt dix, en pleine crise, le constat est tout autre et insiste sur l'exclusion de certaines franges de la population, liée à un contexte économique défavorable. Elle ne frappe plus seulement des cas sociaux ou des individus au bas de l'échelle sociale. Le cadre lui-même, s'il perd son emploi, peut voir sa vie basculer. De plus en plus de personnes ont alors besoin de l'aide publique et de diverses structures pour survivre. C'est du reste dans l'espoir de faire face à cette nouvelle pauvreté que le filet social et d'autres dispositifs ont été mis en place pour tenter de maintenir à flot une population fragile, sans parvenir à juguler le phénomène. Les sociologues multiplient les analyses de la situation et font apparaître que la précarité, comme la pauvreté, est multidimensionnelle et se caractérise par un cumul de handicaps. Les différentes analyses l'ont défini comme « l'absence d'une ou plusieurs sécurités, notamment celle de l'emploi ? Ou, pourrait-on ajouter, la disposition d'un emploi ne procurant pas des ressources chroniquement suffisantes ?, permettant aux personnes et aux familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales ou sociales, et de jouir de leurs droits fondamentaux. » La précarité a donc différents visages : la précarité de l'emploi, la précarité conjugale et familiale, la précarité du logement ou la précarité affective qui malheureusement vont souvent de pair. Aujourd'hui, c'est l'opposition exclusion/ inclusion qui apparaît contestable, car son dualisme rend mal la complexité du réel. Car ce qui frappe, c'est précisément tout le dégradé de situations qui va d'une position professionnelle un peu précaire au cumul de presque tous les handicaps. Il y a bien sûr les mal-logés, avec la figure extrême du sans domicile fixe vivant d'expédients, cherchant chaque jour un abri. Mais il y a également le recruté en contrat à durée déterminée qui ne sait pas ce qu'il fera dans six mois, le suppléant ballotté de mission en mission, la mère divorcée en sous-emploi qui boucle avec peine ses fins de mois, le jeune adulte qui fait stage sur stage sans parvenir à décrocher un premier emploi… De plus en plus rares sont les personnes à pouvoir se sentir définitivement à l'abri. Et il ne suffit pas d'avoir un emploi pour être protégé. Une part importante des salariés en contrat à durée indéterminée vit dans la peur de se retrouver au chômage, et accepte des conditions de travail dégradées et des rémunérations insatisfaisantes. Et le cas des travailleurs pauvres montre que travailler ne suffit pas nécessairement pour échapper à l'insuffisance des revenus. Même si presque tous sont menacés, les disparités sont encore fortes. La précarité de l'emploi touche ainsi bien plus les ouvriers et les employés que les cadres, les femmes que les hommes …

Le constat semble établi : la précarité n'est plus un phénomène simplement conjoncturel. Mais quels changements entraîne cette nouvelle configuration sociale ? La précarité de l'emploi a sans doute induit de nouveaux comportements par rapport au travail, que les sociologues appellent des pratiques ou des tactiques précaires. Le travail temporaire peut ainsi permettre à un vacataire de se faire un CV, d'éviter un certain type de subordination, de diversifier ses compétences. Ces comportements peuvent marquer un autre rapport au travail : certains jeunes salariés ont ainsi un emploi insatisfaisant et précaire et mènent en parallèle une activité culturelle, ludique ou sportive dans laquelle ils s'épanouissent mais dont ils ne peuvent vivre. C'est le cas aussi de certains cadres précaires qui acceptent des statuts dévalorisés et parfois des tâches ingrates pour pouvoir à côté s'adonner à des activités peu rémunératrices mais intellectuellement plus satisfaisantes.

Reste que la précarité peut rarement être considérée comme un véritable choix. C'est ce que notent les sociologues qui ont la même analyse concernant les intellectuels précaires : « Non, les intellectuels précaires n'ont pas choisi la précarité contre le salariat, la liberté contre la contrainte. Ils ont appris à vivre autrement. A «faire avec» les offres de travail qui leur sont proposées ». Ces salariés vivent avec difficulté des situations de travail qu'ils jugent insupportables et qu'ils n'ont pas vraiment choisies. Ils n'en sont pas moins actifs et cherchent à construire des projets.

L'ILLUSION DU CHOIX

S'il est donc absurde de tenter de réenchanter la précarité, l'analyse des pratiques et des tactiques mises en œuvre a le mérite de montrer que les précaires restent des acteurs, même lorsqu'ils cumulent les handicaps et se retrouvent dans des situations particulièrement difficiles. « Etre chômeur, ce n'est pas seulement avoir perdu un revenu et se retrouver au plus bas de l'échelle sociale, c'est être confronté à des doutes sur son existence et sur son identité. Ces chômeurs restent néanmoins des acteurs. Se donner une contenance, sauver la face, maintenir sa dignité sont des activités qui demandent de l'énergie, des tactiques, des ressources. » Le précaire ne doit pas seulement être appréhendé comme un être passif face à des contraintes qu'il subit : il se débat, il lutte, il agit et tente de se débrouiller dans un contexte difficile et un horizon limité. Quelles sont les perspectives ? Sommes-nous entraînés vers une infernale et inéluctable spirale de la précarité ? Le retour à l'âge d'or des années glorieuses (sans doute idéalisées) n'est probablement pas concevable. Mais la précarité et les souffrances qu'elle génère ne sont pas acceptables pour autant. Face à la nouvelle configuration sociale, c'est sans doute le système de protections qu'il s'agit de repenser pour que discontinuité professionnelle et mobilité ne riment pas forcément avec précarité ou avec pauvreté.

LA PRÉCARITÉ DU TRAVAIL SE NORMALISE

Le marché du travail s'est métamorphosé, au profit de la précarisation et du chômage de masse qui ont font frappé beaucoup de pays, malgré la mise en œuvre de plusieurs dispositifs de lutte contre la pauvreté. Tout a été essayé pour lutter contre le chômage ? Pas encore, mais les gouvernements ont adoubé le concept de précarisation, en acceptant la flexibilité. Ce qui était une exception dans les années dites glorieuses est aujourd'hui un état de fait : la précarité au travail est devenue une valeur constante de l'économie de beaucoup de pays. Le nombre de CDD (contrats à durée déterminée) a doublé ces derniers temps. Ce contrat court est devenu la norme. Plus de 85 % des embauches s'effectuent par ce biais. Aujourd'hui, les CDD et la vacation sont devenus une norme, principalement pour les jeunes travailleurs même dans la fonction publique en commençant par les gardiens, les femmes de ménage et autres , ce qui laisse penser que même les cadres vont avoir le même type de recrutement dans un futur proche. Les chômeurs de longue durée – les non qualifiés- constituent le noyau dur du chômage. Gouvernement après gouvernement, personne n'est parvenu à réduire durablement leur nombre. La souplesse, appelée de toutes ses forces par les pouvoirs publics dans le traitement du chômage, existe déjà. Les transformations de l'économie font que beaucoup d'entreprises ont été rachetées par des groupes qui suivent une stratégie de flexibilité de la main-d'œuvre : ils engagent des employés pour un temps limité. L'intérêt de l'actionnaire prévaut sur celui de l'employé. Le gouvernement compte démêler en temps record une situation qui empire depuis plus d'une décennie. On comprend l'ampleur de la tâche.

Espérons que - moins de chômeurs, mais plus de précarité- ne dure pas longtemps car les bilans sont à la fois rassurants et inquiétants. D'abord le constat: le chômage a baissé. Mais à y regarder de plus près, il s'agit essentiellement d'emplois temporaires et précaires.

Dans la législation actuelle, le recours aux CDD n'est possible que pour le remplacement des absents, pour des surcroîts temporaires d'activité Il est d'une manière générale interdit de recourir à l'emploi précaire pour « pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise ». Dans les faits, la loi est massivement violée quotidiennement par des milliers d'entreprises qui ont fait du recours au travail précaire mode de gestion permanent ou est-ce que sécuriser durablement l'emploi et la formation des précaires nécessite cependant une nouvelle législation ? A ce titre peut-on convertir les emplois précaires en emplois stables ou continuer à comptabiliser l'emploi précaire dans nos bilans ?

**Cadre du secteur de l'emploi-Mascara-.*

Ici mourra Kaci !

Déclaré ou enfoui, l'état d'esprit contestataire, une inclinaison souvent positive, est un trait type du caractère de l'Algérien, que celui-ci soit simple citoyen ou non, instruit ou pas, chef ou subalterne.

PAR RACHID BRAHMI

Mais quand la contestation devient systématique, attribuant toujours la faute à autrui, cela relève de cet entêtement malsain appelé le «Taghennènte », que des adages bien de chez nous traduisent par « Ehna imoute Kaci !» ou encore « une chèvre même si elle s'est envolée! ». A propos de ce dernier dicton, feu Kada Boutarène, dans son recueil de citations populaires, note qu'il découlerait de l'anecdote suivante : « Un corbeau est aperçu au loin par deux hommes dont l'un était au service de l'autre. L'homme fort soutient qu'il s'agit d'une chèvre, son compagnon pense que c'est un corbeau. Vive discussion. Sur ces entrefaites, le corbeau s'envole.

L'entêté bafouille, mais maintient son point de vue, contre l'évidence. D'où le sens de la formule pour exprimer l'entêtement doublé de la tyrannie et du caprice ». Le « Taghennènte », forme d'intolérance observable dans nos différents espaces, peut déboucher sur l'invective, jusqu'à aboutir aux crachats, aux poings occasionnant ainsi des points (de suture), ou à une violence encore plus affreuse.

Tout cela, parce que chacun d'entre nous juge qu'il est le seul à détenir l'absolue vérité, les clefs de celle-ci, ses serrures, ses portes, parce que nous gérons et digérons mal nos divergences et parce que nous repoussons la diversité ou la différence censée être une source de richesse. Les exemples fourmillent pour constater la triste tare citée plus haut, qui n'est assurément pas d'ordre génétique. Par ailleurs, il suffit d'assister à une discussion autour d'un thème donné ou encore une simple causette pour s'apercevoir que le détenteur de la parole, barricadé dans ses certitudes, hermétique, refuse d'écouter l'autre, en l'empêchant d'exposer clairement ce qu'il a à dire.

Le débat serein et ordonné laisse donc place à un chassé-croisé de soliloques simultanés, où tout le monde parle et où personne n'écoute. À la fin, bien évidemment, peu auront compris, certains seront stressés et beaucoup seront déçus. Exténués. La communication est un processus d'échanges où il s'agit de convaincre par les arguments et non de vaincre par la palabre. Dans ce sens, un proverbe africain recommande : « Il vaut mieux convaincre que vaincre, parce que, ce qui est convaincu est d'office vaincu, alors que ce qui est vaincu, n'est pas du tout convaincu. »

D'autre part, si les germes de l'intolérance peuvent souvent apparaître au sein de la cellule familiale, il n'en demeure pas moins qu'ils naissent aussi et éclosent partout ailleurs, notamment dans le système éducatif. Ainsi, sous l'œil d'un personnel éducatif (enseignants, conseillers d'éducation, agents …) aux nerfs à fleur de peau, nos bambins contraints de nicher dans des classes surchargées, astreints à un programme « bourratif », ont-ils la possibilité d'analyser, d'argumenter, de soumettre leurs avis ? En dehors des écoles et chez les adultes, l'exemple d'intolérance le moins moche, le plus raffiné, vise certains qui savent lire et écrire, lors de débats réglés, non pas à coups de sabre, mais de « plume » ou de clavier. Certains qui ont un niveau d'instruction. Il s'agit des passagers de la toile qui consultent des sites, pour s'informer, et se défoncer par la même occasion. A cet effet, il suffit de jeter un coup d'œil sur les commentaires de lecteurs, sur divers articles, pour s'en convaincre.

Chacun devient analyste en économie, expert politique, spécialiste footballistique, stratège militaire, diplomate aguerri, mufti autoproclamé, psychologue diplômé, critique confirmé…… Passons si chacun se prend pour ce qu'il croit être. Mais pourquoi refuser l'avis contraire, sans argumentaire, tout en méprisant ou injuriant celui qui pense autrement ? D'un lieu de débat constructif, utile, un espace se métamorphose en un ring de combat explosif, débile. De plus, le commentateur confortablement installé face à son écran d'ordinateur, déploie sa verve, en scellant son écrit par un pseudonyme.

Quelle bravoure ! Et pour ficeler le tout, de tels dérapages écrits noir sur blanc sont autorisés par le modérateur, celui qui est censé défendre la crédibilité du site où l ' on assiste à cette bataille numérique rageuse qui fait probablement crépiter les claviers et palpiter les cœurs.

Que dire d'un débat non virtuel en présence de personnes concernées ? Enfin, la tolérance, vertu cardinale, valeur universelle qui consiste par définition, au respect des opinions, des différences et de la liberté d'autrui, a-t-elle sa place dans nos espaces, nos systèmes et nos schèmes ? Sinon comment l'incruster dans nos méninges ? Alors pour un brin de tolérance, donc pour plus de moments tolérables et moins embrasés.

Développement de la micro-entreprise, outil de développement ?

PAR ZEROUALI MOSTEFA*

« ... A vouloir écarter le pire, on chasse aussi le meilleur. C'est aussi évident qu'à trop craindre la mort on oublie de vivre et qu'à la fin on meurt quand même... ». Gilles Lamer (1).

En ces temps de crise, le chômage est le mal absolu et le virus dévastateur que tous les pays du monde tentent de combattre et d'éradiquer, hélas sans trop de succès ! Pour cela, tous les moyens sont bons: quid par les aides publiques à l'emploi et à la réinsertion des chômeurs, quid par les aides aux secteurs stratégiques et bailleurs d'emplois comme l'automobile, quid par les investissements publics gourmands en main d'œuvre, quid par la défiscalisation des activités créatrice d'emplois, quid par la flexibilité et la réforme de la législation du travail. Chacune de ces stratégies est plus ou moins légitimes mais également et souvent contestées.

Les approches de lutte contre ce fléau, première conséquence directe de la crise financière et économique, diffèrent d'un pays à l'autre, d'une société à l'autre et d'une économie à l'autre. Certains gouvernements réagissent aux indicateurs macro-économiques et aux clignotants micro-économiques choisis dans leurs tableaux de bords. D'autres réagissent à la grogne populaire et aux soulèvements sociaux déstabilisateurs. Alors que d'autres agissent et réagissent dans le cadre d'une stratégie globale de développement économique.

Parmi les stratégies dont l'efficacité est avérée pour le développement économique et pour la lutte contre le chômage, certains experts n'hésitent pas à prescrire le développement de la micro entreprise en le décrivant comme l'ultime remède et véritable élixir.

En effet, la micro entreprise est la réponse la plus logique, la solution la plus adaptée et le moyen le plus économique de croissance, de développement et de lutte contre les crises et les inégalités socio-économiques. Une infrastructure économique construite autour d'un tissu puissant de micro-entreprises est surtout caractérisée par les aspects économiques ci-dessous:

Une atomicité optimale des entités. Le nombre important d'entreprises de petite taille permet de limiter, voire même d'éliminer tout risque économique systémique en cas de crise ou de faillite sectorielle. Cette condition d'atomicité est également sine qua non pour la création d'un véritable marché concurrentiel.

Une concurrence (presque) pure et parfaite. Le nombre d'entreprises présentes sur un marché détermine le degré de concurrence qui y prévaut. Plus le nombre est élevé plus la concurrence est forte. Ceci engendre comme conséquences directes l'amélioration de la qualité des produits et services et la tendance baissière de leurs prix favorisant ainsi le pouvoir d'achat des consommateurs. Donc, disposer à terme du meilleur rapport qualité/prix.

Une meilleure proximité et une profonde pénétration sociale. La petite taille des micro-entreprises pousse leurs créateurs et gérants à s'installer à proximité de leur clientèle, à proximité de leurs fournisseurs ou à proximité de leurs inputs. Ceci garantie une présence et une distribution large afin de pénétrer leurs marchés et s'adapter facilement aux changements économiques

Une innovation et une créativité permanente et perpétuelle. La taille et le nombre des micro-entreprises permettent d'instaurer et d'imposer l'innovation et la créativité comme facteurs clefs de réussite. Aucune domination ne devra et ne sera capable d'étouffer les efforts des plus innovants et des plus créatifs.

Traitements et solutions sans douleurs en cas de crises. La taille et le nombre de micro entreprise permettent de réagir sans trop de coûts en cas de crise économique ou financière. Les micro-entreprises se renouvellent de façon cyclique et douce et les situations des « too big to fail » seront rares voire même impossibles.

La plupart des économies émergentes dont le développement est soutenu et stable sont construites autour d'une stratégie claire et efficace qui a comme fer de lance la micro entreprise. Celle-ci évoluent, ensuite, vers les PME et deviennent in fine de grandes entreprises. C'est le cas de l'Inde, de la Chine, du Brésil, de la Corée du Sud, du Mexique, de la Malaisie, de Taïwan, de la Tunisie et de beaucoup d'autres pays.

Qu'en est-il, alors, de l'Algérie? La micro entreprise est-elle une préoccupation nationale? Quelles sont les actions accomplies dans ce cadre? Quelles sont ses perspectives? Quelles sont les contraintes qui empêchent l'émergence de la micro-entreprise et l'accomplissement normal de son rôle? Quelles sont les axes de réflexion et de développement stratégique de ce créneau? Quelles sont les mesures à même d'apporter des solutions adaptées, les moyens d'émergence d'un puissant tissu de micro-entreprises?

En Algérie, le concept de micro entreprise est apparu vers 1986, au moment de l'apparition de la crise économique et des premiers licenciements liés à l'échec de la stratégie de l'industrie industrialisant. Certains experts visionnaires de l'époque avaient évoqué ce concept, non seulement, comme solution de conversion et de redéploiement de l'économie nationale mais également comme moyen de lutte contre le chômage et les inégalités sociales régionales. Mais la concrétisation réelle des premiers dispositifs de micro-entreprises s'est faite sous le gouvernement de Monsieur Hamrouche. Ce premier dispositif consistait à apporter une participation financière via un crédit bonifié en faveur des porteurs de projets remplissant un certain nombre de conditions. Le montage financier des projets impliquait les banques publiques.

Les lacunes juridiques et les faiblesses de l'encadrement technique du dispositif avait conduit à son échec et à son remplacement par le dispositif de l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ).

Cependant, d'autres dispositifs ont été mis sur pieds afin d'apporter des solutions orientées vers toutes les catégories sociales. La Caisse Nationale d'Assurance Chômage CNAC, initialement chargée de la gestion des licenciements massifs causés par les réformes des années 90, a créé son propre dispositif dédié aux chômeurs promoteurs et porteurs de projets qui ne sont pas éligibles au dispositif de l'ANSEJ. Même les personnes diplômées dont la situation sociale est précaire ou dont les revenus sont faibles ont eu droit à un dispositif particulier conduit sous la houlette de l'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit ANGEM.

Dans l'esprit du législateur et du décideur-stratège, ces différents dispositifs offraient une large palette de solutions pour encadrer et encourager la création des micro-entreprises et de l'emploi de façon durable et pérenne. Alors que dans l'esprit des administrations et des institutions chargées de leur gestion, il s'agit plutôt d'une politique politicienne et de bureaucratie économique locale pour octroyer des avantages et offrir des privilèges socio-économiques. En un mot, pour ces derniers, c'est une façon de faire des dons ou de la distribution de fonds publics aux chômeurs.

En effet, ces nouveaux dispositifs, malgré leurs multiples aménagements sont devenus avec le temps trop bureaucratisés par la lourdeur des procédures à suivre et la lenteur des circuits de prise de décision. Ce qui n'a pas manqué de créer des situations conflictuelles et des contradictions parfois bizarre entre les différents intervenants de la chaîne. Le temps perdu par les prétendants à ces projets se traduit souvent par des pertes d'argent, des pertes d'opportunités et voire même des pertes d'envie et d'espoir de réussite.

Actuellement, la tendance de ces dispositifs est à la décentralisation et à l'institution de commissions techniques au niveau de chaque siège pour la validation des projets et des montages financiers y afférents avec la participation de l'ensemble des secteurs et des acteurs concernés par la micro-entreprise et l'éradication du chômage: les banques publiques, l'Ansej, la Cnac, l'Angem, le Centre National du Registre de Commerce, les universités, la formation professionnelle, les chambres de l'artisanat, les chambres de commerce, les chambres de l'agriculture etc.

Cette nouvelle organisation visait essentiellement et en premier lieu, à débureaucratiser le processus de prise de décision fortement alourdi et souvent subjectif au niveau des banques. Ensuite, il s'agit d'impliquer davantage les parties concernées par le sort des micro-entreprises et de l'emploi dans le processus de création, d'accompagnement et de suivi de celles-ci pour assurer une certaine harmonisation et une collaboration entre les institutions qui y interviennent. Elle visait enfin, à améliorer la qualité des projets et la crédibilité des promoteurs ainsi que leur maîtrise des conditions du marché souvent difficiles.

Malgré les aides financières directes et la bonification de leurs crédits, malgré les avantages fiscaux et para fiscaux qui leurs sont octroyés et malgré l'assistance des commissions techniques et des accompagnateurs, les promoteurs de la micro entreprise n'ont pas pu s'épanouir totalement et le taux d'échec des projets reste relativement élevé. En effet, rares sont les micro-entreprises issues de ces dispositifs ayant pu évoluer normalement vers des PME et devenues des grandes entreprises, ce qui était l'objectif initial et macro-économique de ces dispositifs.

Les commissions et les nouvelles conditions de bancarisation et de financement de ce dispositif qui avaient pour but l'optimisation des montages, éviter des contradictions administratives ou juridiques dans le processus de création de ces entités et garantir la réussite des promoteurs n'ont pas permis aux micro-entreprises de créer la dynamique économique recherchée.

Les statistiques publiées ici et là par les organismes officiels qui gèrent ces dispositifs sont plutôt favorables et laissent supposer un succès total des actions gouvernementales. Les chiffres communiqués sont plutôt bons, les taux d'évolution annuels annoncés sont parfaits et la satisfaction exprimée par tout le monde en est la preuve. Mais qu'en est-il dans la réalité? Quelles sont les problèmes et les contraintes structurelles de ce créneau? Qu'est-ce qui empêche l'émergence d'un véritable et solide tissu de micro-entreprises qui absorberait le chômage et contribuerait à la diversification de l'économie nationale?

Le premier élément de réponse est au niveau des banques publiques et des fonds de garantie. Il concerne le niveau des impayés et le nombre de défections enregistrés. Ces chiffres sont révélateurs d'un faible taux de réussite et d'un dysfonctionnement clair dans la gestion de ces dispositifs. Toutes les banques enregistrent dans leurs portefeuilles de crédits une bonne partie d'impayés des micro-entreprises dites aidées.

Souvent, il y a incapacité de remboursement des emprunts contractés et appel au fonds de garantie afin de recouvrer les impayés déclarés et/ou avérés. Par ailleurs, une certaine lourdeur dans le processus de recouvrement des impayés avec les fonds de garantie, engendre des problèmes de gestion opérationnelle dans les agences bancaires et des pertes liées à la non-conformité des dossiers présentés en recouvrement. Ceci a engendré des conséquences plutôt dramatiques sur le plan technique.

Les opérationnels des banques se trouvent confrontés à une situation peu envieuse !! Ils sont divisés entre l'impératif d'accompagner une politique économique publique et d'appliquer les orientations de l'actionnaire-propriétaire qui est l'Etat, et l'impératif de respecter l'orthodoxie bancaire et les critères universels d'éligibilité aux crédits qui sont les conditions bancaires et les règles prudentielles. Ils se heurtent aux problèmes de la gestion encombrante et lourde de dossiers de crédits octroyés de façon peu orthodoxe.

Donc, nous pouvons conclure clairement que les banques auront toujours tendance à voir ces dispositifs comme une contrainte administrative et une obligation envers l'actionnaire et non comme une opportunité commerciale et une opération rentable. Le deuxième élément de réponse est à chercher au niveau de la qualité des projets et des promoteurs que l'ensemble des dispositifs agrée. En effet, dans les nomenclatures arrêtées, les projets concernent principalement cinq secteurs d'activité: Le secteur des services, celui des transports, le secteur des industries, celui des BTPH et enfin le secteur agricole.

L'examen des données y afférentes fait ressortir une forte concentration des projets au niveau de deux secteurs uniquement, de surcroit non créateurs de richesses, à savoir les services et le transport. Les autres secteurs ne sont représentés que par pure présence politique et symbolique. Par ailleurs, les promoteurs impliqués dans ces divers dispositifs, pour faire aboutir leurs projets, sont souvent obligés de se tourner vers des voies et des solutions totalement contrôlées par des opportunistes qui cherchent le gain, les aides, les avantages fiscaux et para fiscaux. Rares sont ceux qui agissent librement en porteurs de projets cherchant le succès et la réussite sans avoir recours aux solutions douteuses et aux intermédiaires.

Dans leurs têtes ces mêmes promoteurs viennent aux différentes commissions pour solliciter des aides et implorer la générosité des membres des commissions afin de réaliser leurs projets. Moi-même, j'ai eu à poser la question de savoir s'ils sollicitent des aides ou plutôt des financements, et je vous avoue que leurs réponses penchent souvent vers le concept d'aide. Donc, pour eux, il ne s'agit plus de montages financiers, ni de crédits à rembourser, et encore moins de succès et de réussite socio-économique, mais plutôt d'aide politique et de droits à obtenir auprès des administrations chargées de la gestion et du financement.

Nous voyons clairement, là aussi, que la finalité de ces dispositifs est totalement biaisée par son encadrement technique même vis-à-vis des créateurs des micro-entreprises.

Le troisième élément de réponse est à voir au niveau des procédures et des règles qui encadrent ces dispositifs. En effet, nous constatons là également une absence presque systématique de souplesse et une gestion rigide du fonctionnement de ces dispositifs. Un respect automatique et une application absolument négative du cadre législatif est observée par les intervenants sans aucune possibilité d'interprétation, ni d'enrichissement ou d'innovation de la part des parties concernées. Ni les agences administratives, ni les banques ni les promoteurs et encore moins les autorités de tutelle ne sont ouverts à l'amélioration et à la critique constructive.

A titre d'exemple, le montage financier de ces micro-entreprises est totalement faussé par des éléments subjectifs que les promoteurs ne peuvent maîtriser notamment les loyers des sites d'exploitation et des sièges, l'origine de l'apport personnel, la prise en compte et l'évaluation réelle des frais préliminaires, la prise en compte et l'évaluation du fond de roulement nécessaire et enfin la lenteur dans la concrétisation des projets. Ce qui entraine des conséquences négatives évidentes sur la qualité des projets.

Notons aussi qu'entre la date de dépôt de la demande du promoteur auprès de l'organisme gestionnaire et la date d'entrée en exploitation de son projet, le plus chanceux doit patienter de longs mois; voire même plus d'une année avant de voir son rêve se concrétiser. La première conséquence de cette situation est la révision de la structure et du projet et des coûts que les porteurs de projets doivent supporter tout seuls s'ils ne veulent pas encore refaire le chemin depuis le début (indisponibilité de certains équipements, augmentation des prix, perte d'opportunités de plan de charges, changement de réglementation, ...).

Les procédures de recueil des garanties en faveur des banques (nantissement des équipements et assurances), des organismes d'aides (nantissement et assurance de second rang) et de l'administration fiscale (incessibilité fiscale) ont créé une sorte de cercle vicieux et un total blocage d'entrepreneuriat des porteurs de projets. Ils ne peuvent ni céder leur investissement, ni faire du partenariat avec d'autres entreprises, et encore moins prétendre à d'autres financements de leurs activités.

Donc, nous pouvons conclure ici aussi que les possibilités et les perspectives d'enrichissement, d'évolution et de développement de ces dispositifs se heurtent à des contraintes techniques claires.

Enfin, le dernier élément de réponse se situe, à notre sens, au niveau de la garantie d'un plan de charge qui pourrait assurer à la micro entreprise un décollage serein et une activité permettant une entrée aisée à son secteur et ainsi, lui éviter l'étranglement des contraintes à l'entrée et la disparition dès les premières années, comme c'est le cas actuellement.

En fait, actuellement, toutes les micro-entreprises souffrent de la faiblesse de leurs capacités financières, de la faiblesse de leurs qualifications techniques, de la faiblesse de leur maîtrise du marché parsemé de contrainte à l'entrée. Elles ne bénéficient presque d'aucune forme d'assistance pour l'obtention de plan de charge, notamment dans le secteur public.

Connaissant, les conditions actuelles d'accès aux marchés publics et aux plans de charges consistants, souvent conditionnés par des critères de qualification que celle-ci ne remplissent pas, les micro-entreprises n'ont aucune chance de réussir. Les rares cas de réussite concernent des sociétés dont les porteurs sont des proches d'entrepreneurs et de hauts responsables capables d'assurer un plan de charge, de la sous-traitance au moment du démarrage et/ou de la supervision technique lors du lancement. Les autres sont vouées systématiquement à l'échec.

Nos conclusions sont évidentes là aussi. Les chances de réussite et de succès des porteurs de projets sans plan de charge de démarrage sont faibles, voire même nulles.

Les conclusions successives citées plus haut, nous orientent vers une partie des solutions à suggérer. Les dispositifs de création et d'accompagnement des micro-entreprises sont plutôt assez murs pour ne plus tomber dans l'approximation et l'erreur banale mais fatale et préjudiciable à toutes les parties. Alors, espérons que les récentes réformes et initiatives macro-économiques toucheront également ce créneau névralgique pour la diversification de l'économie et des recettes nationales.

Pour ma part, même si on partage pas la même morale, je partage totalement, comme la majorité des citoyens algériens l'opinion de Mme Simone de Beauvoir qui estime avec beaucoup de justesse que « Le propre de toute morale est de considérer la vie humaine comme une partie que l'on peut gagner ou perdre, et d'enseigner à l'homme le moyen de gagner » pour enseigner à nos micro-entreprises les moyens de devenir de grandes entreprises !!!

*Economiste et chercheur

(1) *Gilles Lamer, Romancier Canadien (Québec), né en 1940, dans Bâtissez mon temple, 1985.*

(2) *Femme de lettres et auteure française 1908/1986, dans Une morale de l'ambigüité, aux Ed. Gallimard, 2003.*

La sécurité routière: des visions pour demain

PAR MOHAMED HABIB MAZOUNI *

L'INSOUTENABLE VÉRITÉ DE L'INSÉCURITÉ ROUTIÈRE

Chaque décès, chaque blessure grave, engendrent des souffrances humaines et représentent un coût économique non négligeable, alors même que la plupart des accidents de la route peuvent en principe être évités.

Dans notre pays, le nombre de tués sur les routes pourrait être diminué de moitié si le gouvernement s'engageait pleinement à améliorer la sécurité routière en mettant en œuvre les meilleures pratiques et surtout en les faisant respecter.

Selon le rapport, intitulé « La sécurité routière : quelle vision pour demain», établi par un groupe d'experts appartenant à plus d'une vingtaine de pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (2002): «Les recherches montrent (effectivement) que lorsqu'on examine les principaux facteurs de causalité des accidents de la circulation (l'usager de la route, le véhicule et l'infrastructure routière), tous les accidents peuvent être imputés à au moins l'un de ces facteurs.

Ainsi un investissement adéquat et renforcé pour former de meilleurs conducteurs (et autres usagers de la route), développer de meilleures normes de construction et d'entretien pour le véhicule ainsi que des normes améliorées de conception et d'entretien pour les routes, peut et va effectivement prévenir des accidents de la route. En outre, il paraît de plus en plus clairement que la mise en place de véritables processus de gestion de la sécurité constitue une étape fondamentale dans le traitement des problèmes de sécurité routière. Ce n'est qu'en mettant en place de bons systèmes de gestion que les responsables de la sécurité routière seront capables de se placer favorablement dans la course aux ressources et de prendre des décisions saines, en matière de développement et la mise en œuvre de mesures efficaces ».

Et ces experts d'ajouter : « Plaider en faveur de l'investissement pour la sécurité routière n'est pas seulement une question d'émotion. Les accidents de la route correspondent à une charge économique importante qui représente dans certains pays jusqu'à 4 % du PIB ».

De surcroît, on peut lire avec amertume dans l'ordre du jour de la réunion des hauts responsables gouvernementaux, préparatoire à la conférence ministérielle sur les transports, tenue sous l'égide du Conseil Economique et Social des Nations Unies (Novembre 2006) :

« On estime que les accidents de la route font chaque année 1,2 million de tués et pas moins de 50 millions de blessés ou handicapés dans le monde et coûtent plus de 500 milliards de dollars par an. Ils constituent actuellement la onzième cause de décès, à égalité avec le paludisme, et, selon les prévisions, ils représenteront à l'horizon 2020 la troisième cause mondiale de morbidité, devant le VIH ou la tuberculose. Les traumatismes dus aux accidents de la circulation sont aujourd'hui la deuxième cause de décès chez les 15-29 ans. Dans ce groupe d'âge, le risque d'être tué ou blessé sur la route est près de trois fois plus élevé pour les sujets de sexe masculin, qu'ils soient piétons, cyclistes, motocyclistes, conducteurs novices ou passagers ». 0613776120 ;

ERREUR HUMAINE DANS LA CONSIDÉRATION DU FACTEUR HUMAIN !

Je trouve qu'il est fondamentalement faux de dire : Nos routes tuent tous les jours une dizaine de victimes. C'est plutôt la gestion défaillante de tout un système lié à la sécurité routière qui mérite d'être dénoncée en premier lieu !

Qu'allons-nous faire face à ce bain de sang qui coule sur nos consciences ? Allons-nous désigner un coupable idéal, l'usager, lui faire porter le bonnet d'âne à cause de sa vraie-fausse responsabilité de près de 90 % des accidents de la circulation ? Allons-nous continuer à faire l'amalgame entre la notion d'usager et celle de facteur humain, et entre la notion d'erreur de conduite et celle d'erreur humaine, en amnistiant le législateur, le gestionnaire d'infrastructure, le maître d'ouvrage, et tous les acteurs directs ou indirects de la chaîne causale liés à l'accident ? Allons-nous continuer à noyer le poisson, en essayant de dire aux plus vulnérables : écoutez, nous nous sommes pour rien dans 90 % des cas, la solution à vos problèmes est entre vos mains?

Cette hémorragie intellectuelle m'inquiète beaucoup parce qu'elle est généralisée. D'ailleurs, je regrette son influence sur le contenu du nouveau code de la route (à paraître prochainement dans le Quotidien d'Oran « Rôles et responsabilités du législateur : Lecture critique du nouveau code de la route »).

LA SOLUTION SE FORGE MAIN DANS LA MAIN SELON UNE VISION POUR DEMAIN

Dans une partie d'échecs, ça n'est pas le nombre ou le type de pièces en cours de jeu qui donne vainqueur, mais plutôt le positionnement de chacune dans une stratégie de jeu maîtrisée, et ensuite l'évolution intelligente de l'ensemble de manière dynamique, adaptative et anticipative.

L'urgence aujourd'hui consiste à arrêter l'hémorragie à laquelle je fais allusion, et ce ne sera possible qu'en mettant en place un système de management systémique et organisationnel permettant à chacun de connaître son rôle et reconnaître le périmètre de sa responsabilité.

Devant des situations similaires à celle décrite plus haut, la plupart des pays ont admis qu'un engagement politique en faveur de l'amélioration de la sécurité routière s'imposait.

En Algérie, et sous l'égide de M. Abdel Aziz Bouteflika, les gouvernements successifs ont effectivement accompli de remarquables progrès au cours des dernières années, notamment dans le cadre du programme présidentiel de relance économique ; mais il reste cependant possible d'en faire bien davantage en commençant par redéfinir les rôles et réaffecter les responsabilités, et surtout en considérant, cette fois-ci, le système dans sa globalité.

Justement, dans cette série je vais traiter des processus d'amélioration du Système de Management de la Sécurité Routière (SMS-R). Pour ce faire, je cherche d'abord à identifier les acteurs afin d'aborder de manière pragmatique la gestion des rôles et l'affectation des responsabilités au niveau national selon une approche systémique et organisationnelle.

La solution préconisée cherche à concevoir un Système de Management de la Sécurité (SMS) au niveau national ; une sorte de repère auprès duquel seront établies les responsabilités, positionnés les acteurs, définis les diagrammes de tâches, suivies les réalisations des individus et des équipes, évalués les états d'avancement des projets, mis en place le retour d'expérience et amorcés les processus d'amélioration et d'optimisation.

Concernant le déploiement de ce type de solution intégrale, il convient toujours de commencer par une phase intermédiaire V&V (Verification and Validation) qui porte

1ère vision : rôles et responsabilités des compagnies d'assurance

sur une partie restreinte et représentative du système. A cet effet, je pense à la ville de Médéa et sa banlieue, et ce, pour deux raisons, l'une scientifique et l'autre logistique : primo le caractère accidentogène intéressant de la zone d'étude, et secundo la possibilité d'accès à l'information étant donné ma connaissance de la ville et de certains de ses organismes-clefs.

I. 1ÈRE VISION : RÔLES ET RESPONSABILITES DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

Les assurances jouent un rôle socioéconomique important mais invisible dans la vie quotidienne et dans celles des affaires. La plupart des propriétés ou des activités humaines sont couvertes par une assurance d'une façon ou d'une autre. De façon générale, les assurances couvrent les propriétés privées et les activités où les parties assurées sont responsables de leurs actions et de leurs dégâts éventuels.

1. POURQUOI LES COMPAGNIES D'ASSURANCE HÉSITENT À S'ENGAGER DANS LE TRAVAIL DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ?

Il existe plusieurs facteurs qui peuvent freiner l'engagement des compagnies d'assurance.

En Algérie, comme dans la plupart des pays, les assureurs d'automobiles sont des corporations concurrentielles. Même si elles souhaitaient sanctionner certaines actions ou situations, leur principal objectif est d'attirer les souscripteurs.

Bien sûr les compagnies d'assurance n'ont pas de pouvoirs policiers, et ils peuvent au mieux influencer les usagers de la route, mais en aucun cas les sanctionner autrement que par l'attribution de coefficients Malus.

En principe il faut admettre que les compagnies d'assurance dépendent de l'insécurité sur les routes. Selon R. Muskaug, l'un des spécialistes de la question: « si les risques d'accident étaient réduits de façon spectaculaire, il en irait de même pour le nombre des assurances, et la situation financière des compagnies pourrait en pâtir ».

R. Muskaug ajoute que : « les compagnies d'assurance se font concurrence certaines possibilités d'activité de sécurité routière qui peuvent être ressenties comme restrictives et négatives par les usagers de la route et donc être bénéfiques pour les autres compagnies. De même si une compagnie parvient à réduire le risque d'accident et donc les coûts des accidents. En général cela sera également profitable pour les autres compagnies. Normalement, cela signifierait que les autres compagnies feraient un bénéfice sans avoir partagé les coûts et deviendraient donc plus compétitives ».

2. QUELLES SONT LES POSSIBILITÉS D'ENGAGEMENT DES COMPAGNIES D'ASSURANCE ?

En dépit de toutes les difficultés mentionnées ci-dessus, l'implication des compagnies d'assurance dans le travail de sécurité routière est restée marginale au cours de la dernière décennie ; cela semble réellement conférer aux compagnies d'assurance une image de plus en plus négative, et un rôle social non assumé.

Pour aider les autorités nationales ou locales, il existe en réalité plusieurs possibilités pour les compagnies d'assurance de s'impliquer directement ou indirectement dans le travail de sécurité routière.

A) RÉCOLTER LES INFORMATIONS, A NALYSER LES DONNÉES, PARTAGER LES CONNAISSANCES

Les compagnies d'assurance possèdent d'énormes entrepôts de données sur les conducteurs, les véhicules et les accidents ; alors que les acteurs de la sécurité routière cherchent désespérément à obtenir des données de meilleure qualité et en plus grande quantité.

Les compagnies ont accès aux informations sur les circonstances des accidents, l'état des victimes, les traitements médicaux, l'état des véhicules, etc.

Cependant, certaines de ces informations pourraient être floues, c'est-à-dire imprécises ou incomplètes. Fort heureusement, il existe un arsenal scientifique, notamment les approches floues possibilistes, qui permet d'évaluer et d'agréger ces incertitudes.

Bien sûr, ce genre d'étude et de recherche ne doit pas être considéré comme directement lié à la fonction principale des compagnies d'assurance.

De surcroît, il faut reconnaître qu'au jour d'aujourd'hui, la réalisation de ces études scientifiques est néanmoins impossible vu le caractère confidentiel des données et l'absence de Groupes de Travail et de Recherche (GTR) impliquant, entre autres, les ingénieurs des compagnies d'assurance, ceux de la Fonction publique et bien sûr les chercheurs universitaires. Les GTR constituent des supports intéressants pour faire partager les informations stratégiques, consolider les connaissances et enrichir les bases de données du retour d'expérience.

B) SANCTIONNER LES MAUVAIS ÉLÈVES, RÉCOMPENSER LES BONS

Selon R. Muskaug : « le principe fondamental de la fixation réaliste des prix est souvent observé dans les assurances ; cela ferait payer le fautif, et ce principe fonctionne dans une certaine mesure mais le problème est bien sûr que cela va à l'encontre du principe même des assurances qui est de partager la charge financière du risque ».

En effet, par leur stratégie de fixation des profils de cotisation et d'agrégation par un coefficient Bonus/Malus, les compagnies d'assurance peuvent considérablement influencer le comportement des usagers.

L'attribution du Malus est une mesure efficace pour dissuader les délinquants de la route de récidiver. Je parle de récidive, car cette mesure commence à être efficace à partir du moment où l'usager met la main dans le sac.

D'abord concernant le choix de véhicule, il est nécessaire que les compagnies d'assurance tiennent compte de la sécurité primaire ayant pour vocation la prévention des risques et donc la réduction de l'occurrence des événements redoutés, et au même titre, de la sécurité secondaire visant la protection des risques et donc la réduction de la gravité des dommages. Enfin, dans un langage simple et compréhensible, il s'agit donc d'agir de façon positive envers les véhicules peu impliqués dans les accidents et ceux qui protègent leurs occupants en cas d'accident.

Cependant, les véhicules polluants ou trop impliqués dans les accidents, par exemple les grosses motos, les 4x4 et les petites voitures turbo, peuvent faire l'objet d'une prime plus élevée calculée directement en fonction du risque encouru.

Le risque inhérent peut être évalué par une jonction entre la probabilité d'occurrence du type d'accident (analyse technique) et la gravité des dommages assimilée à un coût évalué par un expert (analyse financière).

Par conséquent, il est nécessaire que les barèmes d'évaluation soient discutés entre les différents partenaires socio et les assureurs ; mais ceci ne peut être envisageable que si les citoyens adhèrent à des structures associatives de défense des victimes de la route, et que les assureurs soient également partenaires d'une fédération nationale des assurances, à l'image de l'Union Algérienne des Sociétés d'Assurance et de Réassurance (UAR). Ce partenariat peut progressivement être élargi pour traiter d'autres questions aussi importantes les unes que les autres, comme par exemple, l'échange autour des analyses de données d'accident, le retour d'expérience, l'étude des possibilités de financement de la prévention, etc.

Suite en page 10

*Consultant, Expert des Systèmes de Transport et leur Sécurité
- Doctorat en Automatique et Sûreté de Fonctionnement
- Master Professionnel en Sécurité des Transports
- Ingéniorat en Systèmes Informatiques

L'abbé Bérenguer

Un grand militant de la liberté et de l'indépendance de l'Algérie

Chaque année, la date du 14 novembre ravive le souvenir d'un grand combattant de l'Algérie libre, l'Abbé Bérenguer. Quatorze années sont passées depuis sa disparition en 1996.

PAR EL-HASSAR BÉNALI

Paroissien, souvent rebelle contre l'église, cet homme de foi et de religion a laissé le souvenir ineffaçable d'un homme de conviction, juste et courageux qui, par son combat pour la liberté et l'indépendance de l'Algérie, a donné l'autre image de l'église, celle que les Algériens n'ont pas connue à travers les exemples fournis par le cardinal de Lavigerie, de Foulcaut, ces hussards qui, au nom de la foi chrétienne, étaient des porte-drapeaux de la colonisation. Homme de liberté, Alfred Bérenguer, né à Lourmel, fils d'émigrants espagnols originaires de Grenade, n'avait rien, ni lui ni sa famille, à voir avec les colons qui se distinguaient par leur arrogance et leur mépris face aux indigènes, car tels étaient à leurs yeux considérés les Algériens durant toute la longue nuit coloniale. Son père, ouvrier mécanicien installé un moment à Frenda, vivait à la limite de la survie avec sa famille qui comptait plusieurs enfants.

«Sa condition, me disait-il avec son ton amical légendaire, était celle, à peu près égale, sinon un peu mieux, d'une famille rurale algérienne». C'est son père qui choisit pour lui la carrière de religieux, prêtre ou vicaire, le poussant à y faire des études. Le jeune Alfred était très lié au milieu des fellahs, travailleurs de la terre, d'où son caractère un peu fruste et direct. Nommé curé de la paroisse à Montagnac (Remchi), il accomplissait sa tâche avec beaucoup d'humilité, affichant une image entièrement vouée à l'homme et à sa fidélité, réagissant sévèrement et souvent aussi contre les pratiques tendant à mélanger la foi et l'argent lors des baptêmes et autres cérémonies religieuses . Derrière cet homme de foi, se cachaient d'autres sentiments qui l'amenèrent à réagir contre l'injustice à l'égard des Algériens dont il partageait entièrement la vie. Cette image d'homme du peuple très proche des Algériens le rendit peu crédible à l'égard des colons.

A Tlemcen, où pendant des années il occupa le poste de professeur d'espagnol au lycée de garçons, il était plutôt dans son monde au contact de la population. Dans cette ville où il connaissait tout le monde, il a fini par compter au milieu de la bonne société. Il faisait partie de son élite arabo-française avec des fréquentations sérieuses avec les personnalités intellectuelles les plus en vue, telles Si Kaddour Naïmi, Cheikh Zerdoumi, Cheikh Mokhtar Haddam, Abderrahmane Mahdjoub... En dehors du lycée, ses meilleures relations étaient parmi les intellectuels français et algériens, dont nombreux étaient entachés de soupçons communistes et nationalistes et qui étaient, jugeait-il, plus fréquentables parce que leur engagement était porteur d'un idéal humaniste. Il connut l'écrivain algérien Mohammed Dib, les avocats Omar Boukli Hacène, fondateur plus tard du Croissant-Rouge algérien pendant la guerre de libération nationale, Djilali El-Hassar, Abdellah Hadj Slimane, Mohamed Méziane... Il savourait les bons moments passés dans les discussions avec les érudits de la vieille cité tels Abdelkader Mahdad, membre-fondateur de l'UDMA avec Ferhat Abbas, le docteur Saâdane, Mohamed Gnanèche, un nationaliste de la première heure, Ahmed Triqui, Djelloul Benkalfate, Sid Ahmed Bouali... qui évoquaient avec lui , me disait-il, lors de rencontres dans des ateliers et des échoppes d'artisans, les grands moments de l'histoire de l'Algérie ou leurs expériences personnelles dans les mouvements corporatistes à caractère professionnel.

«Je me tranquillisais à l'idée de voir également la nouvelle génération des Algériens acquis aux idées de progrès, de civilisation et de libération des peuples dans le monde», me disait-il lors de nos discussions.

L'Abbé Alfred Berenguer ne pouvait outre mesure cacher son engagement en faveur du peuple algérien dont il appréciait les qualités humaines et souffrait intérieurement de ses frustrations à côté des privilèges dont bénéficiaient les colons. En 1955, l'assassinat du docteur Benaouda Benzerdjeb donna lieu à une grande révolte meurtrière qui secoua la ville pendant plusieurs jours, plongeant dans le désarroi les autorités coloniales de la cité. Celles-ci firent appel aux bons offices du curé Alfred Bérenguer et d'autres personnalités auprès de la population pour tenter de mettre fin aux émeutes. Son premier cri en faveur des Algériens fut l'article intitulé «Regards chrétiens sur l'Algérie», qu'il publia en 1956 dans la revue Simoun, paraissant à Oran, alors que la révolution était dans la rue. «J'appréhendais longtemps cette guerre et tout juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale avec les évènements meurtriers de Sétif», me disait-il. Il accuse le pouvoir politique de n'avoir pas pris parti du règlement du problème algérien dès 1945.

«C'est un problème politique. Il fallait s'y attaquer dès 1945 et hardiment. Nous ne l'avons pas fait... On peut le regretter», écrivait-il dans cet article paru dans la revue Simoun, où l'écrivain Mohammed Dib avait signé une ou deux contributions. Rédigé dans la forme d'un pamphlet contre la colonisation, son courage lui fait écrire : « Les +hors-la-loi+ ne sont qu'une poignée, oui, mais tout un peuple est avec eux. Pourquoi nous leurrer nous-mêmes ? Les protestations de loyalisme plus ou moins provoquées, les communiqués optimistes auxquels leurs auteurs croient peu ou prou, l'apparente apathie des masses trompent ceux-là seulement qui veulent être trompés. Il ne s'agit pas ici de porter un jugement moral, d'approuver ou de blâmer, nous en sommes à regarder le réel. Cela me sera-t-il défendu parce que je suis prêtre ? Se tenir en l'air, assis sur les nuées, est une position fort incommode, impossible à garder longtemps. L'avion lui-même atterrit. Je regarde les faits, je constate que le cœur de l'Algérie musulmane bat à l'unisson de celui des +rebelles+ et je le dis. Il ne s'agit plus d'une révolte, d'une insurrection, comme telle ou telle flambée qui fut vite éteinte jadis. D'un bout du monde à l'autre, les peuples jusqu'ici colonisés secouent la tutelle occidentale et obéissent à un mythe, le mythe de l'émancipation, de la libération. L'hégémonie de l'Europe n'est plus acceptée : c'est comme ça !».

Sa position à l'égard de la lutte des Algériens confortera sa position dans les milieux nationalistes algériens, autant qu'elle le discrédita dans le milieu des colons qui manifestèrent à son égard une haine et proférèrent contre lui des menaces, rendant sa présence impossible. Malgré la pression morale et parfois les menaces dont il subissait profondément les effets, son engagement militant ne ralentira pas ses efforts sur le terrain pour prêcher le droit et la justice et aussi pour apporter, comme sur les montagnes de Cassino lors de la Première Guerre mondiale, en tant qu'aumônier, les secours aux blessés algériens réfugiés dans les montagnes de Fillaoussène. Son combat pour la dignité et la liberté humaines est un bel exemple à suivre, lui qui se résolut également à porter la voix du peuple algérien dans sa lutte, sous le couvert du Croissant-Rouge algérien, à travers tous les cieux, les arènes politiques, les forums, exploitant son sens parfait de la communication.

En Amérique latine où il fit entendre la voix de l'Algérie, il fut un grand ami de Che Guevara et de Fidel Castro, poursuivi jusque-là aussi par la propagande coloniale menée par André Malraux, le culpabilisant de citoyen français rebelle ou l'anathématisant, lui collant l'étiquette excommunicatoire, à cette époque, de curé communiste.

A l'indépendance, il sera député de la première constituante, puis conseiller, avant de se démarquer du pouvoir après le coup d'Etat de 1965. Son engagement sera à chaque fois de dénoncer les dictatures qui se chassaient l'une l'autre dans plusieurs pays, notamment en Afrique.

Dans ses derniers moments de repli à Tlemcen, il aura tout le temps d'écrire des articles sur l'histoire que je publiais dans le quotidien El Moudjahid, de participer à des rencontres d'amis, en relançant l'association «Dar Es Salam» pour l'amitié et le dialogue et participant au vaste mouvement associatif qui a mobilisé l'élite de la cité autour d'axes en faveur de la culture, de la protection du patrimoine... malheureusement défuntes aujourd'hui, dont notamment «Ahbab Tourath». Il laissa une bibliothèque très riche, ainsi que le manuscrit d'un livre qu'il acheva dans les années 1970 sur l'histoire de la ville de Béjaïa. Cette bibliothèque fut transférée après sa mort à la paroisse d'Oran.

Ses amis garderont toujours vivace sa participation très active à la première semaine culturelle de Tlemcen en 1966, animant plusieurs conférences aux côtés d'éminentes figures algériennes de l'histoire et de la littérature, dont Kateb Yacine, Mahfoud Keddache, Hachemi Tidjani, Mouloud Maameri...

2011, «L'Année de la culture islamique à Tlemcen», lui sera sans doute reconnaissante d'un hommage mérité comme à un grand Algérien au grand cœur dans un pays qui ne peut se soustraire à inscrire son nom au panthéon des grands serviteurs de son indépendance.

** Journaliste, écrivain*

La sécurité routière: des visions pour demain

Suite de la page 9

C) AGIR POUR UNE MEILLEURE SÉCURITÉ ROUTIÈRE, FINANCER LA PRÉVENTION DES RISQUES

Les compagnies d'assurance peuvent devenir leader de plusieurs activités de sécurité routière, en l'occurrence, le financement de la recherche, la coopération avec les auto-écoles, la mise au point et production d'outils pédagogiques et de formation, la participation à l'attribution de brevet d'éducation à la sécurité routière auprès des enfants, la distribution, le lancement et le financement des compagnes d'information et de sensibilisation, etc.

Les compagnies d'assurance peuvent servir au financement du travail de sécurité routière d'une façon générale. Il existe des exemples de pays où les compagnies d'assurance paient un certain pourcentage des primes aux autorités nationales de la sécurité routière. Cet argent peut ensuite servir à financer soit le travail de sécurité routière en cours, ou l'organisation du travail de sécurité routière à venir.

En Algérie, il est nécessaire d'envisager un projet de loi en vue d'instaurer ce système. Pour ce faire, il convient de s'inspirer des systèmes de convention de partenariat Etat-Assureurs sur la sécurité routière, à l'égard de la convention de 2010 passée entre le gouvernement français et la Fédération Française des Sociétés d'Assurance. En effet, conformément à cette convention, les assureurs affectent 0,5 % des cotisations à des actions de prévention routière. La moitié de ces sommes doit être consacrée à des actions prioritaires définies dans la convention (cf. www.ffsa.fr):

- Soutien aux actions éducatives en milieu scolaire et en apprentissage
- Accompagnement des conducteurs novices (6 à 12 mois après l'obtention du permis)
- Action de formation dans le cadre professionnel
- Adaptation du comportement des seniors
- Lutte contre l'alcool et les produits psycho actifs au volant
- Réduction de l'accidentologie des deux-roues motorisés

On peut aussi bien élargir les champs d'action, en finançant une part du passage au contrôle technique, en instaurant une prime à la casse en partenariat avec les concessionnaires d'automobile, ou en offrant de meilleurs tarifs pour des voitures plus écologiques et vice-versa en ce qui concerne les voitures de sport et les 4x4 surtout en milieu urbain, et ce au regard du lieu de résidence inscrit sur la carte grise. On peut également financer la communication visant à sensibiliser les usagers de la route à travers les spots publicitaires et idéalement la réalisation de films de court-métrage.

D) AMÉLIORER LA QUALITÉ DE SERVICE, INDEMNISER RAPIDEMENT ET CORRECTEMENT

A travers la politique des primes et grâce à une coopération avec les organismes spécialisés et les partenaires socio, il est possible d'améliorer la qualité de service.

Dans ce sens, une loi sur l'indemnisation des victimes d'accident de la circulation est incontournable pour améliorer les services et mettre fin aux difficultés absurdes que rencontre encore une grande majorité des victimes de la route. Pourquoi faut-il attendre plusieurs semaines avant d'obtenir un procès verbal de police ou de gendarmerie, impératif pour pouvoir obtenir des provisions sur son indemnisation? Cette longue attente se révèle dramatique pour les victimes qui se heurtent, dès les premières semaines, à de nombreux frais imprévus. Concernant les conducteurs, dès que la responsabilité est établie par l'enquête, un fond d'urgence devrait leur être accordé. Le montant avancé sera récupéré par la suite auprès de l'assureur du responsable.

Pour les piétons, les passagers et les cyclistes dont le droit à l'indemnisation est incontestable, la difficulté pourrait être résolue si le commissariat ou la gendarmerie délivrait immédiatement une attestation concernant la date et le lieu de l'accident, le nom, l'état civil et l'adresse des conducteurs impliqués ainsi que les coordonnées de leur assureur de responsabilité. Justement, une pratique intéressante a vu le jour dans plusieurs pays européens, qui consiste à délivrer un « Triplicata d'accident » contenant ce type d'informations. Enfin, il est temps de reconnaître des préjudices trop longtemps négligés. Je fais allusion aux victimes lourdement handicapées, que ce soit physiquement ou psychologiquement, et là-dessus j'insiste sur les effets immédiats constatés juste après l'accident et bien sûr aussi les effets latents. Dans certains pays européens, les effets apparus durant les deux mois qui suivent la date de l'accident sont considérés au même titre que les effets immédiats. Ainsi un individu qui succombe à ses blessures dans les deux mois en question ne doit pas être considéré seulement comme blessé ou blessé grave, et l'indemnisation de la famille de la victime devrait suivre en conséquence de cause. De manière générale, l'indemnisation doit prendre en charge tous les frais médicaux, les frais divers liés à l'accident (rapatriement, dépannage, hébergement, etc.), la privation de jouissance, les pertes de revenus, l'incapacité permanente évaluée par un expert, les besoins d'aide et d'assistance sociales, les préjudices moraux subis, etc.

3. CONCLUSION

Pour conclure ma première « vision pour demain » de la sécurité routière, je dirais que la fonction principale des compagnies d'assurance qui est indemniser les victimes des accidents et mutualiser la charge des coûts entre les détenteurs de polices doit être développée dans notre pays.

En effet, il y a plusieurs raisons pour lesquelles les compagnies d'assurance pourraient être appelées à jouer dans le futur un rôle différent et accru dans la sécurité routière plus que dans d'autres secteurs de la vie sociale.

Généralement sceptiques, les spécialistes abordent avec prudence le caractère économique et donc concurrentiel des compagnies d'assurance, et son long historique, qui peut être difficile à modifier. Néanmoins, ils persistent et signent : ces difficultés ne peuvent être surmontées que grâce à une volonté politique et à de la clairvoyance, et si seulement le respect de la vie humaine guide notre volonté, pour réduire le nombre de morts sur nos routes et alléger les souffrances humaines et non pas seulement pour répartir les charges économiques et augmenter le profit.

Je serais irrationnel si j'ose dire que les compagnies d'assurance peuvent résoudre tous nos problèmes liés à la sécurité routière. Plus pragmatique, je voulais néanmoins complimenter leur place indispensable sur l'échiquier du SMS, mais sans s'attarder sur des évidences, je voulais insister sur le fait qu'elles peuvent être, à l'image de toute autre pièce mal positionnée, à l'origine d'un Echec et Matt !

J'irai encore plus loin, pour dire qu'aujourd'hui les compagnies d'assurance assument une part de responsabilité non négligeable envers le niveau d'insécurité qui malheureusement dépasse le tremplin de l'acceptation humaine et le seuil de l'acceptabilité technique.

En toute sincérité humaine et objectivité scientifique, je réitère ma conviction que ce sujet est d'importance, et il doit absolument être cautionné par le gouvernement, et adopté, sans plus attendre, en cotutelle entre les ministères compétents, en l'occurrence ministère des Transports, ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales et ministère des Finances. **M. M. H.**

***PS**. Pour l'année universitaire 2009-2010, j'ai proposé et encadré deux projets de stage de fin d'études du Master Sécurité des transports de l'université de Versailles.*

Ces deux sujets portant sur l'Algérie ont été réalisés au sein de l'Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité (INRETS – France) :

1. Elaboration d'un Système de Management de la Sécurité Routière pour l'Algérie, F. Hammouni, Oct. 2010

2. Intégration du Tramway dans un PDU sécuritaire et multimodal pour Béjaia, N. Ait Ouali, Oct. 2010

Veau d'or et dragons

« Nous le brûlerons certes - le veau d'or -, et ensuite nous disperserons ses cendres dans les flots» Le Coran. Sourate XX, Ta Ha, V 97.

PAR ALI BRAHIMI

Dans le but d'essayer de contrecarrer sinon faire avec la Chine, pays de la Grande Muraille, en train d'amasser des milliers de milliards de dollars grâce à son sens inné d'ingéniosité et ses capacités de productivité ainsi que de ses produits compétitifs dans tous les domaines, le Groupe des 7 pays riches du Monde pensent, depuis des années, revoir l'actuel système de régulation financière, et ce, par le biais notamment du fameux FMI, « recadré » dans ce sens, afin qu'il instaure des normes de coordination entre les principales banques et places boursières mondiales de l'ensemble des pays du G20 institué l'année dernière et possédant 75 % du flux des capitaux mondiaux.

Ainsi, les Etats du G20, entre autres regroupements, considérés comme la locomotive du monde de la finance, s'orientent de plus en plus vers des pôles, régionalisés et spécifiés, déterminés et caractérisés par un type de protectionnisme encore balbutiant voire hésitant. A propos, de ces nouveaux pôles, ils sont en train de se diriger subrepticement de l'Occident, avant-dernière destination des adeptes du veau d'or, en direction - en fait le retour - de l'Orient firmament du Soleil levant et du Dragon flavescent

LE VEAU D'OR DU MONT SINAI FACE AU DRAGON DE L'EXTREME-ORIENT

Depuis le temps de la citadinité des Sumériens, le veau d'or est personnifié au Dieu des biens matériels - pareil au bélier des anciennes peuplades nomades idolâtres -, substitué à celui de l'Esprit selon la religion Hébraïque. D'après l'Exode, le peuple d'Israël libéré du joug de l'esclavage en terre du Pharaon - Dieu Soleil -, par le prophète Moise les conduisant en direction de la terre promise se sont regroupés, durant la nuit pour se reposer, aux alentours du Mont Sinaï en plein désert. En l'absence de Moise, attiré par une lumière scintillante venue de la montagne, Aaron, frère de Moise, laissa le peuple élu confectionner à l'aide de bijoux en or, ramenés d'Egypte, une statuette de veau représentant leur initiale idolâtrie enfouie dans les ténèbres de leur conscience collective.

Ivres, ils le fêtèrent en dansant tout autour de lui. Alors Moise devant le bruissant ardent, après avoir reçu les dix commandements inscrits en lettres de feu par Yahvé, fut averti par l'Omniprésent que son peuple élu est en train de festoyer, à la manière des païens, leur idole jaunâtre. Le prophète Moussa furieux retournât à l'endroit des prévarications et détruisit le veau d'or. En vain ! Car le peuple élu reste fondu, à l'image du veau d'or, dans la prétention originelle du peuple élu et, donc, reste attaché à l'amour de la puissance de l'or. A jamais !

Les Dragons, quant à eux, représentent moult mythes et croyances à travers l'ensemble des peuples du Monde ainsi que de leurs Histoires et légendes. Dans la culture plurimillénaire des Chinois, ils se trouvent dans l'eau, le feu, la terre, le ciel, l'air, l'intelligence, le minéral... A propos des minéraux rares aux diverses utilités, également exceptionnelles, dans différentes industries de pointe a l'exemple des appareils de précision, de véhicules terrestres aérospatiaux, d'imageries médicales, satellitaires militaires, etc. la Chiné est classée la première - 90% du volume mondial - en ces métaux rares et d'avenir. Ces derniers temps, la France espère avoir une part de coopération dans ce sens après l'accord signé ce mois-ci, avec la Chine, pour le nucléaire civil.

Le Dragon chinois symbolise, également, la fertilité en relation étroite avec les éléments précédemment décrits et considérés à la disposition des êtres vivants sachant les extraire et les valoriser Le Dragon japonais possède trois griffes sur chaque patte, tandis que celui commun aux Chinois il en a quatre ! Il pourrait se transformer en un redoutable serpent, à plusieurs têtes, crachant des flammèches à l'encontre des forces du mal.

Cependant, pour la philosophie confucéenne, il symbolise avant tout la sagesse ainsi que la force de l'esprit et la prudence. A ce propos, justement, les réponses du gouvernement chinois aux remarques de quelques membres influents du G20, en conclave à Séoul, lui reprochant son expansion commerciale, s'inscrivent dans le sens confucéen. En effet, elle a demandé du temps pour réfléchir sur leurs recommandations car elle sait que le Monde est en effervescence, et que toute décision irréfléchie lui coûterait chère d'autant que ce conclave est un demi-échec.

Cela est évident au vu du niveau des discussions qui ont failli aboutirent au fiasco. Ces débats ont été reconduits le lendemain par le groupe des 21 pays asiatiques, espérant booster le G20, crée en Australie durant l'année 2009 et regroupant les USA, la Russie, le Japon, le Chine etc., possédant 80% de l'armement militaire et de l'armement nucléaire en présence au niveau mondial. Un monde qui est en train de franchir une étape importante de son Histoire. Inédite ! Après le G20 et G21, un conclave s'est tenu, en Chine, entre celle-ci et l'inde ainsi que la Russie afin de renforcer leur coopération économique dans un nouveau cadre géostratégique.

UN MONDE DE DRAGONS A LA PLACE DE CELUI DU VEAU D'OR ?

Depuis un certain temps, le Monde s'oriente, par la force des choses, en direction des rassemblements géostratégiques et économiques se configurant comme suit :

1- Les USA et le Canada avec l'apparition d'un nouveau Dragon Maya personnifié au Brésil.

2- L'Allemagne serai le pivot de l'Europe, notamment occidentale, connaissant assez ben les répercussions de la crise financière mondiale du 24 0ctobre 1929 soit, exactement, 10 ans après la révolution bolchevique et 10 ans avant la deuxième Guerre Mondiale et ses multiples conséquences formant notre monde actuel.

3- La Chine se sentant dans le collimateur des pays qui, vivants au-dessus de ce qu'ils ont, lui reprocherait de se déployer avec sa monnaie en terme de dévaluation, des cours commerciaux internationaux, par le biais de ses produits concurrentiels, en tous points de vues, inondant l'ensemble des continents, et qu'ils s'échangent avec toutes les monnaies

L'Afrique du Sud représente le continent de la pauvreté, matériel et surtout morale, ainsi que pour des considérations liées aux diversités culturelles qu'elle pourrait cristalliser pour servir comme modèle de coexistence d'avenir; tandis que l'Arabie Saoudite elle représenterait soi-disant le Monde arabe, au G 20, se ralliant comme à son habitude, sans réserve, aux cotés de la politique monétaire arrangeant les intérêts du dollar lequel, de son coté, convient aux pays exportateurs des hydrocarbures puisqu'ils sont satisfaits des coûts du baril de pétrole leur permettant d'accumuler du billet vert dans des fonds «souverains» et autres réserves bancaires internes et externes pour le développement fluctuant au gré des humeurs des «républiques» héréditaires, émirats et royaumes, achetant de préférence l'armement Made in US affichant, de temps a autre, les yeux doux et jetant des clins d'oeil à l'intention de leurs tracas autour du désir de perdurer au pouvoir ainsi que ceux liés aux territoires - en vérité d'enjeux et défis existentiels et identitaires - avec Israël et... l'Iran. Et l'Afrique dans tout ça ?

LE CONTINENT DES TAMA A LA GRANDE BOUCHE ET AU GROS VENTRE INSATIABLE

L'Afrique fluctue entre passé nationaliste et nostalgie coloniale, d'une part, et les nouvelles réalités existentielles insuffisamment perçues d'autre part. Globalement elle est à la merci de la mauvaise gouvernance menant leurs chefs d'Etat, à l'image de celui disparu du Gabon, entre autres, en direction de l'humiliation et les procès de la justice française, entre autres, pour affaires de malversations chez...elle, après avoir été encensés de leur vivant, chez eux, comme des enfants prodigues, par l'ex «mère patrie» leur vendant des châteaux aujourd'hui ressemblants à ceux en... Espagne. Cela nous fait rappeler, en quelque sorte, le sort tragique des Harkis abandonnés, et bastonnés, s'accrochant pathétiquement aux camions français, après le cessez-le-feu en 1962.

Pour revenir à l'intitule du chapitre ci-dessus formulé, il serait utile de faire rappeler l'ambiance, au plan national, durant la colonisation. La tama est un grand serpent impitoyable dans l'imaginaire collectif des gens d'avant la révolution de libération nationale. Aux temps actuels, on décrit un grand corrompu par la grande Tama - Tama El Cobra - presque comme une référence voire de l'admiration pour ses «prouesses » en la matière.

Pendant l'occupation coloniale, il y'avait toujours quelqu'un qui aurait vu, aux alentours d'un endroit isolé et peu fréquenté, une Tama descendre, à l'aide de grosses chaînes, du ciel pour atterrir sur terre faisant fuirent gens et bétail. Puis, une autre rumeur annonçant que les gendarmes français ont tiré un coup de canon et l'ont tuée. Et les gens, ainsi mystifiés, se comportaient comme des idiots heureux, en face à ces histoires à dormir debout, puisqu'ils croyaient sérieusement à ce genre d'imbécillité. Les gendarmes et autres brosseurs entretiennent, pendant de longs mois sournoisement la saga de la Tama car les colonisés y mettaient un peu plus de leur sel.

Et puis, tout a coup, plus de Tama. Nous étions à la veille du 1er Novembre 1954. Après Cheikh Hitler, d'autres représentations sont apparues. A l'image d'une étoile sur un tronc d'arbre. Alors qu'il s'agissait d'une excroissance due au mauvais entretien des arbres Et une autre **:** Les Âfarit - des djinns monstrueux - ont disparu, annoncent-t-on avec certitude, car ils ont peur du baroud ergotent-on ! Et ainsi de suite. Un responsable politique, qui a roulé sa bosse, juché hautement dans les rouages du système, avait récemment affirmé que les gens respectent les responsables qu'ils les dirigent avec une main de fer alternée par des agissements paternalistes du genre Papa Noël. Sinon Cheikh Noël ! Jusqu'à quand cette gangue ?

Pour le moment, les peuples africains encensent les hommes politiques lions, crocodiliens, renards, caméléons etc., etc. Sinon, ils font confiance aux gris-gris, talismans, totems, tombeaux, sorcières et jeteurs de mauvais sorts voire suivent aveuglement les insanités proférées par les faux dévots. En fait, et paradoxalement que cela puisse paraître, les peuples africains, d'aujourd'hui, n'ont pas le sens du minéral, du physique encore moins de l'immatériel. Pourtant leurs anciennes civilisations ont réalisé des merveilles en ce sens. Les élites politiques d'Afrique, après avoir laissé leurs ressources à la merci des dilapidateurs d'ici et d'ailleurs, se complaisent dans de l'apathie et mésintelligence. Sont-elles, vraiment, condamnées à supporter indéfiniment ce sort voire cette arriération morale, et ce, malgré l'évolution du Monde actuellement à l'heure de l'imagerie et de l'imagination féconde, des voyages interstellaires, et les déductions à la fraction de seconde prés ?

Fric, foot et subventions

Un an après Oum Dourmane, le football algérien vit difficilement sa mutation. Etat des lieux.

PAR ABED CHAREF

Alain Michel menace de quitter le Mouloudia d'Alger. L'entraineur de l'équipe la plus populaire du pays, champion d'Algérie en titre, risque de jeter le tablier pour une histoire d'argent. Le club lui doit 47.000 euros, sans compter les salaires de la nouvelle saison.

Pour un club européen d'envergure, une telle somme représenterait à peine une semaine de salaire de l'entraineur. Pourtant, le Mouloudia d'Alger n'arrive pas à honorer ses dettes, ni envers l'entraîneur, ni envers les joueurs. Alain Michel a d'ailleurs clairement affirmé qu'il est contraint de bricoler pour motiver ses joueurs, car ceux-ci ne sont pas payés. «Je ne peux pas travailler gratuitement. J'en ai marre des promesses. Ce système ne peut plus fonctionner. Je dois toucher mes 47.000 euros, sinon je pars», a déclaré Alain Michel.

A Sétif, l'entraineur Solinas a été contraint d'annuler plusieurs séances d'entrainement. Les joueurs ont menacé de faire grève pour réclamer leur dû. Des solutions partielles ont été trouvées pour débloquer la situation au sein de cette équipe qui dispose pourtant du budget le plus élevé du championnat, avec près de 500 millions de dinars (50 milliards de centimes). Mais Abdelkader Laïfaoui, un des internationaux de l'équipe, ne veut toujours pas reprendre. Il réclame ses arriérés, primes et salaires, jusqu'au dernier centime.

Au Khroub, l'entraineur Mohamed Tebib est en train de changer de métier. « On n'est plus dans le football. On fait tout sauf préparer une équipe de football professionnelle », a-t-il brutalement reconnu. Là encore, les raisons sont financières. Des joueurs ont été recrutés à prix d'or, et de folles promesses leur ont été faites. Mais au moment d'honorer la facture, on s'est aperçus que les caisses étaient vides.

Cette succession des crises a révélé une faille sérieuse dans la transition vers le professionnalisme : le volet économique a été largement occulté par les dirigeants des clubs. En fait, des dirigeants qui avaient pour habitude de gérer les subventions se sont installés à la tête des nouvelles entreprises sportives, et pensent continuer simplement à vivre de la subvention. D'autant plus que le ministère des Sports avait fait miroiter un prêt de dix milliards, et un certain nombre d'avantages matériels très alléchants. Il suffisait de devenir propriétaire du club pour toucher le pactole.

Dans cette course au butin, les anciens dirigeants se sont taillés la part du lion. Abdelhakim Serrar s'est montré le plus efficace et le plus ambitieux. Il n'a pas hésité à prendre trois nouveaux joueurs qui avaient brillé à Tlemcen, pour près de sept milliards de centimes, sans compter Abdelmoumène Djabou, qui coûte lui aussi une fortune. Avec quel argent ? Aujourd'hui, les joueurs de Sétif révèlent qu'ils n'ont perçu qu'une partie de la première tranche de leur prime de signature ! Un peu partout ailleurs, comme à Sétif, certains joueurs n'ont même pas perçu les salaires de la saison précédente.

En fait, le système Serrar s'est effrité avec les changements opérés dans l'administration locale. Car l'administration joue un rôle clé dans les finances de Sétif, comme dans les autres clubs. Le schéma général est décrit par un ancien président de club: quand l'argent manque dans les caisses, l'administration offre certaines subventions. Si cela ne suffit pas, le wali peut réunir des patrons d'entreprises pour les inciter à aider le club. Ceux-ci savent qu'ils sont largement dépendants des commandes publiques. Ils sont contraints de se montrer généreux. Et si le président du club est ambitieux, il peut monter la barre très haut, en se finançant sur un argent hypothétique. C'est une reproduction du système Madoff, jusqu'au moment où la machine se grippe. C'est alors la descente aux enfers, avec de mauvais résultats, des actes de violence et de vandalisme.

« Serrar a acheté trois joueurs venant de Tlemcen avec de l'argent qu'il n'avait pas. Si la wilaya de Sétif finance cet achat, par un biais ou un autre, pourquoi la wilaya de Tlemcen ne financerait pas le contrat de ces mêmes joueurs pour les garder ? », se demande un proche du club de Tlemcen, qui considère que le jeu est faussé par la mauvaise combinaison entre argent public et sociétés privées.

Beaucoup de présidents de club n'ont pas encore assimilé la nouvelle donne. « Ils se comportent comme des présidents de parti ou d'association. Ils pensent que l'argent public est encore là, et pour longtemps, car aucun wali ne peut se permettre la chute d'un club. Cela fait partie de son bilan », estime un dirigeant d'un club algérois.

Pour un président de club, ce poste est une vitrine, et une clé pour accéder aux plus hauts responsables du pays. Rares sont ceux qui ont un projet sportif et économique. « Ils n'ont ni budget prévisionnel, ni tableau de bord. Ils dépensent au jour le jour ». En fait, nous déclare un joueur, le président le plus habile est celui qui «manipule le mieux les dettes. C'est celui qui sait faire patienter joueurs, staff technique et créanciers», dit-il.

Avec un tel tableau, il faut bien convenir, avec Rabah Saadane, que Oum Dourmane a été un miracle. Qui ne risque pas de se répéter de sitôt. Du moins tant que la transition n'aura pas été achevée, avec l'établissement de nouvelles règles où les présidents courront moins derrière la subvention et gaspilleront moins d'argent public.

Project Syndicate pour Le Quotidien Edition nationale d'information
L'Actualité Autrement Vue

Le Cordon Sanitaire monétaire de l'Europe

PAR SIMON JOHNSON

Ancien chef économiste du FMI, est co-fondateur de l'un des plus éminents blogs économiques.

PETER BOONE

détenteur de la chaire d'intervention effective du Centre de Performance Economique de la London School of Economics, est directeur de Salute Capital Management Ltd.

Le ministre allemand des finances Wolfgang Schäuble critique à l'envi les autres gouvernements, y compris celui des Etats-Unis, pour leurs politiques « irresponsables ». Ironiquement, ce sont pourtant les propos inconséquents du gouvernement allemand qui ont amené l'Europe au bord d'une nouvelle crise de la dette.

Les Allemands, en réponse à la compréhensible véhémence de la réaction de l'opinion publique face au renflouage des banques et des pays endettés financé par les contribuables, en appellent à juste raison à des mécanismes qui permettraient de « mieux répartir le fardeau » - ce qui impliquerait des pertes pour les créanciers. Pourtant, leurs nouvelles propositions, qui bizarrement impliquent que les défauts ne peuvent advenir qu'après mi-2013, défient les principes économiques de base des défauts de dettes.

Les Allemands devraient pourtant se rappeler le dernier épisode de défaut souverain généralisé, en Amérique Latine dans les années 70. Cette expérience a montré que les pays font défaut lorsque les coûts sont inférieurs bénéfices. Les récentes déclarations allemandes ont poussé certains des principaux pays européens très proches de ce point.

Les coûts d'un défaut de paiement dépendent de l'état de délabrement de la situation au moment de l'interruption des paiements. Quelles sont les difficultés légales ? Combien de temps dure cette situation de cessation de paiement avant que le pays ne parvienne à un accord avec ses créanciers ? Combien doit-il payer en plus afin de retrouver un accès ultérieur aux marchés de la dette ?

Les bénéfices d'un défaut sont les économies effectuées par le gouvernement sur les paiements futurs – surtout ceux aux non-résidents, qui n'ont pas le droit de vote. Cela dépend évidemment en partie du montant de la dette en suspens, du taux d'intérêt, et des perspectives de croissance du pays s'il continue de payer.

Les pays qui en arrivent au point où le fait de «ne pas payer » se traduit par «on ne paiera pas » ont des taux d'intérêt élevés par rapport aux gouvernements dont la dette est dans la fourchette dite « sûre », parce que même de petits chocs peuvent convaincre les décisionnaires de se mettre en défaut de paiement.

Mais ces écarts entre les taux d'intérêt augmentent les bénéfices du non-paiement, ce qui fait que les mêmes chocs peuvent rapidement entrainer un pays en situation de défaut.

De ce point de vue, il est facile de comprendre comment les mécanismes de restructuration de la dette proposés par le gouvernement allemand ont immédiatement fait basculer les pays les plus faibles de la zone euro vers le défaut. Tandis que la Chancelière Angela Merkel et ses collègues font la promotion de leur plan si bien défini – qui vient s'ajouter à un plan de financement provisoire pendant la période de cessation de paiement – le coût de la dette chute. En outre, les bénéfices augmentent, parce que les clauses de restructuration exigées pour une nouvelle dette, associées aux efforts visiblement importants de l'Allemagne pour éviter que d'autres pays soient renfloués, approfondissent les écarts de taux d'intérêt que les pays les plus faibles doivent aujourd'hui payer.

Les participants du marché obligataire tentent naturellement désormais de calculer les « valeurs résiduelles » - ce qu'obtiendront les créanciers si des pays se mettent aujourd'hui en cessation de paiement. La dette grecque, par exemple, y compris le nécessaire financement provisoire du FMI, devrait atteindre 150% du PNB en 2014 ; une grande part de cette dette est externe. Si un pays peut soutenir une dette se montant à 80% du PNB (une règle empirique difficile mais raisonnable), alors il faut une «coupe» d'approximativement 50% sur cette dette existante et sur celle à venir (la réduisant à 75% de sa valeur nominale).

Cependant, sur ces 150% du PNB, la moitié au moins sera d'une manière ou d'une autre officielle. Si elle est totalement protégée, et il semble que cela sera le cas (le FMI se fait toujours intégralement rembourser), alors la « coupe » sur la dette privée explose à un ahurissant 90%. Et cela ne prend pas en compte les dépenses publiques qui pourraient être nécessaires pour une recapitalisation ultérieure des banques grecques.

Pour l'Irlande aussi, la dette souveraine, financement provisoire compris, devrait atteindre près de 150% du PNB d'ici 2014, et elle est majoritairement externe. Mais un défaut souverain demanderait un renflouement des banques plus important qu'en Grèce, laissant potentiellement la valeur de la dette privée quasi-nulle si la dette officielle a priorité. Historiquement, les coupes totales ont été rares – excepté à la veille des renversements communistes – mais il est difficile d'imaginer que les créanciers privés ne subiront pas de lourdes pertes en valeur nette actuelle.

Compte tenu de cela, nous devrions nous attendre à ce que les rendements de la dette grecque augmentent plus encore, malgré le plan du FMI. De même, un programme du FMI pour l'Irlande – qui semble de plus en plus probable – ne réduira pas le rendement des obligations irlandaises ni ne rouvrira l'accès aux marchés du crédit à l'emprunteur irlandais.

Si les gens commencent à penser de la sorte, le Portugal, dont la dette déjà élevée et en augmentation est détenue majoritairement par des non-résidents, est lui aussi un candidat au défaut de paiement. Et dans ce cas, il n'y a aucun sens à détenir la dette espagnole non plus, qui est aussi largement externe.

L'exposition financière de l'Espagne au Portugal et sa récession résultant de la crise immobilière n'améliorent en rien la situation. Et si l'Espagne risque fortement un défaut de paiement, la solvabilité des gouvernements est aussi menacée dans l'ensemble de la zone euro – excepté en Allemagne. L'Italie peut peut-être s'en sortir, parce qu'une grande partie de sa dette est détenue à l'intérieure, ce qui limite le risque de défaut. Mais la taille de la dette italienne - comme celle de la Belgique - est inquiétante.

Compte tenu de la vulnérabilité de tant de pays de la zone euro, il semble que Mme Merkel ne saisisse pas les implications immédiates de son programme.

Les Allemands et d'autres Européens insistent sur le fait qu'ils octroieront d'autres financements officiels aux pays insolvables, préservant ainsi les détenteurs d'obligations, tout en créant simultanément un nouveau régime après 2013 par lequel toute cette dette pourrait être facilement restructurée. Mais, comme aime à le rappeler le président de la Banque Centrale Européenne Jean-Claude Trichet, les acteurs du marché sont très bons à penser à l'envers : s'ils arrivent à voir où une chaine type Ponzi les mène, tout se dénoue.

Dans les faits, l'Union Européenne et la BCE sont maintenant obligées de reconsidérer un généreux soutien aux pays les plus faibles – y compris en rachetant toutes leurs dettes si nécessaire. Dans le cas contraire, une fuite des liquidités pourrait créer des problèmes de solvabilité pour tous les gros débiteurs de la zone euro.

Il faut agir de manière draconienne pour éviter que ne s'assèchent les marchés obligataires européens.

Trichet a déclaré à moult reprises que les interventions actuelles de la BCE ne visent pas les taux d'intérêt. La BCE devrait donc décider quels sont les pays qui sont intrinsèquement solvables, et les protéger contre un resserrement de liquidités avec de nouvelles interventions à grande échelle qui elles, cibleraient effectivement les taux d'intérêt.

Au minimum, la BCE devra probablement égaler le trillion de dollars annuels de facilités quantitatives des Etats Unis, et en avancer la majeure partie. L'euro chutera, et Trichet ratera son objectif d'inflation. Mais l'Allemagne prospèrera.

A ce stade, les Européens devront compléter leur cordon sanitaire : une restructuration en bon ordre de la dette dans tous les pays où le poids de la dette est trop lourd pour être restructuré de manière crédible par le nouveau régime de Mme Merkel.

Grandeur et déchéance

« Le silence est l'expression la plus parfaite du mépris. »
George Bernard Shaw

PAR REMMAS BAGHDAD *

« L'écrivain écrivant des écrits vains emportés sans un cri par le vent » n'était plus de mise ce jeudi 11 novembre à Saida. L'AMMS, une association qui contribue grandement pour le rayonnement de Saida dans les différents domaines, a tenu à honorer en partenariat avec la Chambre du Commerce de Saida, plus d'une trentaine d'écrivains saidéens et saidéennes. Un regroupement aussi viable ne pouvait s'imaginer n'était-ce la volonté et l'esprit valorisateur prôné par la Chambre du Commerce de Saida envers les gens du livre et de la culture en général. Une première dans ce type de partenariat. Poésies et proses s'entremêlaient dans une atmosphère conviviale rehaussée par la présence des autorités locales. Nos sculpteurs de paroles dont certains étaient quasiment méconnus de l'assistance n'en revenaient point. Les écrits de cette constellation d'auteurs locaux étaient étalés dans la féerique salle de l'Hôtel des Eaux Thermales.

Une charge émotionnelle amplifia l'ambiance lorsque le doyen des écrivains M. Nedjadi révéla à l'assistance que cette initiative a permis de dépoussiérer d'abord le patrimoine scripturaire de la ville puis l'opportunité de connaître ceux qui ont porté et continuent de porter l'amour d'une ville dans le cœur et le corps de leurs écrits. Le sacre de « nos bonnes plumes » est une sublimation qui restera longtemps ancrée dans les dédales mnémoniques des conviés grâce à l'abnégation de cette association qui œuvre inlassablement pour l'épanouissement culturel de la ville.

Cette féconde entreprise coïncide malheureusement avec les tristes disparitions de Rezkellah Djilali, dit Djilali Raina Rai, le leader emblématique du groupe phare des années 80 en Algérie et la doyenne des actrices algériennes Keltoum. Elle met indéniablement sous les feux de la rampe la situation de l'écrivain et de l'artiste en général dans une société comme la nôtre.

La reconnaissance de nos talents qu'ils soient littéraires ou artistiques est un devoir sociétal. La prise en charge de ces derniers à travers une couverture sociale et un accompagnement doit être un devoir étatique.

La société civile doit veiller sur ces hommes de culture. Le destin tragique de tant de talents n'est plus à prouver. La perte dans l'indifférence et la précarité de nombreux artistes, qui ont marqué la scène théâtrale, cinématographique ou musicale de par leur dévouement à l'art auquel ils se sont donnés corps et âme pendant toute une vie vient nous rappeler cette amère vérité.

Nos artistes, nos écrivains, qui continuent d'occuper une place de choix dans l'imaginaire de plusieurs générations en contribuant indéniablement à la construction de notre personnalité ou à l'entretien de moments forts de bonheur de tant de générations ne méritent nullement de mourir dans l'indécence ou dans l'anonymat. Que la précarité et la décrépitude qui guettent nos illustres plumes, hommes de théâtre, cinéastes ou artistes en général ne soient plus « la déchéance du futur » de ces vecteurs de culture et d'éducation. « L'écrivain conçoit la littérature comme fin, le monde la lui renvoie comme moyen et c'est dans cette déception infinie que l'écrivain retrouve le monde » [1]. En absorbant radicalement le « pourquoi du monde « dans « un comment écrire «, l'écrivain ne peut oblitérer le dévolu de sa passion. C'est à la société de veiller sur son parcours. Le produit de son imaginaire éprouve moult difficultés à trouver « preneur ». Des sommes mirobolantes lui sont devisées chez les maisons d'édition. La double valeur esthétique et marchande de son œuvre lui insuffle qu'une survie. Il doit recourir à des activités complémentaires pour avoir des revenus suffisants. Cette situation l'expose à la précarité matérielle.

Dans la chaîne du livre, l'auteur est le maillon faible et vit un paradoxe : source d'inspiration mais nullement source de bien-être. Sublimé et décrié comme tous les talents artistiques, il est menacé par l'anonymat ou la déchéance, il paie au prix fort sa survivance.

L'écrivain ou l'artiste en général est attaché à son indépendance, il crée des mondes, c'est un démiurge.

L'invention et l'originalité coulent dans son espace artistique. Juge des rois et visionnaire, résistant à la persécution du vulgaire à son encontre, cet esthète de l'art ne meurt jamais car la pérennité de ses écrits et de son talent marquera l'histoire à jamais. Si les hommes sont mortels, l'art et le savoir, eux, ne le sont pas; c'est pourquoi ceux qui créent la pensée et ceux qui produisent dans le domaine des arts sont immortels. Ils le demeurent tant que subsistent dans le monde des vivants, des admirateurs ou des lecteurs de leurs œuvres. A.Malraux n'affirmait-il pas que l'art est un antidestin. Hélas chez nous la plupart de nos créateurs si ce n'est l'ensemble n'échappe pas à la fosse de l'oubli de leur vivant même ou une fois la fièvre de l'inhumation clôturée. Tout va se tasser et le train-train quotidien reprendra tous ses droits. Comment expliquer cette fâcheuse amnésie collective ?

Une première raison d'ordre structurelle est facilement cernable. Elle concerne la sénilité des institutions culturelles qui tardent à prendre en charge les préoccupations de nos créateurs. Une seconde raison concerne l'immobilisme sidéral de la vie associative. Aucun regroupement d'écrivains ou d'artistes n'est envisagé, planifié ou programmé ce qui explique notre apathie vis-à-vis de nos hommes de culture.

Une véritable politique volontariste de la valorisation du talent endogène est incontournable car elle peut être un moyen de conjurer le spectre de l'amnésie ou l'abandon dans la précarité et l'indifférence de nos génies créateurs, artistes ou savants.

* *Universitaire –Saida*

Références bibliographiques
[1] Roland Barthes, « Ecrivains et écrivants » in Essais critiques. 1ère édition : Seuil, Tel Quel, 1964.

Rabah Saadane, entre larmes de bonheur et de douleur

PAR SLEMNIA BENDAOUD*

Il y a deux ans, Rabah Saadane, le bien-nommé, était revenu pour la énième fois en équipe nationale comme seul maître à bord.

Il y a tout juste une poignée de semaines que celui-ci est reparti d'où il lui est parvenu ou revenu, la tête basse, de guerre lasse, dans ce ballet incessant de va-et-vient qui semble prendre la mesure des choses de ce qui se passe au sein de notre politique, du plus bas de l'échelle de la sphère de l'état jusqu'à son sommet. Celui qui a su nous procurer cette joie indescriptible réalisée un certain 18 novembre 2009 en terre Soudanaise et beaucoup de bonheur n'est pas cette fois-i reparti avec les honneurs dus à pareil exploit. Le peuple qui a vibré, il y a juste un an à ses mémorables exploits, lui tient aujourd'hui rigueur et surtout rancœur. Il dit qu'il a failli là où il ne fallait pas trébucher. Ce même public qui n'avait pas cessé de l'applaudir, vient de définitivement le vomir. L'homme, hier encore adulé, est à présent vilipendé, conspué et grillé à petit feu dans sa descente aux gémonies de l'enfer d'un football qui ne reconnait plus les héros d'autrefois, tel un vrai renégat ! La vie vient désormais de lui carrément tourner le dos après lui avoir juste un moment plus tôt ouvert toutes les voies possibles de la vraie réussite. Celle de l'éternelle gloire, nous semblait-il à l'époque. Comment ce bien nommé peut-il l'espace d'un temps aussi court se transformer en un vrai malaimé de tout un peuple, d'une frontière à une autre, d'une ville à sa voisine, d'un clan donné à son semblable ? Seul le foot, si fou comme jeu, et ses inextricables dessous, peut bien y répondre ! Peut-être même superficiellement. Qui sait… ? Mais… pourquoi en politique nous n'assistons jamais au même scénario, se disent certains ? En termes plus clairs, pourquoi nos hommes politiques ne quittent-ils jamais eux-aussi la scène pour d'autres nouveaux venus, tout frais et dispos, mêmes très vieillissants et parfois dépassant largement de la retraite légale ? Et pourquoi… Saadane seulement ?!… Le foot est-il cette discipline régie par cette inéluctable règle de la sanction, devenue totalement absente en politique ? Le foot présente-il cet inconvénient de se pratiquer et se jouer à découvert devant tout le monde et sur le seul stade de la vérité ? La politique profite-t-elle de l'éventail de sa marge de manœuvre des jeux de coulisse pour contrebalancer tout cela en invoquant autre chose que le résultat du terrain pour pouvoir se justifier ? Mais… pourquoi la politique reproduit-elle toujours ces mêmes scénarii qui soutiennent les mêmes hommes au pouvoir pour garder ou reproduire le même système politique qu'autrefois et jadis ? Pourquoi donc ce qui est valable pour celui-ci ne l'est pas forcément pour celui-là et vis-versa ? Et pourquoi change-t-on plus fréquemment d'entraineur de football que de dirigeants politiques ? Le foot est-il condamné à être ce turn-over, le plus important par rapport à toutes les autres disciplines ? Sinon donne-t-il plus de chance à ses spectateurs de dire leur mot et d'exiger le départ de celui qu'ils jugent comme défaillant ou carrément incompétent? Nos hommes politiques ne sont-ils alors pas concernés par cette règle drastique du résultat, puisqu'ils continuent toujours de nous gouverner depuis déjà de très longues décennies ? Rabah Saadane en jetant l'éponge ne leur a-t-il pas montré la voie à suivre ? Le suivront-ils dans sa marche ou démarche toute indiquée ? Tout porte à croire qu'ils ne le feront jamais, eux qui ont tout le temps agi dans l'ombre compacte de la confusion pour toujours nous paraitre comme de vrais sauveurs d'une république en réel danger ou encore partie tout droit à la dérive. Tous ces questionnements tendent à faire ou jeter un rais de lumière sur le pourquoi de la chose dans son côté purement différent de l'autre, entre football, d'un côté, et politique, de l'autre. Cette différence-là –il faut bien l'avouer- est énorme. Oui, vraiment énorme ! Force est de constater que les deux disciplines n'obéissent cependant pas aux mêmes principes, règles et aux mêmes résultats susceptibles de permettre l'appréciation de la sanction de l'effort consenti et de la faute commise. A vrai dire, en football tout est clair ou presque. Alors qu'en politique, tout est flou sinon trop confus.

En matière de football, les organes de contrôle et les voies de recours, très nombreux ceux-là, sont toujours présents, bien souvent sur les lieux-mêmes de sa pratique et stade d'exhibition des acteurs concernés, devenant de la sorte impossibles à être tous « embobinés » et « travaillés » par une aile toute indiquée ou toute désignée. Alors qu'en politique, la combine et la corruption sont les seules maitresses d'un jeu aux parfois très difficiles enjeux. Un jeu, bien souvent absurde où la face visible de l'iceberg est celle qui empêche ce corps flottant sur le niveau de l'eau de l'énigme de pouvoir se retourner et d'accoucher de cette vérité que tout un peuple attend avec l'impatience d'un loup affamé.

Le foot est alors ce jeu qui emballe et régale tout un monde jeune et éduqué fuyant à jamais les misères de son quotidien, fait d'interdits et d'exclusion sous toutes les formes et aspects, qu'il considère après tout comme unique ascenseur social à prendre un jour au gré d'une hypothétique occasion à saisir au vol. Par contre le jeu politique est un jeu fermé, bien verrouillé, se jouant bien souvent à huit clos et ne profitant par-dessus le marché qu'aux mêmes têtes que celles naguère au pouvoir et à ces mêmes tribus d'autrefois, presque comme ce qui se passe au sein d'un royaume où seule la tribu des Seigneurs est admise à fouler la plus haute marche de l'autorité suprême de la nation.

Le foot harangue les foules et les distraits ; la politique, par contre, les révulse et les méprise à souhait. Celui-ci leur permet de participer activement aux nombreuses joutes d'une vie sociétale, au moment même où celle-là les exclue de toute organisation politique ou syndicale de poids et de droit pour longtemps les tenir à l'écart de ses sournois projets futuristes.

Résultat : les Dieux du foot sont toujours présents au sein de l'arène de jeu, l'ouïe tendue aux doléances des spectateurs. A l'inverse, ceux de la politique, totalement absents de la scène où se déroule le vrai combat, préfèrent toujours s'investir dans ce jeu de coulisse qui arrive presque souvent à avoir le dernier mot. De leurs salons feutrés, ils tiennent les vraies reines d'un difficile jeu, hermétiquement fermé à ce public grincheux et enquiquinant.

Voilà pourquoi c'est Rabah Saadane et …non pas quelqu'un d'autre ! Voilà pourquoi, sur une simple prière faite pieusement au stade de Blida, archicomble ce jour-là –jour de prière convenons-nous, faut-il le rappeler !-, ces mêmes spectateurs, au bout de leurs nerfs et du rouleau, ont eu raison de leur entraineur. C'est ainsi que Rabah Saadane a le plus logiquement du monde été contraint de céder sa place et le terrain de jeu aux hommes politiques pour leur permettre de pouvoir refaire leur jeu. Se préparer à d'autres rencontres imminentes et conquêtes plus importantes.

Rabah Saadane aura donc été tout naturellement gommé sur l'autel de la raison d'état, laquelle n'admet cependant aucune autre raison que celle de conforter l'état dans ses nombreux droits, que Saadane commençait, par moments, avec ses mauvais résultats par sérieusement les déranger, les mettre en réel danger. Il s'est tout simplement effacé de cette carte sportive dont il aura toute sa vie construit l'archipel de sa vraie stature et bons résultats, quelquefois collectionnés en série.

Le héros est bel et bien parti, la tête basse puisque sorti par la petite porte mais le devoir bien accompli. Place donc aux pions de l'échiquier politique de refaire leur jeu.

L'hirondelle qui entretenait l'espoir du beau temps est aujourd'hui en plein vol en partance pour d'autres cieux et lointains horizons. Il ne nous reste qu'à prier de nouveau pour que le printemps nous revienne de sitôt. Retournons donc au stade pour de nouveau … prier !

(*) Universitaire et auteur.

Pour un ajournement de «l'affaire Raouraoua-Hannachi»

PAR MOHAMED GHRISS*

Assurément, la querelle opposant le président de la FAF (Fédération algérienne de football), M. Raouraoua, au président de la JSK (Jeunesse sportive de Kabylie), M. Hannachi, a jeté un gros pavé dans la mare qui risque fort d'éclabousser pas mal de choses et de personnes.

Mais risque aussi, c'est ce qui est fort à craindre, de compromettre sérieusement les débuts du football professionnel en Algérie et, par ailleurs, de déstabiliser l'équipe nationale, déjà assez affectée comme ça, avec ses mauvaises performances de l'après Mondial 2010.

Aussi, dans l'intérêt suprême du team national de football et de la poursuite dans la sérénité du premier championnat national professionnel de football, il s'avère quasi-indispensable, en ces circonstances contraignantes pour les athlètes et leurs staffs dirigeants, de se référer à ce que recommande, en pareilles situations, les recours pédagogiques en matière de «remèdiations» d'urgence.

Autrement dit, pour parer dans l'immédiat aux risques majeurs des «dommages collatéraux » néfastes qu'entraînerait inéluctablement le traitement de cette affaire dans les conjonctures présentes avec ses répercussions et éclaboussures par-ci et par-là, via les échos de presse, etc. Et d'autre part, compte tenu des phases importantes de qualification des équipes nationales A, A' et olympique, aux différentes compétitions internationales, à assurer dans un intervalle de temps restrint, il serait plus qu'utile de tout différer pour ce qui concerne cette regrettable opposition Raouraoua-Hannachi. Et ce, en prenant la décision de reporter tout ce qui se rapporte à cette affaire (sanctions, convocations, etc.) qui intervient absolument au mauvais moment.

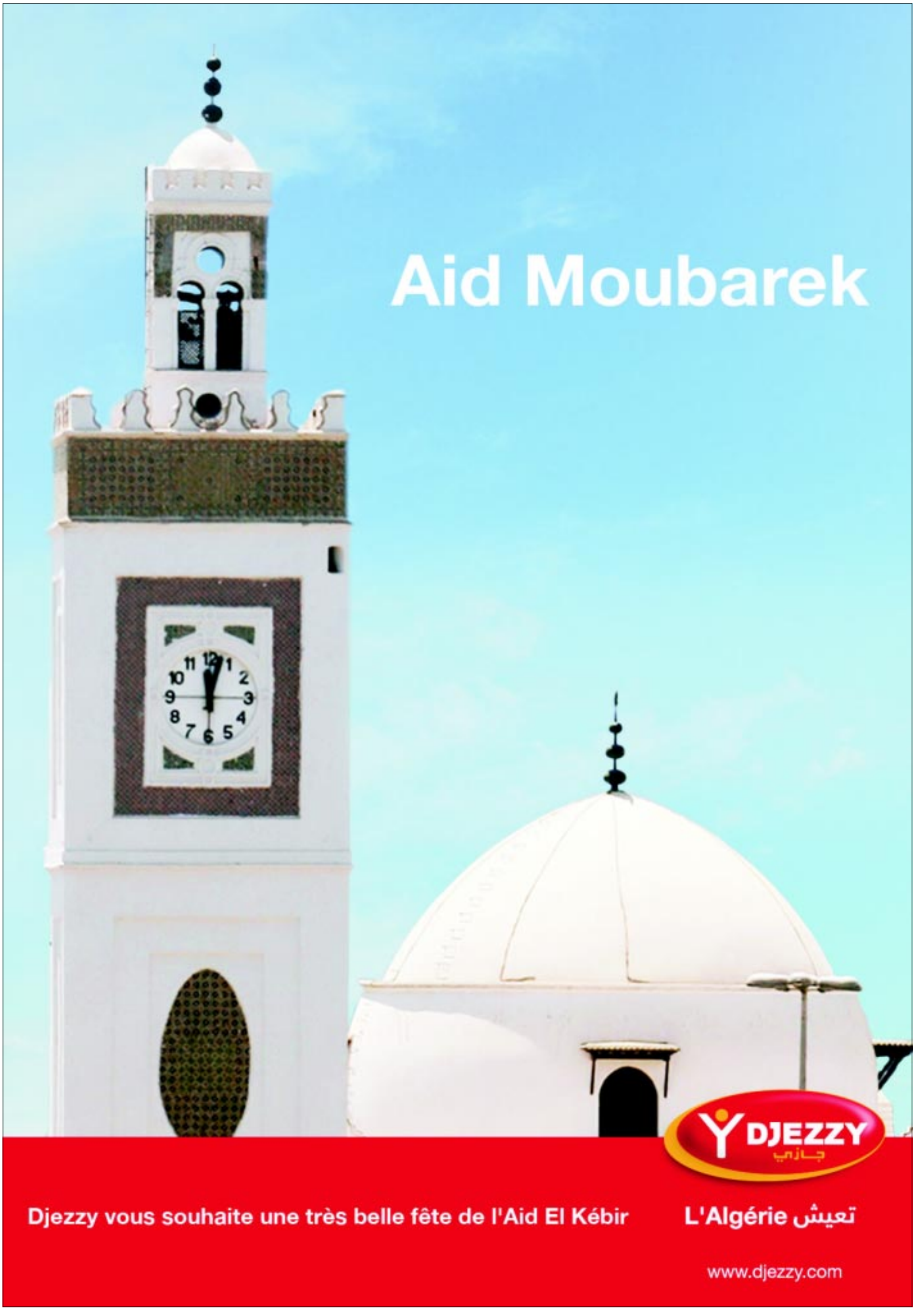
Cet ajournement avec annulation des décisions actuelles, se devrait de se faire en vue d'assurer un climat d'évolution sain, stable et permettant une visibilité d'avenir pour le football national, quitte à reprendre, après les conjonctures actuelles, l'étude rigoureuse de cette affaire. Ce qui d'ailleurs, permettrait peut-être, pour les instances sportives concernées de réunir d'ici là , tous les éléments concernant les tenants et aboutissements de cette «épine» qui tombe vraiment dans un mauvais moment, et qui de l'avis général, nécessite d'être «différée» pour plus tard. Avec le souhait que les médias privilégient tout autant la concentration des feux de l'actualité sur les qualifications du team national aux prochaines retrouvailles de la CAF et du Mondial, la mise en ligne de mire de l'objectif à atteindre de ces derniers, beaucoup plus important que l'écho du «sensas» de l'«accrochage» de ces éminentes personnalités du monde sportif algérien. Par la suite, MM Raouraoua et Hannachi, avec tout le respect qu'on leur doit, auront tout le temps de déballer et de défendre leurs points de vue et leurs droits légitimes et les instances concernées de s'y intéresser de très près. Pour le moment, il y a nécessité urgente de protéger l'équipe nationale de football de toutes éventualités de retombées négatives pour son environnement de proximité. Et ce, au moment, -a-t-on besoin de le dire ?- où le team national marocain se prépare, depuis un bon bout de temps et dans les meilleures conditions, pour arracher de haute main sa qualification. Alors de grâce, qu'on reporte le traitement de cette malheureuse «gadhiya» et que cessent également ces agressions extra-sportives condamnables et ces attitudes revanchardes, qui ne font que perpétuer la violence dans et hors des stades, traduisant ce manque flagrant de fair-play, d'éthique sportive et autres combines des coulisses qui ne font pas honneur au football algérien et dont les premières victimes sont, bien entendu, les joueurs et les équipes compétitives qui n'ont que faire de ces comportements préjudiciables. Osons espérer que le bon sens puisse prévaloir et que le regard sur cette affaire soit différé.

L'auteur de ces lignes est un indépendant, ne connaissant ni «flen» ni «felten », soucieux seulement de l'intérêt du onze national et sachant pertinemment que certains esprits brûlent d'envie de voir dans l'immédiat, MM Raouraoua et Hannachi s'affronter en duel, étant les premiers à les pourvoir, s'il leur était possible, en colts pour se réjouir du spectacle de la confrontation. Et nul doute que les décisions attendues au détour de cette affaire, sont pour s'assurer le placement de nouvelles têtes, probablement au niveau des instances footballistiques nationales ou de clubs.

Ce n'est pas du tout le moment, comme cela ne l'a pas été -pour le dire au passage- pour M. Saâdane de démissionner ou d'avoir été obligé de démissionner à un moment inopportun alors qu'il aurait dû le faire, de l'avis censé général, juste avant le Mondial et non pas après (comme on pourrait alléguer que M. Saâdane qui est, sans conteste, le meilleur entraîneur algérien et d'un niveau international attesté, s'est porté préjudice lui-même, à mon sens, en refusant d'accepter M. Benchikha (ou un autre entraîneur de renom) comme adjoint, dès la phase finale de la CAF en Angola et qui l'aurait positivement secondé en phase de Coupe du monde en Afrique du Sud. Ce qui aurait eu assurément de meilleures incidences et éviter bien des problèmes et leurs conséquences dont le principal élément générateur est, qui ne le sait pas, ce sempiternel refus du partage démocratique des responsabilités, caractéristique de nous autres Algériens et dont on regrette généralement les contrecoups négatifs… Bref, comme on a coutume de le dire en ces jours de fête de l'Aïd El Adha et de recueillement à la mémoire des chers disparus : «Allah yehdina ou yehdi ness». Je ne terminerai pas sans souhaiter bonne chance à l'équipe algérienne de football, en suggérant au passage que l'entraîneur national M. Benchikha puisse convier ses joueurs à une séance évocation et de stimulation autour du célèbre match des magnifiques anciens qui ont battu le Maroc, chez lui, par la bagatelle de 5 buts à 1…

Comme quoi on est, pour l'instant nous autres gens, fans de la culture sportive dans l'ambiance compétitive des qualifications à la Coupe d'Afrique des Nations et pas autre chose. Et en attendant que demain les lueurs d'espoir éclaireront les bonnes pistes à suivre Inchallah, le moment est aux bonnes retrouvailles familiales, amicales, de voisinage, l'intérêt porté aux malades, les nécessiteux, la pensée aux défunts, etc. Moment qui espérons-le, puisse conforter nos athlètes dans leur volonté de bien faire et de réussir, loin des frasques dérangeantes et perturbantes. «Aïd Mabrouk!»

**Auteur-journaliste indépendant*


Aid Moubarek
DJEZZY
جازي
Djezzy vous souhaite une très belle fête de l'Aid El Kébir
L'Algérie تعيش
www.djezzy.com

Décès de keltoum

La plus grande actrice algérienne

Par Ahmed Cheniki

Il y a un peu plus d'un mois, Michel Corvin et les Editions des femmes m'ont demandé de présenter, dans le cadre de la grande encyclopédie des créatrices du monde (en quatre volumes), des femmes de théâtre arabes.

La première femme à la quelle j'avais tout naturellement pensé, c'était tout simplement Keltoum, une dame extraordinaire, aux talents multiples. Danseuse, comédienne et chanteuse, elle excellait dans les rôles de composition et les personnages de femmes à forte personnalité, tenaces et résistantes, comme dans le film de Mohamed Lakhdar Hamina, Le vent des Aurès, où elle incarne un personnage féminin, orgueilleux et humain, en quête d'un fils disparu dans les geôles françaises. Jamais une comédienne algérienne n'a réussi à émouvoir, avec autant de force et de générosité, le public. Keltoum est une des icones les plus représentatives du théâtre et du cinéma en Algérie. De son vrai nom Adjouri Aïcha, Keltoum qui, utilisant un pseudonyme, réussit ainsi à ne pas trop exposer le nom de sa famille dans un environnement hostile, machiste. Fortement séduite par l'art de la scène, elle ne pouvait pas ne pas tenter la délicate aventure de pratiquer le théâtre et le cinéma, au risque de rompre tout lien avec sa famille. Faire du théâtre n'était pas chose aisée pour une femme. Déjà, à l'époque, être une femme était un sacré poids.

Elle décide, très tôt, de s'engager dans les jeux artistiques en animant des rencontres de chants ou des mariages. Elle fit même vibrer la place Albert 1er à Nice en y dansant devant près de 20 000 personnes vers le début des années 30. Mais c'est la rencontre avec Mahieddine Bachetarzi, l'homme à tout faire du théâtre en Algérie, qui va transformer la vie de cette jeune fille qui comprit, en découvrant qu'elle fréquente désormais les grands du théâtre, qu'elle serait forcée de faire l'impossible pour occuper le devant de la scène.

Née le 4 avril 1916 à Blida, Keltoum, qui interpréta quelques petits rôles dans quelques films français et allemands dans les années 30 et 40, ne commença réellement sa carrière de comédienne qu'à partir de 1935 où elle fut découverte par Bachetarzi qui lui apprit sérieusement les premiers rudiments du métier de comédienne. Elle fit la connaissance de grands hommes de théâtre comme Rachid Ksentini et Habib Réda aux côtés desquels elle s'imposa définitivement, donnant à voir et à apprécier l'étendue de son talent. Elle se métamorphosa tour à tour en Desdémone, en 1952, dans une traduction d'Othello de Shakespeare, en quêteuse de bonne foi, en mère courage de Brecht ou Les enfants de la Casbah, de La Poncia dans La Maison de Bernarda Alba ; elle touchait à tout, excellait dans les rôles de composition et réussissait à rendre plus « vrais » les personnages qu'elle interprétait. Au cinéma comme au théâtre, elle imprimait son empreinte comme dans ce film de Mohamed Lakhdar Hamina, Le vent des Aurès, où elle cherchait une poule dans sa besace, les traces de son fils arrêté par l'armée française. A côté du théâtre, elle dansait et chantait. Elle produisit cinq disques.

Elle fit ses débuts dans le cinéma grâce à Petr Svoboda qui la distribua dans son long métrage, La septième porte en 1948. Puis n'arrêta plus de jouer dans des films jusqu'à ce maudit jour, le 30 mai 1951, où elle se jeta, dépitée et déprimée de son balcon, provoquant de graves blessures au niveau des vertèbres. Elle y était présente dans plus d'une vingtaine de films (Le vent des Aurès, Décembre, Hassan Terro, Les folles années du twist…), mais préférait, de loin, le théâtre qu'elle pratiqua du temps de Bachetarzi et après l'indépendance au TNA (Théâtre National Algérien). Plus de 70 pièces. Elle joua notamment dans les pièces suivantes : Mariage par téléphone (avec Ksentini, Les fusils de la mère Carrare, Rose rouge pour moi (1964), Le sultan embarrassé, Le foehn (1967), Rouge l'aube (1967), La femme stérile (1973), Les rustres de Goldoni, La mort d'un commis voyageur d'Arthur Miller, Les concierges de Rouiched, sa dernière pièce.

Certes, Keltoum n'était pas la première femme à monter sur scène ; il y avait déjà Marie Soussan, la compagne de Rachid Ksentini, une certaine Mme B.Amina, interprétant l'épouse de Haroun Errachid dans Aboul Hassan el Mougnafel de Allalou et B.Ghazala dans le rôle de Sett el Boudour dans Le pêcheur et le génie du même Allalou en 1927. Mais Keltoum avait une singulière élégance et une sorte de génie du jeu qui lui permettaient de durer, ne rompant nullement avec le théâtre à tel point qu'elle ne ratait pas une seule pièce ou une conférence sur le théâtre. Comme c'était émouvant, chaque fois que je donnais une conférence à Alger, de croiser son regard et celui du grand acteur, Sid Ali Kouiret qui l'accompagnait souvent. Femme à principes qui avait même été sanctionnée en 1951 à un mois de mise à pied après la représentation de la pièce, El ouadjib (Le devoir) de Bachetarzi, jugée subversive par les autorités coloniales, elle a une forte présence sur scène et au cinéma, elle crève l'écran, dans tous les sens du terme. Elle a une fine connaissance du métier. Keltoum s'en va, portant avec elle tous ses souvenirs. Encore une fois, la question de la mémoire est primordiale.

J'avais personnellement comme projet de publier un portrait d'une centaine de pages sur cette grande dame, la meilleure comédienne algérienne, comme d'ailleurs sur d'autres hommes et femmes de théâtre et de culture, mais les conditions actuelles rendent la chose quelque peu problématique. Des pans entiers de notre mémoire disparaissent au gré des ricanements discursifs des pouvoirs publics.

Publicité

DU BLEDARD — LA CHRONIQUE

Paris : Akram Belkaïd

Algérie, Maroc : l'insupportable désunion

Il y a, pour l'Algérien qui vit en France, des analogies ou des comparaisons qui ne sont ni raison ni supportables. L'une d'elles consiste à s'entendre dire que l'Algérie et le Maroc doivent être aussi sages que le furent la France et l'Allemagne, en oubliant le passé et en s'unissant pour bâtir un avenir commun au Maghreb. Certes, tout n'a pas été rose entre nos deux pays, surtout depuis l'indépendance, mais de là à faire le parallèle avec la trame franco-allemande qui n'a longtemps été que sang et souffrances…

J'ai d'ailleurs toujours été réticent vis-à-vis des débats organisés de ce côté-ci de la Méditerranée à propos du conflit du Sahara et de ce qu'il coûte comme blocages et inerties à l'Union du Maghreb. C'est un peu comme si l'ancienne puissance coloniale se posait en arbitre incontournable d'un litige opposant deux de ses obligés. Or, à mon sens, Algériens et Marocains ne devraient avoir besoin de personne pour se parler et, surtout, enfin s'entendre. Nous sommes un même peuple. Notre histoire, nos langues et notre religion sont communes. Comment accepter le gâchis actuel ?

Il y a quelques vérités qu'il faut rappeler. Contrairement à ce que pensent les agents provocateurs qui s'agitent des deux côtés de la frontière, et nombre d'entre eux activent résolument dans la presse, ni le Maroc ni l'Algérie ne s'en sortiront seuls. Pour être fort, le Maroc a besoin de l'Algérie. Pour être forte, l'Algérie a besoin du Maroc. Bien sûr, c'est ce que feignent de croire nos dirigeants. Pas une seule rencontre officielle ou sommet sans que l'on déplore l'absence d'un Maghreb uni, sans que l'on détaille avec gravité le coût du non-Maghreb ou sans que l'on s'épanche sur ce que serait le dynamisme de notre région si, d'aventure, les politiques venaient enfin à se mettre d'accord. Mais en réalité, chacun se croit plus malin et plus fort que l'autre. Le Maroc pense que le partenariat privilégié qui le lie à l'Union européenne sera suffisant pour le faire définitivement entrer dans le club des pays émergents. Quant à l'Algérie, nous n'avons pas renoncé à notre vision prussienne de la région, estimant que la force que nous offrent les hydrocarbures durera ad vitam aeternam. Pourtant, il suffit d'écouter le premier économiste venu pour comprendre que ce qui est en jeu actuellement n'est ni plus ni moins que l'avenir du Maghreb et sa capacité à figurer sur la carte mondiale du XXIe siècle.

Il y a des moments où je me demande si nos dirigeants respectifs sont conscients des défis induits par la globalisation. Des forces tectoniques d'une incroyable force sont en train de redessiner la planète et l'organisation de son économie. Ce qui est en jeu, ce sont des millions d'emplois et donc autant de vies. Qui peut croire que c'est par goût du tourisme que Barack Obama et d'autres responsables américains multiplient les voyages en Asie, continent qui s'organise jour après jour au-delà des frontières malgré les rivalités et les chicaneries nationalistes ?

Union européenne, Mercosur, Conseil de coopération du Golfe, Forum Asie-Pacifique, Zone de libre-échange des Amériques, partout dans le monde les initiatives régionales se multiplient. Il ne s'agit pas d'en faire l'apologie, car certaines sont bâties sur des idéologies ultralibérales critiquables, mais elles ont le mérite d'exister et donc de proposer des perspectives aux populations concernées.

Une question évidente se pose donc : que propose-t-on aux Maghrébins ? Au-delà des discours de matamores, des tirades chauvines et des promesses floues, la réalité est que le Maghreb de demain risque d'être une zone peu prospère et instable sur le plan sécuritaire, ne serait-ce que parce qu'elle est à la fois la frontière sud de l'Europe et la bordure du Sahel.

Alors, bien sûr, il y aura toujours des voix, en Algérie comme au Maroc, pour dire et répéter que c'est le voisin qui a commencé. Que c'est lui qui ment, manipule et ne veut pas d'une solution. Insupportable tchaqlala… Cela fait trente-cinq ans que ça dure. Trente-cinq ans que l'on est incapable d'avoir une discussion rationnelle sur cette question. Trente-cinq ans d'insultes et de médisances scabreuses entre élites – car c'est bien d'elles que vient le problème et non des populations. Faut-il se résigner et admettre qu'il s'agit d'un problème sans solution ? Et au bénéfice de qui ? Des vendeurs d'armes, sûrement…

Il est temps de cesser de répéter que le Sahara est un préalable et que c'est la résolution de cette question qui ouvrira la route à un rapprochement entre l'Algérie et le Maroc. Je n'y crois pas un seul instant et je suis même prêt à parier qu'on trouvera immédiatement un autre objet de litige et de fâcherie. A mon sens – et je ne cesserai de le répéter –, la solution est de passer par le haut et de dessiner un projet politique entre les deux pays. Appelons cela régionalisation, union transitoire, partenariat, qu'importe ! Mais, de grâce, qu'on nous propose enfin une initiative politique entre nos deux pays qui aurait le mérite de voir loin et de dépasser les rivalités induites par un excès de testostérone. Une initiative dont l'avenir du Sahara ne serait qu'une conséquence et non un préalable.

Mais il faudrait pour cela que les hommes politiques sortent de leurs abris douillets et qu'ils signifient à nous autres, journalistes et commentateurs divers et variés, qu'ils prennent les choses en main. Leurs aînés ont couru bien plus de risques en osant réclamer l'indépendance et en s'attaquant à la machinerie coloniale. Le minimum que l'on puisse attendre d'eux, c'est qu'ils sortent de ce mutisme assourdissant pour nous dire de quelle manière ils comptent éviter au Maghreb de s'enfoncer dans l'isolement et le déclin qui l'ont pénalisé il y a déjà plusieurs siècles. Et, eu égard aux enjeux, tout silence ou tout attentisme vaudrait aveu d'incompétence et d'irresponsabilité.

la Chronique de Paris

Vers un face-à-face Chine-USA (2ème partie)

De sommet en sommet, Obama et Hu Jintao semblent n'être d'accord sur rien.

Par Pierre Morville

Après le sommet du G20, L'Apec, « l'Association des pays de l'Asie-Pacifique » réunissait ses membres samedi dernier, à Yokohama, au Japon. Chinois, Russes, Américains et autres pays de la zone asiatique et nord-américaine, ont donc continué à échanger de façon certes, fort infructueuse et parfois sur un ton très aigre sur le devenir de l'économie mondiale.

Il est vrai que les conclusions du Sommet de Séoul, deux jours plus tôt, qui réunissait les 20 pays les plus riches de la planète (80% du PNB mondial !) ne brillaient pas, et c'est peu dire, par leur hardiesse à trouver quelques solutions à la crise économique, financière et banquière mondiale ouverte en 2008. Selon les chefs d'états réunis, les «grands déséquilibres persistants» des comptes courants sauront évalués grâce à des «lignes directrices indicatives» qui devront être déterminées ultérieurement, à en croire le communiqué final. La déclaration publiée le 23 octobre à l'issue de la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des pays du G20 était déjà particulièrement significative de l'absence de solutions communes, avec un style « langue-de-bois » économico-bureaucratique rarement atteint : «La persistance de déséquilibres importants, évalués à l'aune de critères indicatifs qui restent à définir, entraînerait dans le cadre du processus d'évaluation mutuelle une estimation de leur nature et des causes des entraves à l'ajustement, en veillant à prendre en compte les conditions nationales ou régionales, parmi lesquelles (celles des) gros producteurs de matières premières.» Rompez le ban !

MONNAIES : L'AFFRONTEMENT DES INTÉRÊTS NATIONAUX

Il n'est guère étonnant que le Sommet du G20 ait, selon l'expression générale, « accouché d'une souris », celle-ci peut-être pas tout à fait mort-née, mais tout au moins en grave insuffisance respiratoire. L'affaire était entendue dès lors qu'à la veille du sommet de Séoul, la FED, la Banque centrale américaine annonçait publiquement l'injection de 600 milliards de dollars de liquidités, sous forme de rachats d'obligations de l'Etat américain, au grand dam de tous les autres participants du G20, un peu estomaqués par l'affaire. Barack Obama, mis en difficulté par les dernières élections et un chômage très élevé selon les critères sociaux américains, joue pleinement la carte « America first ». De ce point de vue, la décision de la Réserve fédérale est habile sur le plan technique : en faisant fonctionner la planche-à-billets verts, les Etats-Unis relancent leur économie, réduisent leur immense dette internationale, tout en réévaluant techniquement les monnaies de leurs principaux concurrents. Seul risque ? Une éventuelle pointe inflationniste aux Etats-Unis ? En période de menace de récession, le danger est marginal pour le pays qui possède la libre capacité d'émission de la seule monnaie internationale de référence. Le concert des protestations de bon nombre d'autres pays membres du G20 fleurait bon d'ailleurs, l'indignation hypocrite. Il est de réputation publique que le cours des monnaies des principaux pays émergents soit notablement sous-évalué. La politique monétaire des principales puissances est en cohérence : à «America first», peuvent faire écho, « China only», «Japon d'abord», «Deustchland über alles», etc. Ce retour à un nationalisme monétaire est explicable par l'ampleur de la crise qui secoue l'économie mondiale. Les gouvernements des puissances traditionnelles ont vu ces trois dernières années leurs déficits budgétaires et commerciaux s'accroître de façon vertigineuse, notamment en raison des fonds abyssaux versés pour sauver un système banco-financière pris de folie spéculative. Les pays émergents bénéficient d'une forte croissance mais l'essentiel de leur production prend la forme d'exportations dans les 1ers nommés. A défaut du développement encore insuffisant de marchés intérieurs développés, la Chine épargnante est devenu le 1er créancier des Etats-Unis, dettes libellés en dollars, et la valeur de celui-ci baisse... Au résultat, la guerre monétaire actuelle, n'est que l'un des signes du dysfonctionnement général de l'économie mondiale avec la persistance d'une immense épargne qui contraste avec une très faible part des capitaux qui vont à l'investissement, la persistance de mouvements spéculatifs monodiaux, notamment sur les monnaies et les matières premières alimentaires (malgré le grand choc de 2008 !), un G20 qui considère qu'aucune régulation est possible à court terme, et que dans ce domaine, il ne faut faire confiance qu'aux marchés. Errare humanum est, perseverare, diabolicum...

Encore faut-il remarquer que ce très saint discours du « libéralisme globalisé » relève essentiellement de l'antienne « vertus publiques, vices privés » : ni la Chine, ni la Russie, ni l'Inde, ni même les Etats-Unis ne pratiquent en réalité le libre-échange ou le refus du protectionnisme qu'elles proclament hautement. Le président chinois Hu Jintao en a du faire sourire plus d'un en dénonçant dimanche dernier au sommet des pays Asie-Pacifique «l'augmentation notable sous différentes formes» du protectionnisme dans cette région qui représente plus de la moitié du PIB mondial. Rappelons qu'aucune entreprise étrangère ne peut être présente sur le marché chinois sans accord à parité avec une société chinoise.

INCOMPRÉHENSIBLE UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne est le 1er marché mondial. C'est aujourd'hui un nain politique absolu. Jusqu'à présent, ces difficultés à « parler d'une même voix » sur la scène internationale pouvaient être mises sur le compte d'un apprentissage d'un système d'alliance novateur, basé essentiellement sur un Parlement européen et une monnaie commune, à mi-chemin entre un ensemble fédéral (à l'exemple des USA) et une association d'Etats-nations qui gardent chacun leurs prérogatives en matière de politique intérieure, internationale ou de défense.

Mais pour la 1ère fois, apparaissent des difficultés structurelles à une politique économique commune. Pour l'essentiel, du fait de l'Allemagne. Sous l'influence de ce pays, l'Europe est le seul ensemble régional important qui se félicite à la fois de sa totale ouverture mondialisée (aux marchandises et aux capitaux) de son refus de tout protectionnisme (sauf avec les pays du continent africain), du taux surélevé de sa monnaie, d'une rigueur budgétaire drastique qui empêche toute politique d'investissement concertée et qui menace sérieusement la consommation intérieure aux 27 états-membres.

Disons que cette vision des choses n'arrange que l'Allemagne, la Hollande et un deux pays nordiques. Ces pays bien gérés, sont fortement exportateurs et engrangent des résultats positifs grâce à un Euro fort. Le reste des pays-adhérents, notamment au sud et à l'est de l'Europe, qui vivent essentiellement sur le marché intérieur européen, sont menacés d'asphyxie par une politique en apparence « vertueuse » mais en réalité basée sur des intérêts nationaux bien compris. En période de crise mondiale, une politique budgétaire d'une extrême rigueur, asphyxie l'investissement et la consommation. D'où des tensions internes à l'UE qui ne pourront être que croissantes, d'autant qu'Angela Merckel, qui s'est montrée très peu solidaires des attaques spéculatives contre la Grèce, le Portugal, l'Irlande, demain contre l'Espagne ou l'Italie, a tendance à se comporter comme la maîtresse sévère de l'Europe.

Cette division inquiétante de l'UE qui s'avère largement incapable de faire peser son poids économique et politique sur les enjeux internationaux est renforcée par une stratégie constante de Washington qui, de Bush à Obama, considèrent que l'Europe, « c'est un machin qui n'existe pas ». La diplomatie américaine, considérant dans tous les cas, les Européens comme alliés d'obligation, jouent depuis des années sur les contradictions politiques au sein de l'UE (OTAN, Irak, relations avec la Russie, Turquie..).

Pourra-t-elle maintenir longtemps cette posture un peu méprisante ? Non, si elle souhaite s'entourer de vrais alliés. Car l'Amérique a perdu en quelques années le rôle de super puissance ou même d'hyper-puissance qu'elle avait conquis après la chute du Mur de Berlin. Après les gabegies de type impérialiste dans les conflits moyen-orientaux, les Etats-Unis qui portent la 1ère responsabilité dans la crise économico-financière, actuel, ne peuvent plus s'adresser aux autres nations comme à des vassaux. C'est d'ailleurs ce que leur ont fait sentir les 19 autres membres du G20 qui ont parfaitement perçu que les Américains souhaitaient exporter la récession, fut-ce au prix d'importer chez eux un peu d'inflation.

CHINE, AMBITIONS IMPÉRIALES

La Chine a-t-elle un regard si différent sur les pays européens, souvent regardés comme puissances passées, de surcroît avec une histoire fortement teintée de guerres et de colonialisme ? Le constat n'est pas nécessairement faux, notamment sur l'histoire des deux derniers siècles. Mais il perce là un nouveau discours dominant et tout aussi nationaliste.

L'une des principales difficultés de Pékin, c'est que surtout ses voisins régionaux se méfient d'elle. L'Inde qui sera dans une décennie, le pays le plus peuplé de la planète a ses exigences économiques et elle supporte mal les empiètements sur le Tibet et les comportements du Pakistan, principal allié de la Chine dans sa zone. La Russie considère d'un mauvais œil, la pénétration des centaines d'immigrants chinois en Sibérie et souhaite conserver une mainmise sur les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale. Le cas le plus probant des mauvaises relations de la Chine avec son voisinage est celui de la « Mer de Chine ». Cet espace maritime considérable représente une surface considérable qui va du Japon à l'Indonésie, de la Thaïlande aux Philippines. Cette portion de l'Océan Pacifique représente une surface de 3, 5 millions de km2 et est bordé par les côtes de dix pays différents. Pour comparaison, la Méditerranée a une surface de 2,5 millions Km2 (3 avec la Mer Noire) et recueille 22 pays côtiers.

La Chine depuis plusieurs années semble tentée de transforme la Mer de Chine en « mer chinoise », notamment par la revendication d'ilots qui élargirait fortement ses frontières maritimes. Deux de ces archipels, les îles Paracelse et les îles Spratly font l'objet d'un conflit territorial entre Taïwan, les Philippines, la Malaisie, Brunei, l'Indonésie et le Viêt Nam. Des ressources énergétiques y existeraient mais la motivation chinoise est pour l'essentiel, stratégique, avec la volonté de contrôle des voies maritimes en provenance du Moyen-Orient ou à destination des pays importateurs. Les revendications chinoises ont récemment donné lieu à des tensions vives avec le Japon pour la revendication d'ilots inhabités. Les deux pays ont décidé de normaliser l'affaire en marge du sommet de l'Apec mais Le Premier ministre japonais Naoto Kan, qui a rencontré le président chinois Hu Jintao samedi, a toutefois réaffirmé dimanche que l'archipel au cœur du contentieux sino-japonais appartenait bien selon lui au Japon.

Rappelons enfin dans le contexte actuel, que si la Chine a eu très peu de conflits extérieurs (sauf une aide militaire importante non officielle lors de la Guerre de Corée et une invasion infructueuse du Viêt-Nam en mars 1979), son gouvernement prend souvent un ton nouveau et menaçant vis-à-vis des ses voisins immédiats. Ces derniers voient donc naturellement les Etats-Unis comme un contrepoids rassurant.

NOUVELLES DE FRANCE : FRANÇOIS FILLON

Nicolas Sarkozy va présider pendant un an le G20. Il a du boulot !

Il a récemment reçu de façon princière, Hu Jintao en France, ce dernier lui concédant 16 milliards d'euros de contrats dont beaucoup étaient déjà dans les tuyaux. Mais, c'est bon à prendre !

Après avoir annoncé avec force qu'il souhaitait remanier en profondeur son gouvernement, il a mis cinq mois pour prendre la décision hardie de remplacer François Fillon, 1er ministre... par François Fillon, 1er ministre. Ca, c'est de l'annonce !

Publicité

**Fruits, légumes, thé, beurre, farine...
Depuis quelques jours, les prix de plusieurs denrées alimentaires sont en hausse. Le risque de rupture de stock plane sur plusieurs régions. Décryptage.**

Consommation: plus chère la vie

TELQUEL

A 10 heures du matin, Samira, femme au foyer, se dirige vers le souk pour faire ses emplettes. Ces derniers temps, les prix de plusieurs produits de première nécessité n'ont cessé de grimper, ce qui commence à épuiser sa bourse. "Mon budget ne me permet d'acheter que la moitié de mes provisions habituelles. Les prix ont atteint un niveau insupportable", déplore-t-elle. Bouazza Kherrati, président de l'Association marocaine de protection et d'orientation des consommateurs (AMPOC), brosse le tableau de cette inflation : le kilo de farine a augmenté de 0,25 dirham, de même que le kilo de thé et de beurre, pour lesquels il faut dorénavant compter 6 et 4 dirhams supplémentaires. Quant aux tomates, le prix de la caisse est passé de 60 à 200 dirhams. "Et ce n'est pas fini. D'autres augmentations, beaucoup plus importantes, sont attendues", prévient Kherrati. Une prédiction confortée par la hausse des prix des matières premières sur le marché international.

UN MALHEUR N'ARRIVE JAMAIS SEUL

Les prix des fruits et légumes ont augmenté de "plus de 100% et le risque de pénurie commence à planer sur certaines régions, surtout en milieu rural", alerte Houcine Aderdour, président de l'Association des producteurs et exportateurs des fruits et légumes (APEFEL). En cause, une vague de chaleur qui a détruit une bonne partie des récoltes, principalement dans la région d'Agadir qui alimente les principaux marchés du royaume. Mais le climat n'est pas seul responsable de la situation. L'entrée en vigueur du Code de la route, le 1er octobre, a entraîné dans son sillage une augmentation des prix des fruits et légumes. Le nouveau texte sanctionne sévèrement la surcharge des camions de transport de marchandise (une amende de 500 dirhams par tonne supplémentaire). Résultat : les camionneurs sont obligés de multiplier les voyages et le coût du transport a flambé. "Le nouveau Code a mis fin à l'anarchie qui caractérisait ce secteur. Au lieu des 7 tonnes légales, certains camionneurs en transportaient jusqu'à 18. Du coup, la quantité de marchandises acheminées a nettement diminué", indique Abderrahim Chennaoui, SG de la Fédération générale du transport sur routes et ports. Par conséquent, certains ont dû se rabattre sur le repas du pauvre, le pain et le thé, même si, à leur tour, les prix de ces produits n'ont pas échappé à la hausse.

PHÉNOMÈNE MONDIAL

En mai dernier, le thé vert, boisson numéro 1 des Marocains, a vu son prix croître de 20%. Et ce n'est qu'un début. "Une nouvelle augmentation risque de se produire dans les prochains jours", annonce-t-on du côté de Mido food, société productrice de la marque Sultan. La hausse s'explique cette fois-ci par une flambée des prix à l'international. La Chine, premier producteur de thé vert (80% de la production mondiale) et principal fournisseur des opérateurs marocains, a vu sa production chuter de manière importante. Sur le marché international, le prix de la tonne a ainsi bondi de 10%. Le coût de revient des 31 416 tonnes de thé vert importées de Chine entre janvier et juillet par le Maroc s'est ainsi accru de 2,6%, passant de 16 660 à 17 100 dirhams la tonne. Vu la situation, une rupture des stocks n'est pas à écarter. "Jusqu'à maintenant, la situation est maîtrisable, mais le risque de pénurie est réel", alerte un responsable à Mido food.

Cette tension sur les prix a même ressuscité la crainte d'une hausse du prix du pain, surtout dans une conjoncture internationale marquée par l'envolée des cours du blé. La Fédération des boulangers-pâtissiers (FNBP) se veut rassurante : "Nous avons récemment tenu une réunion avec le ministre de tutelle, Nizar Baraka. Il s'est engagé à faire un geste pour alléger les coûts de production. De notre côté, nous allons maintenir les prix actuels", indique Houcine Azaz, président de la FNBP. A noter que pour l'importation de blé dur, les droits de douane ont été suspendus jusqu'à la fin de l'année. L'objectif est de maintenir le prix du quintal à 350 dirhams, et donc celui de la baguette de pain à 1,20 dirham.

PLUS CHER OU MOINS BON

Entre la matière brute et le produit fini, il existe une multitude d'intervenants. Et en cas de taxes supplémentaires ou d'inflation, c'est le consommateur final qui trinque. "Etant le dernier maillon de la chaîne commerciale et ayant la particularité de ne pas peser face aux lobbys commerciaux, le consommateur subit toutes les répercussions légales et illégales du système de distribution. Un système qui est rendu défaillant par le trop grand nombre d'intervenants", tonne Bouazza Kherrati. Et quand ce ne sont pas les prix qui flambent, c'est la qualité des produits qui en prend un coup. "Certaines denrées de base font continuellement l'objet de hausses de prix. L'augmentation peut être explicite, c'est-à-dire déclarée, mais dans la majorité des cas, elle est implicite, car c'est la qualité qui se détériore", poursuit Kherrati. Prenons l'exemple du gaz butane. Malgré les subventions de l'Etat via la Caisse de compensation, certains opérateurs nationaux ne sont pas satisfaits de leur marge de bénéfice. Ne pouvant pas augmenter le prix, ils agissent au niveau de la quantité de gaz. "Il existe plusieurs marques de bombonnes de butane. Mais, pour la même quantité de gaz déclarée et la même utilisation, certaines bouteilles durent 18 jours et d'autres 28. Parce que, tout simplement, certains y ajoutent de l'eau", fustige le président de l'AMPOC. Ce dernier reste convaincu qu'"à l'exception du pétrole, lier l'augmentation des prix aux fluctuations du marché international n'est qu'un écran de fumée".

Dans tous les cas de figure, il y a urgence. Celle d'assurer l'approvisionnement des marchés et donc éviter les ruptures de stock. D'après une enquête effectuée par l'AMPOC à Kénitra, les stocks de sucre et autres produits de base actuellement disponibles ne tiendront pas plus d'une semaine.

Frénésie de la consommation et coups d'arnaque

L'inflation suit depuis le début de l'année 2010 une tendance dégressive. Passant de 4,9% au mois de février 2010 à 4,6% au mois de septembre 2010, les prix à la consommation familiale ont terminé à 4,5% au terme des dix premiers mois de l'année en cours.

Le Temps
Quotidien indépendant

Alourdi par le couffin de la ménagère, le niveau de l'inflation demeure élevé, notamment en comparaison avec l'année dernière où la hausse généralisée des prix s'est maintenue à 3,4%. L'alimentation continue ainsi de jouer de mauvais tours au pouvoir d'achat des consommateurs. Les prix moyens de l'alimentation et des boissons ont enregistré au cours de la même période référence une hausse de 7,1%.

FRÉNÉSIE D'ACHAT

A quelques jours de l'Aïd, une frénésie d'achats de produits alimentaires est observée sur nos marchés. Et les prix flambent. En dépit d'une ardoise de plus en plus salée et sous prétexte de la liberté des prix pour certains produits, les vendeurs sautent sur l'occasion et jonglent avec les grilles de prix à leur guise. " Rationalisation de la consommation ", dit-on de part et d'autres. Comment peut-on rationaliser la consommation ?. Le consommateur reste toujours perplexe face à ce genre de situation, en répliquant : " Au lieu de renoncer à ma consommation pourquoi ne pas baisser le prix du bien désiré ". Ce qui fait qu'entre l'obligation d'acheter un mouton pour satisfaire l'envie de ses mômes, et tout ce qui est accessoire en plus des charges fixes (loyers, électricité, eau, gaz, ADSL, factures télécom, cours particuliers, annuités de remboursement de crédits, crèches, jardins d'enfants et garderie...), le père de famille ne sait plus à quel saint se vouer. Ainsi, la note s'alourdit davantage. Sinon comment expliquer l'écart flagrant entre les prix de gros et les prix de détail libellés pour certains produits.

Consommateurs et vendeurs ont le devoir d'assurer l'équilibre du marché. Pas d'affolement tout en évitant et en s'abstenant d'achats démesurés pour les consommateurs et aux commerçants d'avoir un minimum d'honnêteté et être en règle envers leurs semblables et concitoyens et rester fidèles à la réglementation des prix.

ET L'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ?

S'agissant de l'approvisionnement du marché à l'occasion de l'Aïd, une source du ministère du Commerce et de l'artisanat, nous a affirmé que les produits sont disponibles sur les marchés en quantité suffisante, assez fournis pour satisfaire les besoins d'une clientèle divergente.

A noter que les produits les plus prisés pour la fête de l'Aïd sont les citrons, les légumes maraîchères et les boissons gazeuses. A quelques jours de l'Aïd, les marchés municipaux sont pris d'assaut par les consommateurs avides de consommer à tout bout de champ, mais aussi par les commerçants qui ont la mauvaise habitude de hausser les prix à leur tempo.

Certains d'entre eux abusent et dépassent de loin les seuils de prix qui leurs sont prescrits et les marges bénéficiaires maximums à encaisser. C'est de l'arnaque pure et simple qu'il s'agit. A ce titre, les autorités compétentes exhortent les consommateurs à renoncer à l'achat des produits à prix exorbitants. Mais est-ce suffisant ?. Toutefois et quels que soient les prix et l'abondance des produits, le consommateur tunisien n'est pas prêt à renoncer à ses appétences.

Education: «J'ai décidé de mettre fin à ma vie pour ne plus aller à l'école»

A l'âge de 13 ans, Mohamad a décidé de mettre un terme à sa vie car il ne pouvait plus supporter un système scolaire accablant, laissant sa famille sous le choc.

Hebdo Al-Ahram

MANAR ATTIYA

"Désolé papa ... J'ai décidé de mettre fin à ma vie pour ne plus aller à l'école... Les programmes scolaires sont trop difficiles... Je n'arrive pas à comprendre les maths... Maman n'est jamais contente de moi à cause de mes mauvaises notes... Je suis un élève qui va d'échec en échec ... Un élève qui redouble souvent sa classe... ", c'est la lettre que Mohamad a laissée à ses parents avant de se suicider.

Trois semaines après la rentrée scolaire, Mohamad, en 2e préparatoire, a décidé de se donner la mort. Ce garçon, âgé à peine de 13 ans, s'est pendu dans une étable près du domicile parental, au n°9 de la rue Al-Nasr à Fayçal, dans le quartier des Pyramides. Au lieu de jouer avec son cerf-volant comme il avait annoncé à sa maman, Mohamad s'est servi d'un fil d'électricité qu'il a attaché au plafond pour échapper aux punitions de ses parents, aux humiliations de ses camarades qui le traitaient d'élève paresseux et aux réprimandes de son professeur de maths.

Selon un rapport publié par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le phénomène du suicide des enfants est en train de prendre de l'ampleur en Egypte ces dernières années en raison de la peur, du stress et de l'échec scolaire.

Mohamad, dont la mère est avocate et le père homme d'affaires, est passé par des phases de grande dépression car il était incapable de mener une vie convenable pour son âge. Inscrit dans une école de langues, il a commencé dès la 3e primaire à prendre des cours particuliers en anglais et en français. En 5e primaire, il a dû en prendre dans toutes les matières à tel point que ce garçon n'avait plus le temps ni de faire ses devoirs ni d'apprendre ses leçons. Outre les remontrances de sa maman qui ne cessait de lui répéter : " Tu es nul. Tu vas doubler l'année comme d'habitude ".

Pour un enfant de cet âge, c'est un stress insupportable. Il ne pouvait plus subir de telles humiliations. Il n'exerçait pas de sport parce qu'il avait trop de devoirs. Il ne sortait ni le vendredi, ni le samedi à cause des révisions.

C'est à 20h du soir qu'on a rendu visite à la famille de Mohamad. De très loin, on entend le Coran qui retentit dans le lieu. En s'approchant, un grand espace consacré au deuil accueille des centaines de proches et de voisins sans oublier les camarades de classe de Mohamad.

Non loin et au 3e étage, dans la maison de Mohamad, on voit une grande photo de celui-ci sur laquelle est accroché un turban noir. Tout le monde porte des vêtements de deuil. La maman de Mohamad, vêtue en noir, accueille les visiteurs sans bouger de sa place. Elle n'arrive pas à se mettre debout.

L'IMPORTANCE DU PSY

En effet, Mohamad ne cessait de répéter qu'il détestait l'école et qu'il préférait mourir que de s'y rendre. " Un signal d'alarme que les parents n'ont pas pris au sérieux. Un spécialiste aurait pu être d'un grand secours et éviter le pire ", note Dr Nasser Loza, directeur de l'hôpital d'Al-Abbassiya. Aujourd'hui, les parents de Mohamad ont un sentiment de culpabilité : " On aurait dû aller chez un psychiatre. Il aurait pu écouter notre enfant, le faire parler et lui faire comprendre beaucoup de choses ".

Mais en Egypte, le problème est que les parents n'osent pas se rendre chez un psychiatre ou reconnaître que leur enfant a un problème ou souffre d'une forme de dépression. Et lorsqu'un drame survient dans leur vie, ils sont pris par un sentiment de honte car dans la religion, le suicide est interdit et celui qui se donne la mort est considéré comme un athée et est privé de la prière des morts. " Mais quand un enfant décide de mettre fin à sa vie, il ne réalise pas la gravité de son geste. Son désir est d'attirer uniquement l'attention sur lui ", ajoute Dr Maha Emad.

Selon un rapport de l'Organisme central de mobilisation générale et de statistiques, le nombre de suicides parmi les enfants ou les adolescents n'est pas précis et les parents ne l'avouent pas car c'est déshonorant. " 5 000 cas de suicide ont été enregistrés en 2009 ", précise la même source, qui relève que la plupart des tentatives de suicide concernent de jeunes hommes âgés entre 15 et 25 ans. Aujourd'hui, c'est le choc chez la famille de Mohamad. Personne ne s'attendait à une telle catastrophe. Sa sœur de 9 ans, assise dans un coin toute seule, ne comprend toujours pas ce qui est arrivé à son frère.

Le suicide de Mohamad a marqué aussi son frère et sa sœur. Cette dernière se pose beaucoup de questions : " Qu'est-ce que le suicide ? Pourquoi Mohamad s'est-il donné la mort ? C'est peut-être de notre faute ? ". Les enfants ont souvent ce sentiment de culpabilité d'avoir fait quelque chose qui aurait poussé leur frère à se donner la mort. Ils peuvent se dire : " Si seulement j'avais fait ce que mon frère m'a demandé, si seulement je ne m'étais pas tant chamaillé avec lui, si j'avais pu lui montrer combien je l'aime ... peut-être ne serait-il pas mort ? ". Sa sœur Amal ne cesse de répéter : " Je veux mourir parce que je veux revoir Mohamad ". Il n'y a pas de réponse permettant aux enfants de comprendre pourquoi leur frère s'est suicidé. Et même si cette personne a laissé un mot, il est souvent difficile de comprendre son geste. Seul Mohamad est capable d'éclaircir ce mystère. Quant à son frère de 14 ans, il a mûri d'un seul coup. Son visage est triste, il ne rit plus et est devenu agressif avec tout le monde. Il vit très mal la disparition de son frère qui lui manque énormément. " Je ne souhaite à personne, même à mon pire ennemi, de connaître cette douleur. Je me demande ce qu'on a fait pour mériter un tel châtiment ", conclut sa maman, en larmes, qui ne parvient pas à surmonter ce drame qui va la marquer à vie. Depuis sa disparition, son chien ne cesse d'aboyer et son perroquet continue de crier son nom. " Il aimait beaucoup les animaux, c'était un être sensible et en même temps fragile. Il adorait tout le monde, ses professeurs, ses camarades, ses amis, même ceux qui le malmenaient. Seulement, il détestait l'école et trouvait le programme trop chargé ", conclut son professeur de français.

Etudiants chinois en France : les dessous du système

Des circuits opaques d'inscription en fac ont prospéré, profitant de l'augmentation du nombre des étudiants chinois en France.

LEFIGARO

Palais de l'Élysée, jeudi 4 novembre 2010: face au président Hu Jintao, Nicolas Sarkozy porte un toast aux "deux grandes nations" que sont la Chine et la France. Le chef d'État français salue "l'immense succès que représentent (...) les 30.000 étudiants chinois (qui) vivent dans notre pays", affirmant même sa volonté d'en doubler le nombre. Un sujet secondaire en apparence mais qui, pour les initiés, est loin d'être anodin. Car, ces dernières années, la pression de Pékin a été forte pour que ses étudiants soient accueillis en nombre. L'ambassade de France à Pékin "a ouvert grand les bras aux candidats souhaitant intégrer les universités françaises", note un diplomate. Quitte à ne pas être très exigeante sur la qualité des postulants. En dix ans, le nombre des admis a été multiplié par dix. "Les dés sont pipés", insiste-t-il, pointant les dérives d'un système qui avait cours ces dernières années. Poussé à l'extrême, il a pu aboutir au scandale de l'université de Toulon où de "graves irrégularités" ont été relevées dans l'inscription des étudiants chinois.

Depuis, un rapport conjoint des Inspections générales de l'Enseignement supérieur et des Affaires étrangères a démonté les mécanismes d'une situation explosive. Mais il faudra sans doute attendre les lendemains du remaniement pour que les deux ministères le rendent public. Enquête sur les failles d'un système que le gouvernement veut désormais assainir.

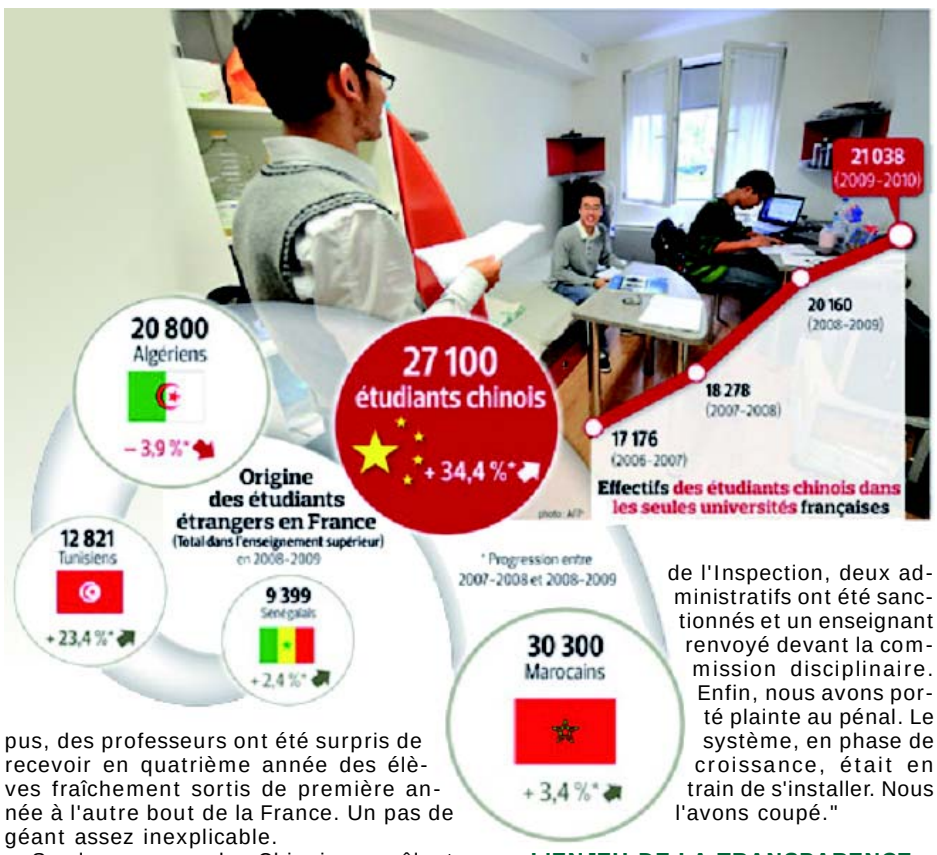
• EN CHINE, UNE SÉLECTION LAXISTE

Les recalés d'un système universitaire chinois draconien préfèrent souvent tenter leur chance à l'étranger. Après cet exil, revenus au pays, ils peuvent séduire les multinationales qui apprécient ces profils rodés aux codes occidentaux. Mais rien ne prépare ces jeunes de Shanghaï, Canton ou Pékin à ce saut dans l'inconnu. Tout commence chez eux par un "test de niveau linguistique". Le français n'étant pas enseigné dans le secondaire, les candidats doivent soit s'offrir des cours accélérés, soit... tricher. Certains vont jusqu'à acheter des grilles pour apprendre les quatre-vingts réponses par cœur. Un entretien oral est aussi prévu mais mené, semble-t-il, sans grande rigueur. Sur ce laxisme ambiant se sont greffées des officines qui monnayent de pseudo-packages permettant de décrocher l'examen, le visa, la pré-inscription en faculté et le billet d'avion...

En mars 2009, le Centre international d'études pédagogiques lance une alerte aux 83 universités françaises: "Des dysfonctionnements ont été constatés lors des sessions du test de connaissance du français (...). Des fraudes ont pu, de ce fait, avoir lieu (...). Des résultats ne correspondent pas au niveau réel de compétences en français." Les centres de "Pékin, Shanghaï, Canton, Wuhan et Chengdu" sont visés. Dans la foulée, les tests sont modifiés et renouvelés tous les trois mois.

• EN FRANCE, DES DÉRIVES MULTIPLES

À des milliers de kilomètres de là, plusieurs universités - souvent de second rang - s'accommodent d'une situation qu'elles ne maîtrisent guère en amont, les yeux rivés sur leur budget. En effet, celui-ci est calculé au prorata des étudiants inscrits. Depuis la réforme des universités, cette politique du chiffre "n'est plus aussi rentable". Quelques exemples illustrent ces effets pervers. À Grenoble, plusieurs Chinois découvrent à leur arrivée qu'une formation, pourtant dûment payée (environ 5400 euros), n'existe plus... À Perpignan, un étudiant propose à un maître de conférences une liasse de billets de 500 euros pour qu'il remonte la moyenne de ses copies et valide son passage dans l'année supérieure. Et, dans divers campus, des professeurs ont été surpris de recevoir en quatrième année des élèves fraîchement sortis de première année à l'autre bout de la France. Un pas de géant assez inexplicable.



Sur les campus, les Chinois se mêlent peu aux autres. Les enseignants se heurtent parfois à un mur d'incompréhension lorsqu'ils s'adressent à l'un d'eux. Un simple "Je vous en prie, asseyez-vous" à un candidat de master n'est suivi d'aucun effet. À Paris 13-Villetaneuse, des soupçons de fraude se confirment à la rentrée 2009. Toujours ces tests de français étranges, ces dossiers incomplets parmi les quelque 700 étudiants accueillis... De quoi alerter le président de l'université, Jean-Loup Salzmann, prompt à réagir: "On a dénombré plusieurs dizaines de cas litigieux et convoqué les étudiants concernés. La plupart ne sont pas venus... Au terme d'une enquête de l'Inspection, deux administratifs ont été sanctionnés et un enseignant renvoyé devant la commission disciplinaire. Enfin, nous avons porté plainte au pénal. Le système, en phase de croissance, était en train de s'installer. Nous l'avons coupé."

• L'ENJEU DE LA TRANSPARENCE

Un haut fonctionnaire de l'éducation tire une triste morale de cette affaire: "Comment pouvons-nous continuer d'accepter de sacrifier l'ambition d'une jeunesse qui ne demande qu'à réussir? On a trompé ces étudiants. Des universités ont joué leur survie sur leurs têtes." Le gouvernement affiche aujourd'hui sa volonté de transparence. Plus question de fermer les yeux sur ces dérapages. Tout le monde devrait trouver un intérêt à cette opération mains propres: les entreprises chinoises en recrutant des diplômés bien formés et la France, qui cherche à gagner des places dans les classements internationaux, tel celui de Shanghaï, en valorisant l'image de ses cursus universitaires.

Au point de vente d'El Ouardia

Ruée sur les moutons à prix abordables

La Presse DE TUNISIE

La fête du sacrifice est incontestablement une grande fête religieuse. A partir de là, le mouton revêt une autre dimension. A quelques jours de l'Aïd, les points de vente sont pris d'assaut. Pas question de faire l'impasse sur une fête de consommation pour laquelle on s'endette plutôt que le faire moins bien que le voisin. La fête se transforme en une contrainte mais encore une fois, l'Aïd El Kébir est rigoureusement respecté en Tunisie. Et pour preuve : 11h00 à un point de vente d'El Ouardia et après un contrôle sanitaire strict effectué par des vétérinaires accrédités, moutons et béliers sont exposés à la vente au poids par le biais d'une bascule électronique qui détermine le prix de chaque bête désigné au sacrifice. Il existe trois catégories de prix: celui inférieur à 40 kg est fixé à 6d,200 le kg, entre 40 et 65 kg à 5d,800 et supérieur à 65 kg à 5d,600. Des habitués des lieux qui, à l'approche de chaque Aïd, effectuent l'achat de la bête à sacrifier dans le même point de vente et bien d'autres venant parfois de loin, de très loin, s'approvisionnent en faisant des prix et sans passer par des intermédiaires qui n'ont pas pignon sur rue. Des centaines de bête sont écoulées chaque jour au grand bonheur des familles qui viennent accompagnés de leurs enfants choisir le mouton destiné à les accompagner jusqu'au moment du sacrifice. Le point de vente visité est alimenté à chaque fois de nouvelles têtes de moutons éparpillées sur différents box, outre le grand espace situé en plein cœur de l'endroit renfermant des béliers et moutons d'une manière hétérogène. Il ne s'agit certes ni d'une industrie ni d'une régulation. La bête est exposée à la vente depuis 6h00.

AU BONHEUR DE TOUT LE MONDE

La queue devant la porte d'entrée afin d'obtenir un bon de livraison ou encore un droit d'entrée, prend forme depuis 4h00 et 5h00, nous apprend-on. Et pour cause: le choix entre le bélier à queue fine, apprécié par les Tunisiens et celui à la queue grasse est plus important à l'ouverture des guichets, c'est-à-dire aux premières ventes. Abdallah, à l'instar d'un bon nombre de Tunisiens, affirme d'emblée que nulle société ne peut vivre privée du sacré et que l'acquisition du mouton entre dans ce cadre. Habitué des lieux depuis déjà sept ans, le jeune homme s'arrange pour prendre un congé afin d'acheter son mouton dans les meilleures conditions et au meilleur prix.

"Chaque foyer, selon ses moyens, opte pour le choix de mouton. Certains, plus aisés que d'autres s'octroient des moutons allant même jusqu'à 400 et 500D. En ce qui me concerne, le mien, je l'ai acheté à 190D. Les prix sont les mêmes que l'année dernière malgré la baisse considérable des prix qui s'est effectuée ces derniers jours après une flambée remarquable", indique le jeune homme. D'autres semblent moins satisfaits que Abdallah. "Les prix ne vont pas de pair avec le choix de la bête. Certaines sont trop chétives ne pesant même pas 30 kg et dont l'âge n'est pas autorisé au sacrifice sont monnaie courante dans le point de vente", soulignent d'autres. "Propos infondés", rétorque le vétérinaire des lieux chargé de guider notre visite. "Il y en a pour toutes les bourses et tous les poids sont disponibles. L'âge de la bête est supérieur à 6 mois". Il est vrai que ce point de vente regorge de bêtes dont les prix sont accessibles à tout un chacun.

Des négociations, des discussions, des attentions particulières pour la bête à sacrifier et tout un rituel qui sera très vite oublié dans peu de jours pour céder la place à des festivités découlant de la fête du mouton... Encore une occasion pour renforcer des liens communautaires et commémorer une fête religieuse importante où la dimension d'entraide n'en n'est pas des moindres.

Egypte : «Je ne rêve à rien et je m'en remets à Dieu»

Courrier International

Victimes d'un système éducatif obsolète et guettés par le chômage, les jeunes Egyptiens sont désabusés tandis que la répression les éloigne de la politique.

Vingt millions d'Egyptiens ont entre 18 et 29 ans, soit le quart de la population ; 90 % des chômeurs ont moins de 30 ans.

Autrefois, quand on interrogeait un jeune Egyptien sur le métier de ses rêves, il répondait homme d'affaires, ministre, et pourquoi pas président de la République. Etre conscient des réalités et des difficultés de la vie ne l'empêchait pas de rêver et de se laisser aller à des projections optimistes, voire fantaisistes. Jusqu'à une date récente, c'étaient des réponses faites sur le ton de la plaisanterie par des jeunes ordinaires. Moins ordinaires sont les réponses d'aujourd'hui, telles qu'on les voit dans le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), publié cet été sous le titre : "Jeunes d'Egypte : construire l'avenir". C'est même un choc que l'on ressent à la lecture de la réponse donnée par la plupart des personnes ayant participé à l'enquête : "Aucun métier ne me fait rêver." Comment comptent-ils donc faire pour aboutir à quelque chose dans la vie ? Certains ne comptent que sur leur capacité à se débrouiller, d'autres sur leur famille ou sur l'Etat. Mais la grande majorité a choisi de s'en remettre à Dieu.

La première de leurs préoccupations est le chômage. Toujours selon ce rapport, les taux les plus élevés concernent les personnes à la recherche d'un premier emploi. La faute au système éducatif ? Seulement une minorité en sort avec les compétences requises par le marché du travail. Les diplômés de l'enseignement supérieur sont d'ailleurs plus touchés que la moyenne. Et notamment les femmes, dont la participation au marché de l'emploi ne dépasse pas les 20 %. Les jeunes que nous avons rencontrés sont en dernière année d'université ou fraîchement diplômés. Moustapha, 25 ans, a terminé des études de commerce depuis deux ans. Il est toujours à la recherche d'un travail. Après ses études, il a passé des mois à "redresser ce que le système éducatif avait tordu", selon son expression. "Je n'avais aucune compétence réelle, explique-t-il. Je ne parlais pas de langues étrangères et, si ce n'est que j'utilisais Internet, je ne maîtrisais pas l'informatique." Son camarade Haitham, 22 ans, vient de terminer ses études à la faculté de lettres. "Je ne suis pas très optimiste pour l'avenir. Si seulement le gouvernement pouvait revenir à la raison et recommencer à donner d'office des postes aux diplômés." C'est précisément l'un des éléments sur lequel le rapport du PNUD s'arrête, en soulignant la persistance d'habitudes héritées de l'époque socialiste [politique fondée sur la nationalisation et sur une réforme agraire instaurée par Gamal Abdel Nasser dans les années 1960]. Il en est resté la conviction profondément ancrée dans la population que c'est au gouvernement de créer des emplois et d'assurer une protection sociale. Le rapport évoque également le "cercle vicieux de la pauvreté", c'est-à-dire la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre. Un jeune né pauvre le restera dans la plupart des cas et n'aura ni les compétences ni les moyens lui permettant de saisir les opportunités pour accéder à un emploi stable.

S'intéressent-ils à la politique ? Tareq, 23 ans, trouve la question incongrue. "De quoi parlez-vous ? Quelle politique ? Que je trouve à me nourrir d'abord !" Si ni lui ni aucun de ses proches ne s'impliquent dans les activités politiques, cela ne s'explique pas seulement par leur condition sociale et leurs difficultés à subvenir à leurs besoins quotidiens, mais surtout par le fait qu'ils sont désabusés. L'immense majorité des jeunes sont dans le même état d'esprit. Ils ne croient pas que la politique puisse changer leur vie ni répondre à leurs véritables préoccupations. A cela s'ajoute la peur : "Je pourrais aller voter. Mais si je vote vraiment selon mes convictions, en refusant les pots-de-vin et en m'opposant à la corruption, qui me garantit que je rentrerai sain et sauf à la maison ?" demande l'un d'eux. Et un autre d'ajouter : "Mes parents me disent toujours : 'Fais ce que tu veux, sauf de la politique ! Evite-la et tu seras heureux.'" D'autres, et ils sont nombreux aujourd'hui, estiment que "la politique, c'est croire en Dieu ; les manifestations, c'est la prière ; l'engagement, c'est de se tenir à l'écart de l'hypocrisie des partis politiques et des mensonges du gouvernement". De manière générale, le sentiment qui prédomine est que l'Etat ne leur offre rien et que le seul moyen d'ascension sociale réside dans la corruption, le piston et le contournement de la loi.

L'Observateur du Maroc

La fête de tous les sacrifices

Aquelques jours de l'Aïd El Adha, l'effervescence économique bat son plein. Et ce ne sont pas les idées qui manquent pour faire de bonnes affaires. De plus en plus créatifs, les Marocains ne cessent d'inventer de nouveaux métiers et services autour de cet évènement qui relève plus de la tradition que de la religion. Ainsi, des pensions "Foundouq" pour moutons commencent à voir le jour, notamment dans les quartiers populaires. Garages, tentes dressées ou baraques, tout peut servir d'hôtels destinés à "héberger" des dizaines de bêtes jusqu'à la veille de l'Aîd. "Les gens n'ont plus assez d'espace pour garder leurs moutons, le problème se pose davantage pour ceux qui habitent des résidences et des immeubles, c'est ainsi que j'ai eu l'idée de transformer le garage de mon père en pension temporaire pour moutons", explique Adil, ce jeune Casablancais qui propose ses services depuis 3 ans déjà aux habitants du quartier Bernoussi. "Pour moi, ce n'est pas par souci d'espace, mais surtout d'hygiène que j'ai décidé de laisser mon mouton ici, je ne supporte ni son odeur désagréable qui envahit la maison pendant des jours, ni ses bêlements au milieu de la nuit", avance Mustapha, fidèle client de Adil. Quant aux tarifs, ils varient selon les quartiers et les services proposés. Mais ils ne dépassent guère 20 DH la soirée. Plusieurs packages sont proposés et même des réductions sont possibles selon le nombre de moutons confiés. En effet, le client peut choyer son mouton en lui payant une pension complète qui comprend hébergement individuel et alimentation. Même cette dernière peut varier d'un package à un autre, elle peut être à base de foin, d'orge ou d'herbes fraîches.

Les " Foundouqs " ne sont pas le seul business qui prospère à cette occasion. A quelques semaines de l'Aîd, les organismes de crédit se frottent aussi les mains. Les petits crédits allant de 2500 DH à 10.000 DH dominent désormais les affiches publicitaires de la ville. Des offres alléchantes qui proposent des durées de remboursement pouvant aller jusqu'à un an et plus. "Je suis obligé de prendre un crédit, j'ai un petit salaire qui ne me permet pas de faire d'épargne", justifie Hamid, fonctionnaire, pour son recours au crédit. Epargne ou pas, il n'est pas question de passer l'aïd sans le mouton tant attendu par les enfants et... les voisins.

Hamid a opté pour un crédit qu'il va rembourser sur 12 mois, il sera donc rattrapé par le mouton de l'année prochaine. "D'ici là, on verra !", conclut-il sur un ton pensif.

Pain, lait, eau, transports…

L'Aïd, ses pénuries, ses tracas

Ph.: B. H. Karim

J. Boukraâ

Comme chaque année, durant les deux journées de l'Aïd El Adha, le scénario des pénuries et du problème de transport était de retour, malgré les appels des différentes sections de l'union des commerçants algériens. Durant la matinée du premier jour de l'Aïd, quelques boulangeries étaient ouvertes notamment à St Eugene, Petit Lac , St pierre… Ces boulangeries ont fermé vers 10 heures du matin laissant place aux revendeurs. Durant l'après midi, la baguette du pain a été cédée à 15, voire 20 dinars au niveau des marchés de la Bastille et de St Pierre, entre autres. D'autre part, le sachet de lait n'a pas dérogé à la règle ; il était introuvable dans beaucoup de magasins et a été proposé à 35 dinars au niveau de quelques commerces, notamment dans les quartiers populaire comme Les Planteurs, Ras El Ain, El-Hamri, entre autres. En outre, la majorité des magasins d'alimentation générale et de fruits et légumes étaient fermés.

Sur un autre plan, le citoyen a encore une fois été confronté au problème de manque de transports. Ce problème a touché presque toutes les lignes. Quelques bus seulement étaient de service hier matin et encore moins durant la première journée de l'Aïd. Une situation qui a encouragé les clandestins et certains taxieurs pour augmenter leurs tarifs. Cette année, un autre problème est venu s'ajouter aux autres. Plusieurs quartiers, notamment St Eugène et la cité Mouloud Feraoun (ex Cité Perret), ont passé l'Aïd sans eau. Le problème a touché surtout les habitants des tours, à l'instar des HLM «Zalamite», et la Cité Perret. Il s'agit d'un problème de pression, selon certaines sources.

Au premier jour de l'Aïd

185 évacuations vers les urgences

Comme d'habitude, l'Aïd El-Adha a eu son lot de blessures et autres incidents dus essentiellement à de mauvaises manipulations de couteaux et autres objets contendants usités durant la fête, sans parler des brûlures dues aux barbecues. Ainsi, au premier jour de l'Aïd, mardi, l'hôpital d'Oran n'a pas chômé. En effet, quelque 185 évacuations vers les urgences médicochirurgicales ont été enregistrées. Parmi ces cas, on note une cinquantaine de blessés dont une vingtaine de coupures plus ou moins graves faites à l'aide de couteaux, 25 brûlures, des enfants pour la plupart, ainsi que quatre explosions dont deux bouteilles de gaz butane et deux cocottes minute. A noter également dix cas d'indigestion. D'autre part, un incendie s'est déclenché au niveau d'un balcon de l'immeuble «Sémiramis» sis au quartier de St Eugène, vers 20 heures. Le feu s'est déclenché lorsque les habitants de l'appartement tentaient d'allumer un brasero. Heureusement, le feu a été rapidement maîtrisé, et aucun blessé n'est à déplorer dans cet incendie. Enfin, notons le décès d'une jeune de 23 ans, le premier jour de l'Aïd, qui a succombé à ses blessures après avoir été agressé, il y a quelques jours, au quartier de Derb, à l'aide d'une arme blanche. **J. B.**

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Ça change

Qui a dit que les nôtres, ceux d'ici et qui sont là-bas ; ceux que l'on appelle tantôt émigrés felkharij et immigrés felbled qui les a vu naître ; ceux que l'on attend avec impatience chaque vacance, qui a dit qu'ils ne participent pas à l'essor de l'économie nationale ? Faux de chez faux. C'est vrai qu'ils n'envoient pas de devises à partir de là-bas, ici, mais c'est because il y a eu trop de scandales bancaires dans le douar national.

En plus ceux qui ont été tentés d'expédier quelques sous pour l'urgence ou par «euroisme», ils ne sont pas prêts à la même expérience, tant l'opération a duré une éternité. Moi, et «aaoudou billah mine qaoulette moi», je suis convaincu qu'ils sont d'un apport labess pour l'économie nationale. Ils échangent au «parallèle» le peu d'euros chez le serrurier cambiste du coin. Ils sont gagnants. C'est normal, je ne connais pas un seul Algérien qui aime perdre, même en jouant au nibli. A eux les vacances. C'est rare quand ils se payent un hôtel, et c'est normal, la maison familiale est assez vaste ouel guedra qui fait manger cinq peut nourrir dix. Ghammess khouya, ghammess. Un euro c'est 13 dinars. A partir de là, commencent les calculs. On prend tous les enfants chez l'ophtalmo, la visite générale, la correction, l'optométriste, les verres, les montures griffa le tout à presque rien. Ça aurait coûté les yeux de la tête là-bas. Les adolescents, eux, feront leurs emplettes de CD-musique piratée, les derniers tubes sont à la portée et les logiciels, je vous dis pas. Papa lui profite pour refaire son dentier. Et puis y'a la fille qui bientôt va se marier là-bas avec un type de là-bas. On lui achète sa dot ici. Belbaraka. Youyou… are très «euroïque». La malle de la grosse cylindrée n'a qu'à bien se porter au retour. Et le porte-bagages aussi. Alors qui a dit que les nôtres ceux de là-bas n'aident pas l'économie d'ici. En tout cas moi, et aaoudou billah mine moi, je les préfère à ceux qui changent leurs dinars en euros et qui vont jouer sur les coqs sur les cotes, cotes, cotes… Mais attention, faut pas qu'ils se prennent pour treize fois ce qu'ils sont.

Aïn El Turck

47 familles sinistrées bientôt relogées

Rachid Boutlélis

Une opération de relogement touchera dans les tout prochains jours les familles sinistrées ayant élu domicile dans l'ex-camping de toile situé dans la localité côtière de Claire Fontaine, sur le territoire de la daïra d'Aïn El Turck.

Selon des sources concordantes, cette décision a été prise par le wali lors de sa dernière visite dans cette daïra et au cours de laquelle il a effectué une escale au niveau de cet ex-camping où sont recasées, depuis des années, 47 familles. Notre source indique que le site en question sera par la suite récupéré pour abriter un projet d'utilité publique. Dans ce contexte, il importe de noter que les 100 logements réalisés dans la localité de Akid Abbès constitueront la première tranche de cette opération qui concernera également d'autres familles sinistrées essaimées dans les localités du littoral ouest. Notons encore que 160 logements sociaux sont en phase d'être réalisés dans cette daïra où la demande en matière de relogement frise le quadruple par rapport à l'offre. Un nombre indéterminé de familles se disant mal logées, qui est à l'écoute d'une éventuelle opération, ne cesse ces derniers jours de manifester son appréhension quant à la probable mise à l'écart de la liste des bénéficiaires. Il y a lieu de rappeler qu'un rassemblement de familles sinistrées s'est tenu jeudi dernier devant le siège de ladite daïra. Les représentants de ces familles ont été reçus par le chef de daïra qui a assuré que l'opération de relogement s'effectuera conformément aux critères exigés et selon les règles en vigueur.

Arrêt programmé de «Kahrama» le 21 novembre

Le complexe de dessalement d'eau de mer et de production d'électricité «Kahrama» situé dans la zone industrielle d'Arzew (Oran) marquera un arrêt dans la production du 21 au 26 novembre en cours pour des travaux de maintenance, a-t-on indiqué à la direction de cette société.

L'alimentation en eau potable des habitants de la wilaya se poursuivra normalement, a-t-on assuré. Cet arrêt provisoire permettra d'entreprendre des travaux de maintenance au niveau des installations communes, ainsi que des travaux relatifs à la levée des réserves techniques restantes, a-t-on précisé dans un communiqué. Il sera procédé à la révision annuelle du groupe turbine à gaz n°3 et de son unité de dessalement d'eau de mer jusqu'au 30 novembre, sachant que la reprise de l'approvisionnement en AEP à partir du complexe «Kahrama» sera progressive à partir du 26 novembre. La direction de «Kahrama» a fait savoir que les habitants d'Oran seront approvisionnés en AEP à partir d'autres sources à l'instar des barrages avoisinants de la wilaya, et ce durant la période d'arrêt de production au sein de ce complexe qui produit environ 60 millions m^3 d'eau/jour.

L'un des ténors du Parti Socialiste français

Manuel Valls, ce dimanche à Oran

El Kébir A.

L'un des ténors du Parti Socialiste français, Manuel Valls, donnera une conférence dimanche prochain à 18 h au Centre Culturel Français d'Oran, qui portera sur «*la gestion de la ville et de la région parisienne (Evry) : un exemple d'organisation multiculturelle*». Maire d'Every depuis 2001 et député de l'Essonne depuis 2002, c'est à l'âge de 17 ans que Manuel Valls a adhéré au Parti Socialiste où il y a notamment milité pour Michel Rocard, avant d'en devenir le secrétaire national à la communication dans les années quatre-vingt-dix. En 1997, Lionel Jospin, alors Premier ministre, l'appelle à son cabinet pour le charger de la communication et de la presse. Manuel Valls est également auteur de plusieurs ouvrages, notamment : «*La laïcité en face*» (2005), « *Les habits neufs de la gauche*» (2006), «*Pour en finir avec le vieux socialisme…*et «*Être enfin de gauche*» (2008), et enfin «*Pouvoir*» (2010). Depuis le 20 octobre dernier, il préside une mission parlementaire d'information sur le droit de la nationalité en France. Par ailleurs, étant animateur du courant : «Â gauche, besoin d'optimisme», il est également candidat à la primaire socialiste, en vue des élections de 2012.

Rencontre avec Malek Alloula

D. K.

Une rencontre sera organisée avec l'écrivain Malek Alloula au siège de l'IDRH (Institut de développement des ressources humaines), ce samedi 20 novembre, sis à Canastel, en après-midi.

Né en 1937 à Oran, Malek Alloula vit à Paris depuis 1969 où il travaille dans l'édition. Il collabore notamment aux éditions Christian Bourgois depuis leur fondation. Poète et écrivain, il est une figure discrète et essentielle de la littérature algérienne. Essayiste, Malek Alloula, par son livre «*Le harem colonial - Images d'un sous-érotisme*» (Slatkine, 1980 ; Séguier, 2001) a bouleversé le rapport à la photographie coloniale où il met à nu ses stéréotypes. Frère du dramaturge Abdelkader Alloula (assassiné en 1994), Malek Alloula préside «l'Association Abdelkader Alloula» créée en hommage au grand dramaturge oranais et qui vise à perpétuer son oeuvre. Les éditions Barzakh ont entrepris de publier l'ensemble de son œuvre. Sont parus à ce jour : «*Villes et autres lieux*» (poèmes, Bourgois, 1979 ; Barzakh 2007) ; «*Rêveurs/Sépultures & Mesures du vent*» (poèmes, Sindbad, 1984 ; Barzakh, 2007) ; «*Le cri de Tarzan, la nuit, dans un village oranais*» (nouvelle, Barzakh, 2008).

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Habri Rabah, 60 ans, 10, rue Okba Ben Nafaa, St-Hubert.
Benhabib Tidjani, 84 ans, 43, rue Med Khemisti, Oran.
Amri Med, 81 ans, 09, rue Med Sari, St-Pierre.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

12 dhou el hidja 1 4 31

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h14	**12h48**	**15h34**	**17h58**	**19h18**

TAMENTIT

Le gaz de ville pour 1500 foyers

Le coup d'envoi des travaux de la pose de la canalisation de gaz de ville a été donné la semaine dernière par le premier responsable de la willaya lors de sa sortie à Tamentit, où le réseau gazoduc est arrivé de Sbaâ.

Bentouba Saïd

Une enveloppe financière globale de 11,5 milliards de centimes a été engagée pour cette opération. Il est à noter que 6,4 milliards de centimes seront alloués pour le réseau de transport sur une distance de 1,2 kilomètre et 5,1 autres milliards de centimes pour le réseau de distribution sur une longueur de 16 kilomètres. Un délai de 12 mois a été accordé à l'entreprise détentrice du marché.

Ce projet vise à alimenter 1.500 foyers dans la commune de Tamentit, ce qui va mettre fin à des années de souffrance des habitants qui utilisent les bouteilles de gaz. La sortie sur terrain de M. Sassi Ahmed Abdelhafid, wali Adrar, dans la daïra de Fenoughil, était une occasion pour inspecter de près les projets de développement lancés au profit des communes de cette daïra. L'on saura ainsi que la commune de Tamentit a bénéficié d'un plan d'aménagement de la ville dont le programme porte sur l'assainissement. Pour ce dernier, les travaux sont en cours avec un taux d'avancement de 90%. Une enveloppe de 6,7 milliards de centimes a été allouée à cet effet, rappelle-t-on. Ce qui va débarrasser des fosses septiques qui représentent un grand risque sur la santé publique.

Il est à souligner que le réseau d'assainissement n'existait pas auparavant dans la commune de Tamentit. Celle-ci a donc bénéficié d'une opération d'aménagement avec 2,7 milliards de centimes et les travaux ont atteint le taux de près de 100%. Un programme de réhabilitation de l'éclairage public a été inscrit pour une enveloppe budgétaire de 550 millions de centimes. Des instructions ont été données au maire de la ville pour la mise en place d'une équipe de nettoyage et d'entretien du réseau routier, notamment la double voie de la route nationale n° 6, opération pour laquelle une enveloppe financière de 7 milliards de centimes a été dégagée. Les travaux porteront sur le dégagement du sable qui envahit constamment la voie.

Le nouveau lycée de Tamentit a été visité et des réserves sur la qualité des travaux ont été formulées. Une enveloppe de 23,8 milliards a été réservée à la réalisation de cet établissement scolaire qui va permettre la scolarisation des filles des ksour. A cause de l'éloignement du lycée, de nombreuses filles abandonnent les bancs du lycée.

Dans le ksar de Touki, la première pierre inaugurale pour la réalisation d'une salle omnisports a été posée et une enveloppe de 500 millions de centimes a été allouée. Le problème de l'électricité et de l'assainissement des quartiers, notamment la cité des 30 logements, a été soulevé par les habitants. Un engagement a été donné pour régler ce problème en priorité. Dans le ksar de Boufadi, un terrain de football verra le jour, une opération pour laquelle a été allouée une enveloppe de 500 millions de centimes.

Il est à noter que la commune de Tamentit, qui est constituée de 11 ksars avec 8.500 habitants, a bénéficié l'année dernière de 11 projets, dont 9 réalisés à 100% et 2 autres en cours de réalisation. Parmi ces projets, la réalisation de 480 logements ruraux (dont 160 unités en cours de réalisation) et 70 logement sociaux.

MOSTAGANEM

7.200 tonnes de pomme de terre de semence réceptionnées

Ayache Djamel

Trois navires provenant de Hollande, avec à leur bord 7.200 tonnes de pomme de terre de semence, en rade depuis plusieurs jours, ont accosté dans la soirée de ce samedi au port de Mostaganem. D'autres navires sont annoncés dans les prochains jours pour faciliter l'accostage des navires et accélérer la cadence de déchargement. 2 postes à quai ont été réservés exclusivement à ces navires, accord conclu lors d'une rencontre tenue la semaine dernière entre l'association des importateurs du tubercule, soit une dizaine d'opérateurs, et l'autorité portuaire. L'autre accord conclu est celui de décharger même de nuit. A noter que l'opération d'importation de la pomme de terre de semence a débuté l'an passé 10 jours plus tôt que cette année. Ce sont 98.000 tonnes de tubercule qui ont transité par le port de Mostaganem. Selon un importateur, une diminution de 18% sur la commande a été annoncée pour cette année.

AÏN-TÉMOUCHENT

L'ANGEM s'invite dans les centres de formation

Belhadri Boualem

L'Agence nationale de gestion de micro-crédit (ANGEM) de la wilaya de Aïn-Témouchent quitte ses bureaux et prend la direction des jeunes stagiaires de la formation professionnelle. Aller vers les jeunes est la nouvelle formule qu'elle va lancer du 15 au 27 novembre courant.

La campagne d'information et de sensibilisation, placée sous le sceau caractéristique «pour une meilleure prise en charge des produits de la formation», est une mise en relation directe sur les structures de la formation avec les stagiaires en vue de les persuader de la nécessité d'avoir un métier en mesure de monter une petite entreprise à modules variables, selon les moyens des futurs promoteurs.

Le contact direct Angem-produits de la formation est un moyen de mettre en relation le dispositif d'insertion et d'accompagnement et les petits métiers qui cadrent bien ave les créneaux porteurs de la wilaya. Ils sont nombreux et variés et s'élargissent aux corps secondaires, à l'artisanat, à l'agroalimentaire, à la pêche et au tourisme. Le communiqué de l'Angem, dont une copie a été adressée à notre bureau, indique qu'il est tenu de présenter des plans positifs et de faire valoir la politique du gouvernement en matière de création de micro-entreprises.

Le tissu de la PME/PMI à Aïn-Témouchent est passé à une vitesse supérieure, car maintenant les dispositifs ont compris que ce sont eux qui doivent aller en direction des jeunes pour les persuader, les intéresser, les mettre en confiance et les accompagner pour réussir leurs projets.

Au total, depuis 2005, l'Angem de Aïn-Témouchent a financé 2.993 dossiers d'acquisition d'équipements et 290 petits projets.

TLEMCEN

Les sinistrés indemnisés plus rapidement

Khaled Boumediene

Un plan d'action pour réduire les délais de règlement des sinistrés a été mis en œuvre à la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) de Tlemcen, a-t-on appris mercredi dernier, auprès du directeur de la CRMA, M. Chalabi Mohamed Amine. «Nous croyons fermement que cela n'est pas seulement justifié du côté des assurés qui le réclament inlassablement mais que c'est surtout une nécessité vitale et absolue pour la survie de notre institution», a notamment souligné le directeur de la CRMA de Tlemcen. Et d'ajouter: «en assurance, l'un des éléments clés du management par la qualité est la promptitude. Ce problème de promptitude ne se pose pas réellement pour la souscription en Algérie, reste alors, le traitement et le règlement des sinistres. Les assurés percevront certainement la différence entre les compagnies d'assurance entre autres à ce niveau. Or, un simple coup d'œil sur les délais de règlements actuels nous explique la raison pour laquelle la CRMA a mauvaise presse auprès de sa clientèle alors même que le règlement des sinistres est la finalité de l'opération d'assurance. Régler les sinistres à temps améliorera donc, sensiblement l'image de notre institution et aura par voie de conséquence, des effets positifs sur ses résultats commerciaux. Cela permettra aussi, au personnel de la CRMA d'en retirer une satisfaction morale puisqu'il contribuera efficacement à la résolution d'un des problèmes majeurs de notre institution, ou du moins, en atténuer l'acuité». Le besoin réel! Du client, la qualité du service rendu, la réactivité de l'entreprise font, a-t-il dit, partie des préoccupations du personnel de la CRMA de Tlemcen. Par ailleurs, les agriculteurs pourront bientôt bénéficier d'une assurance contre la sécheresse. Selon M. Chalabi Mohamed Amine, cette assurance a pour objectif de couvrir les céréaliculteurs (producteurs d'orge, blé dur et blé tendre) contre l'incendie et la grêle. «Le plus important de ce dispositif qui sera appliqué dans les prochains jours, c'est que la prime d'assurance sera subventionnée par l'Etat. C'est-à-dire que l'agriculteur ne versera qu'une partie infime des cotisations. En outre, en cas de sécheresse, l'indemnité versée au profit de l'agriculteur sera calculée sur la base du rendement moyen de la région par rapport au rendement réel obtenu» pour la wilaya de Tlemcen, ce rendement moyen est de 11 quintaux/ha. A noter qu'un guichet unique regroupant la BADR, la CRMA a été créé au niveau de la CCLS de Tlemcen et ce afin de permettre aux 7000 agriculteurs producteurs de céréales de sécuriser leurs activités.

CHLEF

Le diabète en question

Abbad Miloud

La salle du centre culturel islamique a abrité, ce dimanche, une journée de formation médicale et paramédicale pour la prise en charge des diabétiques, organisée sous le haut patronage du wali par l'association «El-Amel» des diabétiques de la wilaya de Chlef, en étroite collaboration avec la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du diabète, qui coïncide chaque année avec la date du 14 novembre.

L'ouverture de la journée a été faite par le wali en présence du P/APW et du directeur de la santé et de la population. Pas moins de huit communications ont été animées par le professeur Khiati, des docteurs en médecine et une sage-femme, tous venus de la capitale. Parmi ces communications, nous pouvons citer «Diagnostic et traitement du diabète de type 2», «Néphropathie diabétique et traitement», «Insulinothérapie chez l'enfant» et «Symposium Roche diagnostic».

Nous avons interrogé le professeur Khiati sur les objectifs de cette rencontre scientifique. Il a déclaré: «D'une part, le nombre de malades est de plus en plus important, et l'on parle déjà de 2 millions de diabétiques. La maladie exige une prise en charge constante, d'où l'intérêt d'une bonne éducation du malade et, par voie de conséquence, d'une bonne information du médecin. En matière de diabète, il faut agir sur deux facteurs : l'alimentation et l'activité physique. Si l'on arrive à maîtriser les facteurs cités, le malade peut mener une vie presque normale durant de nombreuses années. Il peut retarder, voire éviter les complications. Ce que l'on constate malheureusement aujourd'hui, c'est que la mauvaise alimentation et l'obésité qui lui succède, ainsi que l'absence d'activité physique, sont responsables de l'aggravation de la maladie et de l'apparition précoce de complications».

Puis le professeur s'interroge: «Connaît-on le nombre de personnes qui souffrent d'une diminution de la vision ou d'une perte d'un ou des deux yeux par suite d'une mauvaise prise en charge de la maladie ? Connaît-on aujourd'hui combien de personnes ont été amputées en raison d'une mauvaise prise en charge de leur diabète ?». Il ajoutera: «C'est un véritable drame social, d'où l'obligation de mieux former les médecins et le personnel paramédical, mais également de tout faire pour prévenir l'apparition de la maladie ou tout au moins ses complications».

La veille de la Journée mondiale du diabète, il a été organisé une course à pied au stade Mohamed Boumezrag, qui a vu la participation de 150 diabétiques venus de plusieurs communes de la wilaya, à l'image de Moussade, Breira, Dahra, Aïn Merane, etc. Dix glucomètres ont été distribués.

Avant la clôture des travaux de la journée par le DSP, représentant le wali, le professeur Khiati a annoncé qu'une importante manifestation scientifique aura lieu prochainement à l'école de formation paramédicale de la commune de Chettia à l'intention des médecins et du personnel paramédical.

RELIZANE

25.000 hectares emblavés en un mois

Quelque 25.000 hectares de céréaliculture ont été emblavés un mois seulement après le début de la campagne labours-semailles 2010-2011 dans la wilaya et ce grâce aux conditions climatiques favorables, a-t-on indiqué à la direction des services agricoles. Les précipitations qu'a connues la région depuis la fin du mois d'octobre dernier ont encouragé les agriculteurs à accélérer la campagne de labours, pour laquelle des semences et des engrais ont été fournis, a-t-on précisé. A noter que la superficie emblavée représente environ 20 pour cent des objectifs assignés. Plus de 23.000 quintaux de semences et 15.000 q d'engrais ont été remis, depuis le début de la campagne, aux agriculteurs dont 250 ont bénéficié du crédit «Rfig», a encore indiqué la direction des services agricoles. La wilaya a programmé, pour les labours-semailles, 120.000 hectares de terres réservées à la céréaliculture dont 63.500 ha pour le blé dur, 25.600 ha pour le blé tendre, 28.300 ha pour l'orge et 7.100 ha pour l'avoine.

Cette superficie fixée pour la saison agricole 2010-2011 représente une augmentation de 2.000 ha par rapport à la saison écoulée, a-t-on ajouté. A noter que les services compétents ont fourni, pour cette campagne, 64.300 quintaux de semences et ont mobilisé 1.540 tracteurs et plus de 4.000 pièces de matériel et autres.

BLIDA

Ni transport, ni pain, ni lait...

Les Algériens, à l'instar de tous les musulmans du monde, ont fêté l'Aïd El-Kébir dans un climat de sérénité et de ferveur, encouragés par un soleil qui leur a fait oublier, pour une journée, le climat pluvieux de ces dernies jours.

Tahar Mansour

Même les moutons ont vu leurs prix chuter la veille de l'Aïd et beaucoup ont pu quand même l'acheter après qu'ils eurent fait une croix dessus à cause justement des prix trop élevés pratiqués par des suceurs de sang qui ont fini par abdiquer quand ils ont vu que les bêtes allaient leur rester sur les bras. Bien sûr, le sachet de lait est demeuré introuvable, les fruits et légumes ont vu leurs prix décupler, il fallait se lever tôt pour acheter quelques baguettes de pain, mais la joie était partout surtout après que les enseignants et les retraités eurent touché leurs dus à partir de dimanche. Et là, il ne faut pas oublier les agents et responsables d'Algérie Poste qui sont restés à leur… poste jusqu'à 17 ou 18h de lundi dernier, veille de l'Aïd. Certains ont chargé des parents pour leur acheter le mouton ou ce dont avaient besoin leurs femmes mais ils sont restés pour permettre à des milliers de gens de retirer leur argent.

Les bureaux de poste étaient envahis dès le matin par d'innombrables détenteurs de comptes CCP et, l'après-midi, au prix de mille et un efforts, il n'y avait presque personne, tous ayant pu retirer leur pécule viré tardivement. Beaucoup tiennent à les remercier pour ce geste qui leur a permis de passer un Aïd comme tout le monde. Mais comme toute médaille a son revers, nous avons vécu aussi le manque de transport, de pain, de lait, de denrées alimentaires, surtout pour la première journée de l'Aïd, alors que les cafés demeuraient fermés. Cette situation pénalise les citoyens qui sont obligés de constituer des stocks, ce qui crée une tension et permet à des parasites d'augmenter les prix. Pourtant des appels avaient été lancés par plusieurs institutions pour que les commerces restent ouverts, au moins pendant l'après-midi du premier jour, mais il paraît que les habitudes sont plus tenaces.

Il y avait aussi, le jour de l'Aïd, les policiers, les gendarmes, les médecins, les paramédicaux, les pompiers, les militaires qui ont veillé à la santé et à la sécurité des personnes, loin des leurs, avec quand même une pensée émue quand ils voient leurs concitoyens accompagnés de leurs enfants, parader avec leurs moutons avant qu'ils les sacrifient dans la joie et la ferveur. Mais il y a aussi ces centaines de sans-abri, de sans famille, qui ont erré dans les rues, seuls visibles après la prière de l'Aïd car tous les autres étaient chez eux pour égorger le mouton ou pour se cacher, au moins. Puis, il y a aussi tous ces pauvres qui ne trouvent même pas le pain quotidien et qui attendent, dans le silence gêné de leurs maisons, un geste des voisins et des parents.

ALGER

Seules les boulangeries et les pharmacies ouvertes

Le premier jour de l'Aïd El-Adha à Alger a été marqué par la fermeture de tous les commerces, avec au front ceux des fruits et légumes, les épiceries et autres. Seules les boulangeries et pharmacies ont assuré le service normalement. Ainsi, plusieurs boulangeries ont exercé leur activité normalement pour assurer la disponibilité de cette denrée alimentaire essentielle au citoyen, a-t-on constaté à Bab El-Oued, El-Biar, Kouba, à la place du 1er Mai et à Belouizdad. Hassan, boulanger à Bab El-Oued, dit avoir ouvert son local dès la première heure de ce premier jour de l'Aïd, en dépit de l'absence de certains ouvriers boulangers, originaires des wilayas intérieures du pays qui sont partis célébrer l'Aïd avec leurs familles.

Pour sa part, Rezki, ouvrier boulanger à El-Biar, a souligné avoir regagné son lieu de travail (boulangerie) en compagnie de son père, immédiatement après le sacrifice. Pour de nombreux jeunes des quartiers de Belouizdad, Kouba et Bab El-Oued, la fermeture des boulangeries est une aubaine pour se faire un peu d'argent en revendant le pain sur les trottoirs. Mohamed qui s'affairait à vendre son pain à quelques clients admet avoir l'habitude de s'adonner à cette pratique en pareilles circonstances. «Pour un chômeur c'est l'occasion de faire quelques entrées d'argent, tout en rendant service aux citoyens qui en général peinent à trouver cette denrée», explique-t-il. Sur un autre plan et concernant le travail des pharmacies durant l'Aïd, Hafida, employée d'une officine de Kouba, affirme que ce service est assuré en général. Les clients ne sont pas nombreux cependant des citoyens peuvent présenter certains malaises et nécessitent parfois des calmants ou des remèdes stomachiques, souligne-t-elle. Certains propriétaires de cafés ont pour leur part choisi d'ouvrir leurs locaux pour permettre aux Algérois de retrouver les amis et discuter autour d'un café ou d'un thé question de se détendre. Mais au grand dam des citoyens, marchands de légumes et fruits et magasins d'alimentation générale n'ont pas levé leur rideau en ce jour de l'Aïd bien que cette occasion d'échange de visites entre familles implique de nombreux achats en la matière.

MÉDÉA

Deux morts et un blessé grave dans une collision

Rabah Benaouda

Moins de trois jours après ce lui qui avait fait un mort et deux blessés graves à la suite du renversement d'une voiture légère, dans la daïra de Tablat, un autre accident de la route, dans la daïra de Berrouaghia, a fait deux morts et un blessé grave.

Cette fois-ci, selon les informations qui nous ont été communiquées par le lieutenant Tarek Belhachemi, responsable de la cellule d'information et de communication de la direction de la protection civile de la wilaya de Médéa, c'est une collision frontale d'une extrême violence qui a eu lieu entre un semi-remorque transportant un conteneur et une voiture légère de marque R 18, pour des causes et dans des circonstances que seule l'enquête ouverte immédiatement par les éléments de la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Berrouaghia déterminera.

Ce grave accident de la route qui a eu lieu lundi dernier, au lieudit «Zaïbek» dans la commune de Berrouaghia, située à 27 km au sud-est de Médéa, s'est malheureusement soldé par la mort, sur les lieux mêmes du drame, d'une personne répondant aux initiales B.A. et une autre, répondant aux initiales O.A., dès son admission aux urgences de l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Berrouaghia. Quant au troisième passager de la R 18, répondant aux initiales A.Ch. et âgé de 26 ans, il a été admis au sein du même établissement hospitalier dans un état comateux.

Ces trois victimes, passagères de la R 18, ont été évacuées par les éléments de l'unité d'intervention secondaire de la protection civile de Berrouaghia.

TIZI OUZOU

La RN 24 restera encore fermée

Naït Ali H.

Deux routes nationales sont toujours fermées dans la wilaya de Tizi Ouzou pour des raisons sécuritaires. La suspension du trafic routier remonte à plus de dix années. La première est la RN 24 fermée sur sa partie qui relie les deux wilayas Boumerdès et Tizi Ouzou par leur littoral alors que la seconde est la RN 33 qui relie Bouira à Tizi Ouzou (Tizi N'Kouillal au col de Tirourda). Si pour la RN 33 la direction des travaux publics vient de prendre la décision de sa réouverture après des travaux de réhabilitation sur une distance totale de 17 km qu'elle lancera au compte de son programme de l'année 2010, en revanche la RN 24 on ne sait toujours pas quand est-ce elle sera rouverte pour les automobilistes. Bien que des populations de la région relayées par des députés à maintes reprises ont demandé que cette route «reprenne vie», aucune suite n'a été donnée à cette doléance, hormis le rappel des raisons de sa fermeture. Et les premiers à se plaindre de cette mesure ce sont les commerçants de la station balnéaire qui font un détour de plusieurs dizaines de kilomètres pour rejoindre Dellys et ses environs où ils s'approvisionnent notamment en matière de fruits et légumes. Conséquence de ce long détour, les prix de ces produits sont toujours plus chers à Tigzirt été comme hiver.

JIJEL

Les insuffisants rénaux sur la liste d'attente

B. M. C.

L'association des insuffisants rénaux dont la création remonte, à 2005, essaie avec les moyens de bords, de prendre en charge un certain nombre de préoccupations de ces malades, dans une wilaya où beaucoup reste à faire pour leur assurer une meilleure prise en charge.

A ce sujet, en marge des portes ouvertes sur le diabète, le président de ladite association, en l'occurrence Boufatit Abdelghani, nous a affirmé que les insuffisants rénaux dans la wilaya de Jijel dont le nombre avoisine les 350, ont du mal à trouver de place au sein des services d'hémodialyse pour effectuer les séances prescrites par les spécialistes. Actuellement ils sont plus de 40 malades en liste d'attente.

Une situation critique pour ces derniers qui doivent effectuer 2 à 3 séances par semaine. Notre interlocuteur a tenu à préciser que la wilaya compte 3 centres d'hémodialyse dont 3 privés et un public au centre hospitalier Mohamed Seddik Ben Yahia de Jijel, malheureusement ils ne sont pas en mesure de satisfaire la demande des nombreux malades.

Rappelons que lors de la présentation du programme d'investissement public tenue il y a environ deux mois, à la cité administrative, l'ex-wali Ahmed Maabed avait affirmé que la wilaya a bénéficié de 2 centres d'hémodialyse à El Milia et à Taher, pour un montant de 21 milliards de centimes. Ces deux projets, une fois en service, mettront fin au calvaire de ces malades qui interpellent le premier responsable de la wilaya pour accélérer leur réalisation, notamment celui de Taher qui accuse un certain retard.

CHEKFA

Des vols en série

La commune de Chekfa, chef-lieu de daïra, est le théâtre de plusieurs vols de commerces depuis plusieurs mois. En effet, dans une requête transmise aux services compétents dont nous possédons une copie, des citoyens essentiellement des commerçants, déplorent la prolifération de ce phénomène. A ce sujet, un gérant de commerce connu sur la place publique locale dans cette commune jadis paisible et dont l'établissement a fait l'objet d'un cambriolage de nuit, nous a affirmé qu'une vingtaine de commerces dont un café et KMS et une superette, situés tous au centre-ville, ont été cambriolés ces deux derniers mois. Une situation inhabituelle qui a créé un climat d'insécurité dans cette région qui essaie de renaître de ses cendres. **B. M. C.**

OUARGLA

Barbecues, brochettes et la suite

Les populations des wilayas du sud du pays ont célébré mardi, l'Aïd El Adha dans la piété et la ferveur, en communion avec le reste du monde musulman.

Les populations du Sud (Ouargla, Ghardaia, Laghouat, El-Oued, Illizi, Tamanrasset, Béchar, Nâama, El-Bayadh, Tindouf et Adrar) ont entamé cette journée, rappelant le sacrifice du prophète Ibrahim, par la prière de l'Aïd à laquelle ont pris part de nombreux fidèles. Mettant à profit cette fête religieuse, les imams ont, dans leurs prêches, mis en relief sa portée et sa signification, exhortant les musulmans à l'unité, l'entraide, la solidarité et la réconciliation.

La prière accomplie, les citoyens ont procédé aux traditionnels échanges de voeux et de visites familiales, et se sont rendus dans les cimetières pour se recueillir à la mémoire des proches disparus. L'avènement de l'Aïd El-Adha a été mis à profit depuis quelques jours par les éleveurs et maquignons qui ont créé une ambiance particulière dans plusieurs points de vente à travers les villes du Sud, à l'instar de ceux de Ouargla, où les moutons étaient proposés à la vente à des prix adaptés à toutes les bourses. Les marchés à bestiaux locaux ont enregistré cette année, un foisonnement qualitatif et quantitatif de troupeaux de différentes races ovines et caprines, dont celle appelée ''Sidaoune», ou plus communément ''Demane'', originaire des pays du Sahel et acheminée de l'extrême sud du pays, ou d'autres espèces beaucoup plus demandées, propres aux régions d'El-Bayadh, Djelfa, Biskra et Khenchela.

De leur côté, les inspections vétérinaires locales ont, dans le cadre de la protection de la santé des citoyens, pris une batterie de mesures préventives. Les journées précédant l'Aïd ont aussi donné lieu à l'émergence d'une diversité de petits métiers, dont l'affûtage de couteaux, la vente de foin, d'orge et de charbon et le commerce de barbecues et autres instruments de cuisson de la viande.

BISKRA

Dépistage gratuit du diabète

Mille opérations gratuites de dépistage du diabète sont menées depuis lundi à Biskra par l'association locale des praticiens privés, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le diabète. L'initiative, engagée de concert avec la direction de la Santé, se poursuivra jusqu'au 10 décembre prochain, selon le Dr. Mohamed Houhou, président de l'association organisatrice. Il a précisé que l'opération ciblera en priorité les citoyens de plus de 45 ans et les personnes souffrant d'obésité, qui sont les plus exposées à cette maladie.

Une table ronde diffusée sur les ondes de la radio locale sera consacrée à ce thème, parallèlement à l'organisation d'une journée scientifique sur le diabète, animée au profit des praticiens locaux par le Pr. Rachid Malek, chef du service de médecine interne au centre hospitalo-universitaire (CHU) Saâdna-Abdennour de Sétif, et coordinateur du réseau de lutte contre le diabète de la région Est du pays. Un marathon mettra en lice, à cette occasion, des diabétiques, des travailleurs du secteur de la santé et des citoyens, outre la programmation d'un spectacle de clowns pour les enfants atteints de diabète à la maison de la Culture du chef-lieu de wilaya. L'opération de dépistage du diabète mettra à contribution des membres du réseau de lutte contre le diabète du sud du pays, venus notamment de la wilaya d'El Oued, ont indiqué les organisateurs.

Médicament

Crainte d'un «monopole privé»

Les dernières déclarations du ministre de la Santé au sujet de la réorganisation du secteur de la distribution du médicament, ont suscité des réactions controversées chez les professionnels et les principaux représentants du secteur de la pharmacie qui nous ont contactés pour donner leur point de vue.

Ph.: Arch.

A. Mallem

En premier, M. Bouherid, coordinateur du bureau de wilaya de Constantine du Syndicat national des pharmaciens d'officines (SNAPO), pense «que le gouvernement se confine toujours dans le rôle du pompier, après avoir laissé longtemps le secteur sans contrôle, entre les mains d'une faune de commerçants dont le seul souci était le gain facile et rapide. Il est impératif, dit ce responsable, que le secteur du médicament, de la production à la distribution, en passant par l'importation et la grossisterie, soit professionnalisé et géré par des pharmaciens diplômés car il s'agit d'un problème de santé publique». Evoquant la liste des médicaments interdits à l'importation, ce pharmacien estime que cette mesure est en vigueur depuis des années, «mais cela n'a jamais empêché de voir en permanence ces fameux médicaments sur les étagères des pharmacies et pour cause, ceux-ci ne sont pas fabriqués localement». Et pour illustrer ses propos, il donne un exemple: celui de la Digoxine en comprimés, un médicament pour cardiaques et le Foradil en comprimés nécessaire aux insuffisants respiratoires, qui ne sont pas fabriqués par les producteurs locaux. «Ces médicaments vitaux pour les malades, sont actuellement en rupture de stocks», a indiqué M. Bouherid qui estime que «la production locale est insuffisante et n'est pas encore en mesure de répondre aux besoins».
L'opinion de M. Baghloul, président du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens, va plutôt dans le sens d'un soutien aux mesures annoncées par le ministre puisque celui-ci n'a pas manqué de «saluer» ses décisions et de voir «que le problème du médicament est pris à bras-le-corps» par le premier responsable du secteur. «A l'évidence, dit-il, on sent qu'il y a une volonté réelle de régler le problème du médicament». Jugeant la décision de réduire le nombre d'importateurs «tout à fait pertinente», ce responsable estime que «les enjeux inhérents au contrôle de la distribution du médicaments sont trop importants pour que le secteur soit laissé à la portée du premier venu. Au niveau du conseil de l'ordre, nous avions tiré la sonnette d'alarme depuis belle lurette en dénonçant les dérives connues par le secteur car la pharmacie qui devait être un espace santé, est devenue un espace commercial, géré par des gens qui n'ont aucun rapport avec la profession et l'officine ne connaissait aucune espèce de contrôle».

Il juge «qu'il y avait un antagonisme entre les exigences de santé publique et l'aspect commercial». Il rappelle que son organisme avait demandé l'installation urgente d'une agence nationale de produits pharmaceutiques pour réguler et contrôler le marché du médicament. «Et nous sommes très contents de l'entrée prochainement en fonction de cette agence».

Affirmant avoir entendu dire que des pharmaciens auraient proposé au ministre, la mise en place de «chaînes pharmaceutiques», le président du conseil régional de l'ordre des pharmaciens s'est demandé ce que cela veut dire. «Nous avons des réserves à émettre sur cette idée car nous soupçonnons, à juste titre, que c'est une tentative de créer une sorte de monopole privé qui s'installera à côté de celui de l'Etat. Et cela est inquiétant parce que, demain, des multinationales du médicament vont s'installer en Algérie pour gérer le secteur et menacer la souveraineté nationale». M. Baghloul dira, enfin, que «le pays recèle des compétences certaines qui peuvent gérer le secteur du médicament et le conseil de l'ordre des pharmaciens est tout à fait disposé à apporter son concours dans ce domaine».

40 nouveaux laboratoires à l'université Mentouri

Le chantier de réalisation de 40 laboratoires destinés à impulser la recherche scientifique à l'université Mentouri de Constantine (UMC), sera lancé «vers la fin de l'année en cours», a indiqué, lundi un responsable de cette institution. Ces laboratoires dont l'étude et la réalisation sont financées par le Fonds national de recherche (FNR) seront érigés à l'unité de voisinage (UV) n°3 de la nouvelle ville Ali Mendjeli, a précisé le vice-recteur chargé de l'orientation et de la prospection, M. Mebarek Ferkous Mebarek.

Un terrain de 8.000 m2 servira d'assiette à ce projet qui a nécessité une autorisation -programme (AP) initiale estimée à plus de 381 millions de DA, a-t-il ajouté, relevant que ces laboratoires, réalisables en 24 mois, s'ajouteront aux 83 autres déjà opérationnels au sein de l'UMC.

Ces nouvelles structures de recherche relèvent, entre autres, des domaines des sciences exactes, des sciences de la nature et de la vie, des sciences de l'ingénieur, des sciences médicales, du droit, des sciences économiques et de gestion, des lettres et langues et des sciences de la terre.

Le sacrifice et les frais d'à côté

Les Constantinois, comme beaucoup d'autres personnes, des autres régions du pays, ont payé leur mouton 2.500 Da en plus de son prix d'achat, puisqu'il faut compter 1.500 DA à payer à la personne qui sacrifie l'animal, et 1.000 autres dinars pour découper la carcasse chez le boucher du coin, resté ouvert durant toute la journée d'hier. Ainsi, le jour du sacrifice, pour ceux qui n'avaient pas pris les devants en décrochant un rendez-vous, donné la veille ou l'avant-veille, il fallait chercher longtemps et contacter beaucoup de connaissances pour trouver un «égorgeur du mouton».
Une fois le rite accompli, ceux qui n'ont aucune expérience pour découper la carcasse, la chargeaient dans une voiture, voire même à dos d'homme, se rendre à la boucherie et attendre son tour.

Des appels sans échos

Les appels des autorités et de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), n'ont eu aucun effet sur la plupart, voire la quasi totalité des commerçants de la ville. Hier et avant-hier, il fallait chercher longtemps pour trouver une épicerie ouverte et certains ont dû «faire» plusieurs quartiers.

Mais ceux qui étaient ouverts, à partir de 13h30 environ, ne pouvaient offrir que ce dont ils disposaient. Aucune trace de lait en sachet par exemple. Pas la moindre baguette de pain chez des boulangers, pourtant ouverts pour seulement la cuisson du pain fait à la maison par les ménagères. Par contre, il y en avait chez des revendeurs à la sauvette et certains affirment avoir payé la baguette deux fois son prix, soit 15 DA. La ville était déserte: pas de commerces ouverts.

Le casse-tête de l'eau

Les quelque 120 familles habitant les chalets de l'ancienne entreprise italienne COGEFAR, se plaignent du manque d'eau potable. «Après le manque d'éclairage, le mauvais état des rues et la défaillance en matière de ramassage régulier des déchets ménagers, c'est au tour de l'eau de faire des siennes», disent-ils. Ils affirment «que cela fait plusieurs semaines déjà que l'eau n'arrive pas régulièrement à nos robinets. Quelques fois, très tôt le matin, un minuscule filet d'eau arrive mais il ne suffit même pas à remplir les récipients, car cela ne dure que quelques minutes. Nous ne cessons d'appeler la mairie pour résoudre ce problème, et nous attendons toujours.»

A. C.

Sept ans de prison pour les accusés

Ils ciblaient les camions de transport de véhicules neufs

N. Nini

Trois personnes ont comparu, lundi dernier, devant le tribunal criminel de Constantine, pour répondre des chefs d'accusation d'association de malfaiteurs, vol qualifié, commis de nuit, avec utilisation d'une voiture. Il s'agit de S.R âgé de 33 ans, K.K de 28 ans, B.H de 29 ans, qui étaient en prison depuis 06 mois.

Selon l'arrêt de renvoi, les faits de cette affaire remontent au 2 mai dernier, aux environs de 21h30 au lieu-dit «Oued Lokton», commune d'Ain Tine, dans la wilaya de Mila.

La victime M.M chauffeur, au volant d'un semi-remorque de marque «Man» chargé de 7 véhicules neufs de marque Peugeot 308, en provenance du port de Djendjen, dans la wilaya de Jijel et se dirigeant vers Alger, aperçut une voiture de marque Marutti garée à droite de la chaussée. Dans son rétroviseur, il a également vu deux silhouettes près de cette voiture en stationnement, qui ont sauté sur le camion.

Craignant le pire, il ne s'arrêta pas jusqu'à son arrivée à Sidi Khélifa, où il s'est présenté à la gendarmerie de cette localité pour déposer plainte contre ces individus qui ont endommagé quatre véhicules et volé les lecteurs CD. Toujours selon l'arrêt de renvoi, un autre camion, également en provenance de ce port, transportant des voitures neuves de marque Renault a subi, au cours de la même soirée, le même sort. Le chauffeur a affirmé aux gendarmes avoir vu une voiture «Marutti» garée au même lieu et après son arrivée à Sidi Khélifa, il a découvert qu'un lecteur CD a été volé. Suite aux informations, les éléments de la gendarmerie de la commune d'Ain Tine, ont recherché et appréhendé les trois mis en cause. Ces derniers étaient en possession des 5 lecteurs CD volés. De plus, ils étaient en possession d'armes blanches et d'une barre de fer (pied de biche). Au cours de leur interrogatoire, les deux accusés S.R et K.K ont nié toute participation aux attaques, affirmant qu'elles ont été menées par B.H. Ce dernier a reconnu les faits qui lui ont été reprochés.

Les trois individus ont été présentés au juge d'instruction qui les a inculpé de création d'une association de malfaiteurs, de vol qualifié, avec utilisation d'une voiture et de nuit. Le représentant du parquet, dans son réquisitoire, a souligné la gravité des faits et a demandé 10 ans de prison ferme pour les 3 inculpés. La défense, dans sa plaidoirie, a sollicité la cour pour accorder le bénéfice des circonstances atténuantes aux accusés tout en demandant de mettre hors de cause K.K et S.R. Après délibération, les trois accusés ont été condamnés à une peine de 7 ans de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA.

Cambriolage, vols et agressions

A. E. A.

Les services du groupement de gendarmerie de la wilaya de Constantine, ont traité plusieurs affaires au cours de la semaine passée. Ainsi, selon la cellule de communication de ce corps, la brigade de la nouvelle ville de Ali Mendjeli, a réussi à épingler trois individus pour association de malfaiteurs et vol qualifié. A la suite d'un appel téléphonique d'un citoyen du quartier des Eucalyptus, signalant le cambriolage par trois individus de l'appartement de son voisin, les gendarmes se sont rendus à l'adresse en question et ont appréhendé KH et ZA, âgés de 22 ans, et de KM de 23 ans. Ces arrestations ont eu lieu au domicile de la victime. Le matériel utilisé par les voleurs, un arrache-clou et un grand sac en toile a été saisi. Présentés au parquet de Ziadia, les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt. Dans le même registre de vol, la brigade d'Ain Abid a été informée par un citoyen du vol d'un démarreur et des sièges avant de sa Renault 5, qui était garée dans un parking de la localité. La victime a aussi déclaré avoir retrouvé les sièges dans un garage et montés sur une Renault 4. Les éléments de la brigade se sont rendus au garage indiqué et après enquête ont arrêté JA, 26 ans et BS, 28 ans. Présentés au tribunal d'El Khroub, ils ont été laissés en liberté. La brigade d'Ain S'mara, a traité une affaire d'agression de fonctionnaire. Une institutrice a porté plainte pour coups et blessures, dont elle a été victime dans la classe où elle donnait cours à ses élèves. Selon la plainte, la victime a été surprise, pendant le cours, par l'intrusion dans sa classe d'une femme âgée de 51 ans, qui lui a asséné plusieurs coups sur différentes parties du corps et il a fallu l'intervention du gardien de l'école pour y mettre fin. Présentée au tribunal de Ziadia, la femme a été relaxée et sera citée à comparaître. Les agents de la brigade de la localité d'Ibn Badis, lors d'un contrôle établi sur la route menant à Ain Abid, en vérifiant les papiers administratifs d'une voiture Peugeot 206 ont remarqué que son conducteur sentait fortement l'alcool. Soumis à un test d'alcoolémie, il s'est avéré que son taux dépassait largement celui permis. Présenté au tribunal d'El Khroub, le mis en cause a été mis sous mandat de dépôt.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

12 dhou el hidja 1431

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h45	12h19	15h02	17h26	18h48

ANNONCES CLASSÉES

APPARTEMENTS

■A vendre Appt F4 rez-de-chaussée. Acté. Refait à neuf. Trois façades. Bien ensoleillé. Accepte Promesse de vente ou échange contre lot de terrain ou vieux bâti. Prix après visite - Tél.: 0556.20.49.53

■Propriétaires ! Vendez / Louez vos biens sans payer commission. Confiez-nous vos affaires. Agence sérieuse + discrétion - N°: 0553.14.64.18

■Vds Appts: F3 1er étg. B. fini Seddikia + F4 2ème étg. Cité Yahmoracen + F4 1er étg. Cité Bahia Sonatrach + F2 B. fini Cité Yaghmoracen + F5 garage B. fini les Pyramides - Tél.: 0796.28.41.80 / 041.58.83.04 - 041.35.47.56 - Agence Immobilière "EL-ASSALA"

■ORAN. A vendre appartement F3 aménagé F4. 73 m². Acté. 10ème étage, double façade. Libre de suite. Bon prix. Cité Grande Terre - Dar El-Beïda - Tél.: 0557.15.77.64

■Location appartement F3, 3ème étage Cité Yaghmoracen - Maraval - à côté Gare routière en face Direction Nedjma - Tél.: 0551.01.83.13 - 0697.52.77.06

■Loue appartement F3, 2ème étage à Haï Seddikia Cité 200 Logts en face tribunal et à côté de commissariat (9ème). Vue sur mer. Bon voisinage et sécurité totale. Parking assuré. Prix après visite - Tél.: 0770.66.17.83

■Vends Appart pour usage bureaux 1er étg. 2 entrées, 191 m², 7 P.C. SB + débarras + terrasse. Bien ensoleillé. 30 m de balcon, donnant sur 3 Rues dont Larbi Ben M'hidi. Intermédiaire s'abstenir - Tél.: 0772.41.17.85 - 0771.90.88.86

■A vendre F3. 54 m² - Acté - au RDC. Dar El-Salam (Yasmine) ORAN - Prix 420 M ferme - Tél.: 0793.38.24.40

■Vends Appart à Point du Jour, F4, RDC, cuisine avec séjour, grande cour individuelle, SDB, WC, grand hall - Tél.: 0795.11.97.26

■De Particulier à Particulier cherche Achat petit F2 acté dans tout Oran. Prix raisonnable maximum 270 millions - Tél.: 0772.66.13.24 - Pas de courtier S.V.P.

■A vendre: Appart F2 aménagé en F3, double façade, ensoleillé, bon voisinage, à Cité Lescure, acté, 4ème étage Bloc D2 + studio à Gambetta, Oran, 10, Rue Boukharouba Abdelwahed, RDC - Tél.: 0774.67.80.13

■A vendre appartement F3. 3ème étage. Acté. 2 façades. Gaz, eau, électricité. Bon voisinage. Vue sur Sheraton. Seddikia - Oran - Tél.: 0776.35.46.17

■Vente d'appartement F4 Cité Jeanne d'Arc - Gambetta - ORAN - Tél.: 0779.97.32.56

■A vendre Appart F3 Place Korte - Victor-Hugo - N° Tél.: 0550.61.44.13

■A louer Appart F3. 2ème étage Grant Terre. Prix 3 U. Bien aménagé + Appart F4 Sénia à louer, 2ème étage Cité de l'Air. Prix 28.000 DA - Tél.: 0796.90.39.19

■Suis acheteur F4 / F5 - Centre-ville ORAN - Tél.: 0661.200.237

■Vends à Oran-Est, Haï Yasmine, Mezzanine 43 m², accès indépendant. Convient pour une profession libérale (1er étage) - Faire offre au 0771.88.46.00

■Loue Apparts F2 et F3 + Immeuble R+3 avec ou sans meubles, ttes commodités, Gd standing, garages, etc. à Cap Falcon (Aïn-El-Turck - ORAN). Possibilité location courte durée - Tél.: 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■A.V. Appart F2 aménagé en F3 - Acté - situé au 41, Bd Maâta Med El-Habib. Sup. 55,66 m². C.-Ville Oran. 5ème étage - Tél.: 0550.07.33.56 - 0792.09.86.08

■AG. NAHAL. Loue F4 + garage Point du Jour - F3 Didouche Mourad (Plateau) - F5 Plateau - F4 Plateau - F3 Aïn El Turck - R+2 + garage Plateau - Niveau de villa pour Société, Bureau... etc. - Tél.: 0550.73.12.52 - 0773.16.32.14

■Vds Appart centre-ville ORAN. 139 m² Gd Stand. Refait à neuf. 3ème et dernier étage avec grande terrasse dessus même superficie. 2 façades. Très ensoleillé. Eau H24 + citerne, parabole, Clim., Téléph. + Internet. (Prix après visite) - Tél.: 0776.49.77.52

■Vends un bel F3 refait à neuf, meublé, 3ème étage. 78 m². Acté - à Cité 188 Logements à Haï El Yasmine Oran - Contacter le N°: 0795.21.20.99 - La visite après 17 H

■Vds luxueux F3 T. bien situé (Vue sur marché Michelet) 79 m², refait à neuf avec des Prod. d'import. 1er choix, dans Imm. refait récemment, porte fermée le soir. Eau H24 (citerne 1000 L.) 2 balcons, barraudages, Clim., ADSL, Tél., avec ou sans meubles. Interm. s'abstenir. Prix après visite - Tél.: 0560.82.57.08

■A.V. F3, 3ème étage à Monte-Carlo - A.V. F4, 2ème à Haï El Nour, prix: 380 U - Tél.: 0669.36.10.48

■A MOSTAGANEM. A vendre un Appart F3, spacieux, 91 m² + cours. Rez-de-chaussée. Eau H/24. Acté. Bon prix 540 négociable. Route de BELHCEL, ex-St-Charles - 0770.57.78.10 - 0774.96.23.11

■Particulier cherche achat Appart F3 ou F4 aux environs d'Oran par Promesse de vente, petit apport initial disponible - Tél.: 0771.37.92.52

■A vendre F5 (RDC) refait à neuf. 4 Ch., salon, 02 balcons, hall, cuisine équipée (haut de gamme) garage, SDB (cabine), WC - Cité des Pyramides USTO (face nouvel Hôpital) - Contacter pour visite: 0797.57.13.04 - 041.42.01.17

■URGENT: A.V. Appart F4 RDC à Maraval, Cité des Enseignants - 85 m² - Endroit très calme - Tél.: 0770.84.35.69

■Agence Immobilière LE PALACE loue 2 Apparts F3, 2ème et 3ème étg. Akid Lotfi - Tél.: 0551.60.43.43 - 0559.02.66.56 - www.lepalace-immobilier.com

■Appartement à vendre F3, 1er étage, acté, 70 m² à Soufi Zoubida. Maraval - Oran. Prix offert: 405 M. Prix de vente: 500 M. - Ag. Immo. 0550.51.66.31 / 0554.29.99.91

■SIDI BEL ABBES - Médecin cherche location appartement RDC ou 1er ou Niveau Villa pour Cabinet - Tél.: 0665.00.33.97

■Ag. Immobilière L'OASIS loue un très joli F2 Supf. 72 m², bien meublé, bien situé à Résidence El Bessma à El Sabah (02). Sécurisé H24. 7ème étage avec Ascenseur (03 U) - Contacter: 0557.81.17.05 - 0557.81.17.08 - Courtier et intermédiaire s'abstenir

■Loue F2 et F3 meublés, Gd standing, vue sur mer, garage, sécurisés, pour longue ou courte durée à Aïn-El-Turck (ORAN) - Tél.: 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■A vendre F4, 4ème étage, 70 m², 2 façades. 4 pièces - cuisine - couloir - douche + WC, balcon + parking gardé - à Cité de l'Avenir - Chollet. Eckmühl - ORAN - Tél.: 0661.21.58.43

■A louer à Point du Jour ORAN: 2 appartements F3 à usage de bureau, équipés de chauffage et chauffe-eau et interphone et téléphone. Eau H24 - Tél.: 0771.62.28.15

■A.V. Appart F2 aménagé en F3 - Acté - situé au 41, Bd Maâta Med El-Habib. Sup. 55,66 m². C.-Ville Oran. 5ème étage - Tél.: 0550.07.33.56 - 0792.09.86.08

■A vendre Appart F3 avec cour espagnole, au RDC, situé au centre-ville d'Oran - Tél.: 0779.75.31.72

VILLAS

■Vds villa 280 m² B. finie 200 Logts Sénia + villa 650 m² B. finie Fernandville + villa 660 m² 2 Fdes G.B. Choupot + villa 350 m² B. finie + piscine Emir AEK + villa 220 m² bien finie la Lofa - Tél.: 0796.28.41.80 / 041.58.83.04

■Vends villas M.M. 166 m² R+1 2 F. - M.M. 180 m² R+1 - M.M. 200 m² R+1. 240 m² R+1 Boutlélis - M.M. R+2 D.F. 210 m² Saint-Hubert - M.M. 220 m² R.C. 360 U Brédéah - Tél.: 0552.98.13.81

■Vends Maison Ind. MOHAMMADIA (29). Quartier Résid. 02 façades, 02 cours. Accepte Promesse de vente. Possibilité échange W. MOSTA. (Mazagran - Mamèche - Nouissy) - Tél.: 0797.78.25.03

■A vendre Maison en cours de construction sur grand boulevard (Millenium II), sup. 252 m², 14 m de façade (R+1) - ORAN - Tél. 0559.47.06.76

■A vendre à Aïn Franine - ORAN: un Chalet Sce. 420 m². Acté. Vue panoramique (forêt et mer) composé de 2 niveaux. Convient pour activité commerciale (restaurant, cafétéria, hôtel... etc.) - Tél.: 0559.05.76.10

■Vends villa Cité Emir AEK. Superficie 314 m², 2 étages, deux entrées, double façade de 36 m et garage - Tél.: 0666.43.16.78 - Intermédiaire s'abstenir

■SIDI BEL ABBES: Vends villa 207 m² - Actée - R+1. Bien aménagée - Double façade - Tél.: 0792.69.33.33

■TLEMCEN: Vds / Loue / Partenariat: Immeuble 286 m² à Bd Derrar Abderrahmane en face APC Kiffane, à 100 m Djezzy, Mobilis. Prix: 10 milliards de centimes - Tél.: 0667.48.01.88

■Vends villa ES-SENIA 360 m² Cité Militaire. Finie 100 m². Actée. Nelle Constr. RD: 2 garages 100 m² + grand salon + hammam turc + SDB. 1er étage: 5 pièces + grand hall + cuisine + SDB + cour + chauffage central + Climat. - Tél.: 0552.64.66.73

■Maison de Maître à louer ou à vendre: 3 pièces, cuisine et garage. 80 m². P.: 300 U - Louer: 1,5 U - Dar El Beïda - M.M. 120 m². 3 pièces, cuisine. Fac. 3 m. P. 84 U - Tél.: 0796.90.39.19

■Agence vend petite et belle M./Maître 70 m² simple RDC 2 P. + C. + SDB + cour + possibilité extension + bel F5 (130 m²) standing côté Ste/Anne C.-Ville - N°: 0553.14.64.18

■Achète villa ou M.M. ORAN / Corniche ou Port/Poules - Tél.: 0770.255.445

■Vends belle villa, Bouis-Ville A. Turck, 582 m², 2 Fçds, 3 entrées. 1er: 3 Pces, Cuis., S.B., Gde véranda avec vue sur mer. RC: 2 Pces, Cuis., S.B., Gd hall - Interm. s'abstenir - Tél.: 0560.26.06.55 - 0772.41.17.85

■Location: Immeuble 1+3 Av. Choupot - Dépôt 7.000 m², 4.500 m² couvert Senia - Local 160 m², 2 rideaux Av. Choupot - Dépôt 5.0000 m², 2.500 m² couvert G.B. pour Showroom Phoenix - Dépôt 1.800 m² + bureau Emir AEK - Agence Immobilière "EL-ASSALA". Tél.: 0796.28.41.80 / 041.58.83.04 - 041.35.47.56

■Vends ou loue T.B. Maison. Acte. R+2. N.C. terrain 250 m², bâtie 200 m² avec finition de qualité et matériaux 1er choix espagnols, endroit très animé avec R.C. 2 Gds locaux H./ 4 m. Haï Nakhil (Bir El Djir - Oran - en face Laboratoire / AFAQ) - Tél.: 0776.35.00.82

■Part. Oran-Ouest vend Maison R+1. 200 m². 2 Faç. RDC vide, divisible en 03 grands garages, hauteur 4 m 50. 1er: F6 + 2 SDB + courette, vue panoramique. Bien située. Fondations et structure béton renforcé. Convient pour construction verticale (R+5) - Contacter 0792.17.67.57

■Loue à Oran face au Sheraton, Maison mauresque. Le Bâti est récent (E/S + RDC + 1 - 185 / 320 m²). Bien entretenue avec toutes commodités - Pour visite, Tél.: 0550.51.66.42

■A vendre villa actée R+1. Sup. 200 m² Cité 200 Logts Sidi Maârouf GALITA à Oran. Const. neuve finie (Elect., eau, gaz de ville) et habitable de suite. RDC: 2 garages + 2 Pces + couloir + Stand. 1er étg.: 4 Pces + salon + Gde Cuis. avec terrasse + salle de bain + toilette. Niv. Supér. terrasse avec buanderie + une Gd Pce - Tél.:0551.01.53.92 - 0772.53.97.95

■Vds M.Maître, 260 m² bâtis, RDC+2, dépôt 260 m² + 2 bureaux, 6 Pces, 2 Gds salons, Gde cuisine, 2 S. Bains avec toilettes, à 100 m du Périphérique toutes directions - Tél.: 0773.42.02.13

■Vends villa à Fernand-Ville - 320 m² - Cave + RDC + 1er Etg. - Tél.: 0771.88.56.75

■ORAN - Trouville - Vends villa actée double façade, superficie 1.200 m², vue sur mer, bien située dans quartier résidentiel - Tél. Mobile: 0550.56.27.50

■A vendre Maison de Maître à St-Eugène. R+1. Superf. 450 m² avec toutes commodités (bâche eau, chauffage central, climatiseurs). Grands locaux au RC - Contacter: 0770.37.68.75 - 0773.17.57.08 - 041.45.23.76

■Loue chalet Sh village 5 à El Bia Bethioua et ou bureau à Sté étrangère ou Nle, refait à neuf. F3 salle à manger, cuisine, SDB, jardin, garage 2 Véh.. Ttes commodités, préférence meublé à votre convenance, endroit calme, serein et sécurisé - Tél.: 0793.324.406

■Maison à vendre à OUED TLELAT en face Station d'essence, 60 Bd Emir AEK. 300 m². RC + 1er avec 02 locaux commerciaux - N° Port.: 0797.07.70.89 ou le 0554.78.75.64

■MISSERGHINE. ORAN: Vends villa R+1 à la Cité Zabana près de l'autoroute. 250 m². Actée. Eau H24, 02 locaux, 02 cours avec arbres fruitiers, 03 toilettes, SDB, hammam, 05 chambres + salon + grand hall. Prix demandé 02 milliards 300 millions négociable - Tél. Yahia: 0778.41.94.57

■Vends Maison non finie. RDC. 160 m² - Millenium Bir El Djir - ORAN - Tél.: 0550.02.48.03

■Loue appartement 80 m², refait, 2 grandes pièces + grand hall + C. S.B., 3ème étage, bon voisinage, situé environs Palais de la Culture - Oran - loyer mensuel 30.000 DA, contrat d'une année payable d'avance - Téléphoner au 0552.850.510

■Part. vend villa à Boutlilisse 200 Logts CNP. Bien aménagée. R: 2 salons + Cuis. + Toil. Deux terrasse Pte et Gde. 1er: 3 Pces + salle de bain - N° 0774.65.49.18 - Prix raisonnable

■A.V. / A louer Immeuble de 3 étages 1 Appt chaque palier + 2 locaux, le 1er 30 m² + 30 m² soupente, le 2ème 30 m² + 15 m² soupente + 60 m² sous-sol. Nouvelle construction. Bâche eau + Tél. + sanitaire. C/Ville Karguentah ORAN. Convient gros cosmétique + détergent + mercerie, groupement médical, analyse ou autre - Tél.: 0667.42.49.83

■A vendre Logt. Acté - d'une Sup. de 120 m² avec 2 dalles, 2 pièces + garage + magasin au rez-de-chaussée - au 1er étage: 2 pièces, cuisine, salon. Adresse: Haï El Ouarsenis - MERS EL KEBIR - Tél.: 0772.25.62.94

■A vendre villa 260 mètres carrés, 3 façades, Route Canastel en face l'Hôpital de Pédiatrie - Tél.: 0661.20.21.19 - ORAN

■A vendre villa 260 mètres carrés en face l'Hôpital de Pédiatrie à 100 m Canastel - Tél.: 0661.24.71.31 - ORAN

■Vieux bâti à vendre 200 m², double façade en plein boulevard Medina Jedida et un magasin de 25 m² double façade Tahtaha - Ag. Immo. 0550.51.66.31 / 0554.29.99.91

■Carcasse à vendre à Douar Boudjemaa Oran 200 m², fondations, plate-forme, piliers et 1ère dalle, jardin et bâche à eau. Ag. Immob. 0550.51.66.31 / 0554.29.99.91

■A louer villa. RDC: Salon + 2 P. + cuisine, SDB, WC, garage, jardin, 1 local. 1er: 3 P. + 1 Sal. + 1 petite pièce. 2ème: 2 Gds Sal. + 1 P. + terrasse - de préférence pour Sté - Située à Bir El Djir (Oran-Est) - 0561.31.05.44

■A.V.: M.M. R+1 + terrasse. 2 Gds Sal. 3 P. 1 Cuis. avec éléments et placards chauffe-bain, B./eau H24, SDB et djabia 2 cours + terrasse, avec piliers. Possibilité de Const. 2 chambres + cours, 2 WC, salle climatisée + juste à côté de l'école primaire, CEM et lycée. Route de Senia - Aïn El Beïda. Visite A/14 H. - Tél.: 0778.21.01.80 / 040.21.15.94 - Med

■ORAN - A vendre villa R+2 à Résidence El Bahia (Haï Felaoucène) Oran. 5 pièces + 1 grand salon + 1 grande cuisine + hammam + garage + cours. Libre de suite. Intermédiaire s'abstenir - Tél.: 0555.02.00.30 / 0555.02.00.29

■A louer villa 300 m² R+2 avec 2 garages, F6 C.SB, véranda - Maraval en face lycée Maraval - Ag. Immob. L'ETOILE - 0770.30.52.44 / 0550.35.97.91 - Fax 041.35.37.06

■Vds villa 320 m² à Oran près de l'université de l'USTO Oran + F2 indépendant. RDC: 2 Sal. + Cuis. + WC + jardin + garage. 1er: 1 Sal. + 3 Ch. 1 SDB + terrasse. Hammam et WC au sous-sol. Toutes commodités. P.D.: 2 M 800 - Tél.: 0553.87.31.98 - 0663.11.16.32

■Vends villa actée R+2. NC, 2 F. 228 m². Quart. calme Commune Sidi Chami. RDC: courette + 3 locaux (78 m² - 96 m²-36 m²) de 4,20 m hauteur, avec sanitaires. 1er étg.: 3 P., Sal., Cuis., Gd hall, 2 WC, SDB. 2ème étg.: 2 P., Cuis., Gd hall, WC, SDB + 2 terrasses, buanderie (2 Pces) + terrasse. ttes commodités B/eau + élect. / gaz + Tél. ADSL. P.O.: 2200 U. P. Vente Ap. visite. Curieux s'abstenir - 0550.53.30.03

■A vendre villa 300 m² R+1 - 10 Rue Brunie - ORAN - N°: 0792.93.56.40 - 0554.70.98.80

■Vends jolie villa R+1. Quartier résidentiel au cœur d'Oran. 300 m². Actée. 07 Pces, Cuis. équipée, 02 SDB, jardin, barbecue, B. d'eau, Chauff. central, garage 03 Voit. Prix offert 3.650 U - Tél.: 0661.23.88.39 / 0772.86.14.26 - de 09 h à 18 h

■Particulier vend une belle villa. R+1 + terrasse. Superficie 420 m², bâti 140 m², le reste jardin et 1 Appart F2. Nvlle construction, bien située à Maraval - ORAN - Tél.: 0550.74.71.89

■Vends belle villa R+1. Nouvelle construction. 120 m². Acte en cours - toute commodité (Bâche d'eau - Garage: 2 véhicules - Dalle de sol - Faïence) EL-ANÇOR - ORAN - Les Andalouses - Mobile: 0665.86.56.24

■A vendre villa (R+2) centre-ville SIG - Avenue de l'Indépendance à proximité du cinéma Century. Superficie 600 m² - Tél.: 0771.29.95.91 - 0771.29.95.93

■Vends à ARZEW ou échange superbe villa R+1. Sup. 478 m². Cour + jardin + garage - Bâche à eau - contre similaire à ORAN ou environs - Tél.: 0554.97.10.23 - 0554.97.17.87

■Vends ou Echange villa à Bousfer contre Appart Local. 648 m². Bâti 210 m² R+1. RDC: 6 P., Cu. SDB. 1er: 3 P. C. SDB. Chauff. central, Climat. - Tél.: 0771.20.34.05 - 0560.22.08.72

TERRAINS

■Vds terrains: 200 m² Maraval + 200 m² + entourage Zone Kerma + 5.000 m² + entourage Z. Tlélat + 450 m² Gd Bd Général Nivelle + 1.500 m² Chtaïbo - Tél.: 0796.28.41.80 / 041.35.47.56

■Vends terrain 180 m² les Palmiers - Location local 180 m² + cave G.B. Khayat Salah - Mediouni - Tél.: 0796.28.41.80

■TLEMCEN: Vends terrain pour Investissement ou Promotion: 20 m x 15 m en deux façades. P.C. en cours de validité, prévu en cinq niveaux dont deux pour commerce. Bonne localisation sur boulevard fréquenté - Tél.: 0770.81.65.14 ou 0771.81.43.59

■Vends terrains: 230 m² Cap Blanc - 400 m², 200 m² Aïn Tassa - 250 m² 2 F. Saint Pierre - 250 m² Aïn Karma - 250 m², 240 m², 220 m² Brédéah - 250 m² Boutlélis - 170 m² 2 F. Fleurus - 120 m² Rouaiba - 0552.98.13.81

■A vendre lot terrain 150 m² Coopérative Wilaya (Boudiaf 2), plate-forme, piliers, entourage, porte - Tél.: 0790.54.65.54

■Vends terrain nu avec piliers, superficie 150 m², acté, localité Hassian Ettoual, Haï El-Istiqlal. Prix proposé 25.000 m² le m². Curieux s'abstenir - Contacter le N°: 0797.36.15.29

■Agence vend très beau lot 200 m² P/F + piliers + B/eau. Canastel (Moudjahidin) + carcasse 260 m² S/Sol + 1ère dalle. B./ située. Actée. Canastel vers Belgaïd - Tél.: 0553.14.64.18

■Vends lots de terrains à MOSTAGANEM "Vallée des Jardins", terrains clôturés, accessibles par voie privée. Sup. 1.900 m² + 4.600 m². Actés. Livret foncier. Terrains intégrés dans le plan d'urbanisme - Tél.: 0770.74.77.38

■Vends 2 terrains: 600 m² et 250 m² - Les Sables - GHAZAOUET - Notariés - Tél.: 048.54.08.63 - 0772.41.12.44

■CHERCHELL. W. TIPAZA: Possédant terrain, Sup. 94.100 m², vue sur mer, certificat d'urbanisme R+4, Cherche Partenaire - Voir Page 01 sur: www.algim.com

■A vendre / A louer: Terrain de 25.000 m², clôturé avec deux portails, très bien positionné à la Zone Industrielle de TOUGGOURT. Contient un hangar de 800 m², vestiaires et deux autres bâtis. Peut servir les besoins d'un investissement - Contact: 0770.659.049

■Particulier loue un terrain nu et clôturé d'une sup. 1.000 m² avec eau, électricité, 2 chambres pour gardien, portail 6 m - à la Zone Industrielle de Bir-El-Djir - Tél.: 0553.84.88.23

■TLEMCEN - Achète lots terrains pour Promotion immobilière lotissements du centres d'affaires + cherche pour location local bien situé 200 m² et plus - Contacter Agence MAGHNAOUI - Tél./Fax: 043.30.22.71 - Mob.: 0793.24.78.88 ou 0558.19.13.39 - Site Web: www.maghnaoui.net

■Vente 2 superbes lots de terrain mitoyens, façade sur la double voie Oran - Témouchent, situés à Brédéah Daïra de Boutlilis. Sup. de chacun 258 m². Actés + Permis. Conviendront pour habitation ou fonction libérale - Tél.: 0795.66.59.66

■Vds Ferme 215 Hect. 40 km de la wilaya de SAÏDA, avec 02 hangars, 02 puits + 04 habitations… etc. - Tél.: 0557.86.66.92

■Vente / Location ferme 3,5 Ha. Clôturée. 1 bassin, 1 puits, 1 logement, 2 hangars 500 m² chacun - 30 min d'Oran sur l'autoroute - Tél.: 0771.00.16.28

■Lot terrain à vendre: 3.500 m², trois façades, acté, urbanisable à Haï Sabah Oran - 4.000 m² double façade Albert 1er Oran-Centre - Ag. Immo. 0550.51.66.31 / 0554.29.99.91

■A vendre terrain 150 m² + 2 façades + plate-forme avec piliers - Acté - à BENFREHA - ORAN - N°: 0770.10.65.70

■Vends lots de terrains à MOSTAGANEM "Vallée des Jardins", terrains clôturés, accessibles par voie privée. Sup. 1.900 m² + 4.600 m². Actés. Livret foncier. Terrains intégrés dans le plan d'urbanisme - Tél.: 0770.74.77.38

■Vends 1 lot de terrain nu 1.800 m² commercial situé sur le grand boulevard d'Oran (Rocher) avec Permis de construire R+2. Prix après visite - Tél.: 0550.56.41.85

■A vendre terrain Sup. 1.000 m² - 22 m de façade - avec puits. Acté - situé à Fernand-ville - Tél.: 0798.75.12.36

■TLEMCEN: A vendre lot de terrain Sup. 325 m² à Sidi Othman - Tél.: 0553.76.50.56

■A vendre terrain Sup. 1.000 m² - 22 m de façade - avec puits. Acté - situé à Fernand-ville - Tél.: 0798.75.12.36

EMPLOIS

■Carrière à Sidi Ali Benyoub - SBA - recrute un Opérateur de machine de forge. Résidant à SBA. Niveau universitaire exigé. La Sté prend en charge le stage de formation. Salaire motivant - Transmettre CV par Fax au: 041.40.31.83

■Bureau Marketing recrute Rep. Commerciale véhiculée, dynamique, présentable et communicative, bien introduite en milieu d'entreprises - Merci de nous transmettre CV + Photo à: Marketing-alg@live.fr - Mob: 0771.623.347 (H.B.)

■Pharmacie cherche un (e) Vendeur (se) - Tél.: 0771.849.317 - ORAN

■STE recrute Mécanicien sur machine industrielle NF. Exp. minimum 2 ans. Demeurant à Oran - Faxer CV de motivation: 041.27.31.64

■STE recrute 01 Chauffeur transport en commun, âge de 45 ans et plus NF. Exp. 5 ans minimum possède. Demeurant à Oran - Faxer CV de motivation: 041.27.31.64

■STE recrute 01 Magasinier diplômé qui maîtrise l'outil informatique, avec une bonne connaissance dans les produits sanitaires. Demeurant à Oran - Faxer CV de motivation: 041.27.31.64

■ORAN. Urgent: Pizzeria au centre-ville cherche Cuisinier, Grilladier (qualifié), Serveuse - Envoyez CV au: pizzeriarecrute@yahoo.fr

■Homme âgé 57 ans cherche emploi en qualité de Gardien jour ou Chauffeur V.L. chez un privé - Accepte d'autre proposition. W. 31 - Tél.: 0793.04.59.21

ANNIVERSAIRE

A notre ange ***Harrag***
Tout le monde se rappelle très bien du Mercredi 18/11/ 2009 ce jour où tu es venu embellir notre vie. Cela fait une année que tu es parmi nous très cher ***Harrag****. En cette heureuse occasion, toute la famille BENIMAN et surtout ta cousine Riham te souhaitent un joyeux Anniversaire. Que Dieu te garde pour nous.*

Ton papa qui t'adore

OUVERTURE SALLE DES FETES
Adresse: 80 Bd, Med Khemisti, Gdyel - Appeler au Mob :
0558 13 72 24

A VENDRE GROUPE ELECTROGENE, ELECTRA MOULINS,
Modèle : EMR800 / Auto - MP10 - Année d'exploitation : Juin 2000
Heures de fonctionnement : 2.630 heures - Puissance : 800 KVA
Tension : 380 V - 3 Phases - Intensité : 1216 A - Moteur : Perkins
Génératrice : Leroy Somer type - LSA 49 - 1 M7 C68 14
Veuillez contacter aux mobs:
0555 04 20 03 et 0555 04 20 04

■Société privée d'importation d'équipements médicaux sise à Oran recrute: Assistante de direction, dynamique, maîtrisant parfaitement l'outil informatique (Excel…) et résider à Oran - Veuillez envoyer CV détaillé avec photo sur: recrut31000@gmail.com

■STE recrute 01 Chef de production âge de 40 ans et plus, expérimenté dans la technique, mécanique et électronique - sérieux, dynamique, organisé, meneur d'homme. Demeurant à Oran - Faxer CV de motivation: 041.27.31.64

■Pharmacie sise à Hassi Bounif cherche Vendeur (se) - 0661.31.18.03 / 040.23.65.01

■Société privé d'importation d'équipements médicaux sise à Oran recrute: des Commerciaux sur le domaine médical / bonne présentation / maîtrisant l'outil informatique (Excel…) / possède permis de conduire (plus 2 ans) - Veuillez envoyer CV détaillé avec photo sur: recrut31000@gmail.com

■Entreprise privée recrute Technicien en électronique. Résidant à ORAN. Permis de conduite et expérience requise - Envoyer CV par mail à: contact@centralarme.com

■Entreprise privée installée à Oran & Arzew, cherche T.S. et Ingénieur en: bâtiment, hydraulique et travaux publics - Veuillez envoyer CV détaillé avec photo au 041.47.41.60

■Entreprise privée cherche J.F. licence en langue française, maîtrise l'outil informatique pour agent commercial - Veuillez contacter N°: 0550.99.53.56 - 041.43.47.26 - Adresse: Route de CANASTEL -FERNANDVILLE.

■Cherche Ingénieur en génie civil agréé aussi Architecte agréé avec mise à jour "Disponible" - Tél.: 0698.68.70.89

■Restaurant standing très bien situé à Oran, cherche Chef de cuisine Espagnol pour Association - Pêcherie et Paëlla - Tél.: 0779.82.76.00

■Société recrute J.H. Ingénieur en Télécom. Exp. 02 ans Min. Notion approfondie en informatique. Résidant à la Wilaya de RELIZANE ou environs - Envoyez CV et photo au www.fabelalg@yahoo.fr. Avant le 27 Novembre 2010

■URGENT: Agence de Communication cherche des Sérigraphes qualifiés - Contact: 041.42.06.82

■Société privée recrute: des Chauffeurs semi-remorque. Expérience 5 ans minimum. Résident dans la commune de Sidi Chahmi - ORAN - Fax: 041.40.31.83

■Hôtel privé 04 Etoiles cherche: 01 Gestionnaire des stocks - 01 Maître d'hôtel - 01 Chef de rang - Résidant au centre-ville d'Oran - Expérience souhaitée - Tél.: 041.29.47.97 ou 98

■Salle de sport au centre-ville d'Oran cherche Agent de sécurité (âge 20 - 35 ans). Résider à Oran - Tél.: 0798.87.78.14

■La Crêperie "Red & Hot" à l'U.S.T.O. cherche Diplômé en Sc. commerciales pour poste de Caissier et Cuisinier(e)s avec Formation Prof. - Tél.: 0553.45.56.29

■Famille à ORAN cherche Femme de ménage, sérieuse et dynamique - Tél.: 0558.58.61.47

■MCC Internl recrute pour Gd stade d'Oran des Projeteurs Béton Armé. Vous aurez à réaliser des plans de coffrage et de ferraillage + des coupes de détails. La maîtrise d'AUTOCAD est impérative. Exp. + 6 mois. Se présenter avec CV sur le chantier à BIR EL DJIR - Tél.: 0553.86.09.87 - 0559.03.76.12

■Institut de beauté recrute Esthéticienne maîtrisant son métier et résidante à Oran - Envoyer C.V. avec photo: esthetal@yahoo.com ou appeler le 041.33.17.74 H.B.

■Laboratoire d'analyse de la qualité cherche un Chef de département Analyse fine. Expérience souhaitée de 5 ans min. - Faxer au 041.43.32.70 ou mail: afakcontrol@yahoo.fr

■Restaurant Lagon Bleu recrute Chef de rang diplômé école de Tizi-Ouzou ou Boussâada - Tél.: 0557.09.64.70 - Fax: 041.42.34.85

■Salle des fêtes à Oran recrute dans l'immédiat un Gérant Homme. Expérience minimum 10 ans. Bonne présentation, dynamique, non fumeur - âgé plus de 45 ans. Niveau d'études supérieur - Tél.: 0779.377.999

■Sté en forte croissance recrute: Assistantes de direction de haut niveau. Universit. Expér. Exigée dans le poste. Très bonne élocution. Maîtrise de l'Excel. Salaire motivant - CV + Photo à: gtleader.10@gmail.com

■Sté en forte croissance recrute pour sa structure Achats: des Cadres commerciaux (H et F). Universitaires - Expérience exigée dans les achats. Résider à Oran - CV + Photo à: gtleader.10@gmail.com

■Sté en forte croissance recherche son Directeur commercial. Universitaire. Capacités managériales avérées. Expér. Probante. Rémunération négociable - attractive - Résider à Oran - CV + Photo à: gtleader.10@gmail.com

■Sté Comm. recrute: Vendeurs (es) et Caissières. Niveau 3ème AS et +. Bonne présentation, dynamiques. Résider à Oran - CV + Photo à: gtleader.10@gmail.com

■Atelier de couture situé à Oran (Choupot) recrute des Couturiers "F" spécialisées en point droit, surjet et collerette et finition repassage, diplômés, ou Tailleur Dames avec expérience - Tél.: 0770.44.23.48 - de 9 H à 18 H

■Société privée à Es-Senia recrute un Chauffeur de Semi-remorque. Expérimenté - Envoyez CV au: 040.21.20.14 ou appelez le 0555.02.88.76

VEHICULES

■Vends RENAULT SCENIC 2009 - 1.9 DCI. Etat neuf. Roulé 24.000 Km. Toutes options, sauf toit et cuir - Contacter Tél.: 0791.51.54.73

■TLEMCEN: A vendre Poclain SONACOM. Année 95. Bon état, moteur DEUTZ 6 cylindres - Tél.: 0790.29.64.26

■A vendre ou échange BMW 330D. Année 2007. Roulé 150.000 Km. Tout option sauf toit. Prix offert 160 unités - Tél.: 0553.75.93.43

■Vends Mégane Classic. Noire. T.O. Année 2006 - Tél0: 0773.89.55.10

■MILLENIUM. Location de Voitures. 1ère Adr.: 262 BAHI Amar ES SENIA - 2ème Adr.: Cité ECOBAT Akid Lotfi ORAN - Propose des remises exceptionnelles et pour la location d'une semaine une journée est offerte gratuitement - Mob: 0770.48.06.27 / 0556.08.71.76

■Achat Véhicules accidentés ou en panne - Légers et Lourds - 021.91.35.62 - 0771.87.77.73 - 0771.39.49.82

■A vendre 4X4 KYRON SSANG YONG 2010 SAFIA - Tout options - 05 places - 37.000 Km. GRZ - Tél.: 0772.53.97.95 - 0551.01.53.92

■Vends des Bus AEROCITY HYUNDAI très bon état. Année 2003 - Tél.: 0661.20.74.14

■A vendre CLIO Papillon 1.2 16 V. Année 2008, noir métallisé, toute option - Tél.: 0771.75.71.41 - 0557.09.95.09

■A vendre à ORAN: une TOYOTA "COROLLA" Essence. Année 2008. Noire. Toutes options. 50000 Km - Tél.: 0797.555.276

■Jeune fonctionnaire cherche KIA RIO An: (2007 - 2008) ou POLO Fiesta (2004 - 2008) faible Kilométrage - Tél.: 0770.89.68.45

■EURL. ALIS. CAR - Location de voitures - 04, Rue Mohamed Khemisti - ORAN - Offre des véhicules pour Sociétés et particuliers - Tél./Fax: 041.29.26.03 - Mob: 0778.31.56.72

■Achat Véhicules accidentés ou en panne - Légers et Lourds - 021.91.35.62 - 0771.87.77.73 - 0771.39.49.82

■LVS Location de Voitures. L'agence des professionnels. Adresse: Bd Millenium (Oran) - Tél.: 0775.203.842 / 041.42.68.99 - Email : lvslocation@yahoo.fr

■Vends Camion à benne "CHAKMAN" de 15 tonnes. Année 2010 - Nous contacter au: 0554.37.07.95 - Intermédiaires s'abstenir

■Vends: Camion RENAULT 10 tonnes, G290 à benne. Année 84 - Camion RENAULT 7 tonnes, M180 plateau. Année 93 - Tél.: 0772.18.76.69

LOCAUX

■Loue Dépôt 5000 m² + Maison R+1. 1.000 Couvert. Zone ES-SENIA - Tél.: 0552.98.13.81

■Vends local avec Matériel de coiffure Homme état neuf - situé au centre-ville d'Oran à la Rue Pélissier. Prix 800 Unités négociable - Tél.: 0796.90.54.71

■Un local à louer Bd Mascara ORAN N°12. Superficie de 70 m², bien aménagé, 2 façades - Contacter Tél.: 0561.30.97.05

■Loue magasin (F2 aménagé) Avenue St-Eugène en face Bt Escalonne. 40 m² - ttes commodités. Convient pour professions libérales ou pizzeria, pâtisserie - Tél.: 0770.79.30.92 - 0555.61.71.31

■MASCARA Centre-ville: Vends local commercial (P.D.P.) 25 m² - 02 façades - Aménagé. Prix intéressant + vends PASSAT TDI - 1998 - en T.B.E. avec options - Tél.: 0771.82.03.87

■Loue dépôt superficie plus de 1.000 m². Parc engins. EL MALAH - Tél.: 0550.31.23.23

■Location 1 Gd local. RDC: 250 m². 1er étage: 75 m² - avec 02 rideaux et toutes commodités - au centre-ville d'Oran (Bd de l'Industrie) à côté Place Karguentah - Prix 90 000,00 / mois - Tél.: 0553.04.69.59

■ORAN - Loue Boulangerie sans matériel. S. 120 m². 2 façades, avec vitrine Mischler et sanitaire - Lieu: Av. Lamur - Tél.: 0771.63.30.23 - 0552.67.53.15

■Vends ou loue en pleine Avenue commerciale, Hôtel du Jardin 65 Ch. 5ème étage, Douche 200 m² et Café 122 m² + 1 Appart F5 156 m² (400 m²) en activité: 24 Av. CHEIKH Abdelkader - Medioni ORAN - Fax: 041.58.86.11 - Tél.: 041.34.53.96 - Mobile: 0661.20.81.95

■Loue deux Chambres froides Négatives 100 m3 chacune, situées sur le Boulevard Millenium, avec prix intéressant - Tél.: 0771.14.80.33

■ORAN - Possède magasin Rue Emir AEK centre-ville, en pleine activité vêtements Femmes et Chaussures, cherche Associé avec fonds - Tél.: 0661.84.94.20 - Merci

■Sté privée cherche location local commercial 300 à 400 m² les Castors Oran, de préférence grand Boulevard de la pièce détachée ou environs - Faire offre au Fax N° 021.54.09.06

■AG. HOUHOU. Maraval. 041.35.34.27 - 58.86.24 / 0555.444.172 - Vend Hammam + Douche 370 m² P.O. 45 - Vend ou échange M.M. B. Djir 250 m² contre F4 ou F5 + complément valeur 15 - Vend locaux: Pl. d'Armes 150 U. La Bastille 37 m². Local St-Eugène côté Boukamel 70 m² 850 U

■Vds / Ech. 2 magasins avec S/Sol. Sup. 36 m², chacun sans le S/Sol. Situés sur une rue commerciale entre Rue Larbi Ben M'hidi et Rue Med Khemisti (C.-V. Oran) avec un prix sacrifié - Contacter le: 0551.644.551

■A louer un Showroom Sup. 581 m² pour Société Nat. ou Intern. ou Prof. libérale, avec 18 m façade, bien aménagé sur Gd Bd Cité Emir AEK en face ALVER. Interm. s'abstenir - Tél.: 0771.39.77.21 - 0550.52.00.10

■Loue local de 20 m² avec sanitaire, à usage de bureau, salon de coiffure (Dames) ou K.M.S. - et Loue local de 70 m² avec 2 bureaux et sanitaire à Point du Jour - ORAN - Tél.: 0770.35.36.29

■A louer un local Sup. 90 m² avec 2 portes électriques + 2 climatiseurs + sanitaire - situé en plein centre-ville d'Oran en face consulat d'Espagne - Tél.: 0550.46.03.28 - 0771.28.01.30

■Location 1 Gd local. RDC: 250 m². 1er étage: 75 m² - avec 02 rideaux et toutes commodités - au centre-ville d'Oran (Bd de l'Industrie) à côté Place Karguentah - Prix 90 000,00 / mois - Tél.: 0553.04.69.59

■Loue local 70 m² proximité Açyl Fernandville - Haï Khemisti ORAN - Tél.: 0770.87.47.47

■Vends 4 Chambres froides Négatives Positives avec habitation (R+2) nouvelle construction (HASSI AMEUR). Sup. 700 m² - Contactez Mohamed: 0561.99.43.01 - 0697.32.01.10

■Vends local 57,23 m², avec sanitaire - Centre-ville AÏN TEMOUCHENT (Acté) - Tél.: 0773.29.63.64

■Loue à ES-SENIA, très beau local R+1 = 360 m² (10 x 18). Payement mensuel + 1 mois caution. Prix après visite - Tél. RDV: 0771.23.55.33

■A vendre local 45 m² Avenue St-Eugène (Acté) - Tél.: 0661.20.77.03

DIVERS

■Cherche Associé ou Partenaire financier pour lancer un projet intéressant dans un nouveau créneau très rentable - Curieux s'abstenir - Tél.: 0551.72.57.10

■Armateur de pêche cherche pour Sardinier de 12 mètres, Equipement complet neuf ou bon état - Tél.: 0662.00.37.96

■TLEMCEN: Vds Micro portable FUJITSU SIEMENS, Germany, INTEL (R) 1. 60 GHz, mémoire vive 1 GO, Graveur DVD. Prix: 50.000 DA + lot de Quincaillerie - Tél.: 0776.51.22.53

■MOSTA. - A vendre Matériel Pressing: Machine à sec BÖWE 414 + Table à repasser PAUNY + Mannequin + Machine à l'eau spécial très bon état - Tél.: 0771.39.14.36

■V. Machine pneumatique de marque DRESSERT en état de marche Fraiseuse de tapis goudron 2 m de large - Pour plus d'information contactez-nous au: 0663.04.54.93 - de 8 H à 18 H sauf le Vendredi

■A vendre Atelier de tournage: Tour 2 M - Fraiseuse universelle - Perceuse à colonne - Scie mécanique - Meule à bâti - Tête à mortaise - Tél. 0795.70.36.49 ou 0778.41.45.85

■A vendre Pressing Laverie - Pressing 16 Kg - Machine à laver de 8 Kg à 16 Kg - Séchoir 2 x 16 Kg - Chaudière - Mannequin + Matériel divers - Tél.: 0551.27.90.68

■Cherche Distributeurs Verre plat sur territoire national - Tél.: 0776.68.05.52

■Jeune Homme cherche location d'un Numéro Taxi pour contrat de 2 ans Renouvelable - N° Tél.: 0794.085.082

■Achète Cintreuse pour tube serrurier - Tél.: 0555.80.80.11

■Nouvel arrivage Autoclave Classe "B" 15 litres - 22 litres - Fax.: 041.40.45.11 - Tél.: 041.40.45.09

■L'école de Tourisme et Hôtellerie forme des Cuisiniers, Pâtissiers, Pizzaiolos, Gâteau oriental, H.S.E., Réception, Gouvernante, Ch. de Rang - Oran - 041.42.21.39 - 041.42.34.46

■Entreprise ! Soumettez-nous vos différents contentieux (fiscal, marchés, salariés…) une équipe capitalisant une longue expérience vous assistera et vous apportera les solutions adéquates - Tél. Bureau à Oran : 0557.051.554

■Entreprises ! Pour vos déclarations G50 et CNAS, établissement de la paie, élaboration de règlement intérieur, contrat de travail, rédaction de tous types de contrat… Tél. Bureau à Oran: 0557.051.554

■STOP - Entreprise fournit et pose des Portes ou des Volets ou Rideaux ou Porte garage qui s'ouvre automatiquement - Contactez-nous: 0771.85.21.77

■Investisseurs ! Pour toutes vos études économiques (ANDI - Banques… etc.) Tél. Bureau à Oran: 0771.125.238

■A vendre: Chambre à coucher (King Bed, 02 tables de nuit, coiffeuse, armoire 04 portes): prix de 60.000 DA - Salon 5 places (+ la table du centre): prix de: 45.000 DA - Salle à manger (table + 06 chaises): prix de: 30.000 DA - d'origine Malaisie - Tél.: 041.328.274 / E-mail: cityline111@yahoo.fr

■Proposition commerciale: Investissez vos fonds dans nos projets immobiliers futuristes rentables - Tél.: 0553.91.19.58 - Email : ALIMMO.INVEST@gMAIL.COM

■Formation INFOGRAPHIE (1 mois et demi): Création d'Emballage, Affiches, Panneaux publicitaires,… + Traitement d'images: Assemblage, Recomposer, Effets spéciaux,… etc. - Inscrivez-vous: l'Ecole Agréée IBN KHALDOUN - N°91, Rue Larbi Ben M'hidi (face la BADR) Miramar - Tél.: 041.39.68.86 / 0772.09.74.50

■Vds Chaîne limonaderie marque MASS: Groupe 32 becs, Laveuse 10 rangées, Premix, Dateur domino, Etiqueteuse, 3 Malaxeurs, 2 Cuves, Citerne CO2 7 T. - Tél.: 043.30.46.32 / 0776.44.51.07

■Médecin - Dentistes - Sages-F. - Vétérinaires: Echographies numériques à vendre - Très B.P. (3 d) - Fauteuils dentaires neufs - Films scanners classiques - Tél.: 0771.63.32.73 - 035.67.63.99

■Prof. de Physique - Chimie donne des cours à domicile de l'élève pour les niveaux suivantes: 1ère AS et 2ème AS et 3ème AS - Contacter: 0550.59.82.94 après 14 H à Oran

■MELINAS Imp-Exp. Sétif Vend: CNC Gravure sur bois en 3D / Conditionneuse liquide (shampoing) & Granule (sucre en stick) / Important stock de chambre à coucher & canapé - Tél.: 0555.05.39.56

■A vendre Appareil Topographe marque "LEICA" 1205+ - Contacter Tél.: 0773.42.51.26

■Vds: Offset Kors 52 x 72 - Massicot Pivano 170 cm et Polar 150 cm - Machine à Ramette A 4 et A 3 Bobine Ramette - Refondeuse bobine laize 170 cm Kampf double - Régleuse 6 couleurs laize 120 cm. Holweg - Cylindre Heidelberg 46 x 64 gris - Tél.: 0770.89.35.09

■Institut Supérieur de Formation en Hôtellerie et Tourisme agréée par l'Etat lance les formations de: Cuisine - Pâtisserie - Gâteaux traditionnels - Réceptions - Début des cours Novembre 2010 - Appelez au: 040.22.04.82 - 0792.23.14.89

■Vends Machine de menuiserie 07 opérations marque SICAR bon état + plus Ponceuse granito neuve - Tél.: 0698.68.70.89

■Je cherche à louer une Licence d'un café à ORAN - Tél.: 0770.37.37.42 - 0557.42.69.55

■Entreprise Travaux Bâtiment T.C.E. cherche des Projets ou Aménagement. Construction. Démolition. Maçonnerie. Peinture. Vitrerie. Ferronnerie… etc. - Contacter Amine: 0771.85.21.77

■Vente de Matériaux de construction à domicile. Brique 12 trous et 8 trous - Sable + Graviers… etc. - Contacter Amine: 0550.32.31.16

■Installation & Réparation: Alarme Auto - Verrouillage centralisé - Lève-vitres à distance - Détecteur de marche arrière - Xénon & Autoradio - ORAN - Plateau ex: Bt. El-Mouhadjirine en face Arrêt 51 - Tél.: 0772.97.54.41

■Entreprise sérieuse assure Mise à disposition du Personnel, prend en charge les Constructions, Etanchéité et T.C.E. - Travail soigné - Tél.: 0795.78.75.33

■A vendre Fonds et Murs local commercial de 254 m², 2 rentrées, 1 boutique + un garage plein centre d'Oran, Plateau - 13, Bd Zirout Youcef - Pour une visite Tél.: 0550.46.21.76

■A vendre lot de Matériel pour salle de sport: 33 Tatamis, 24 Steps, 3 Vélos, 2 Orbiters, Banc Abdo, Horse, Tapis de marche, 2 Sacs de boxe, Gangs et Casques + Accessoires - Prix 250.000 DA - Tél.: 0771.23.55.33

■Vend s ORBITREK (CROSS TAINER) état neuf - Exercice physique + Cardio-vasculaire marque allemande (KETTLER) - Tél.: 0771.81.43.89

■Centre Technique AFAK Contrôle sis à Haï Nakhla - Belgaïd (Arrêt de bus El Kerma) lance des Cours de soutien (Math., Phys., Franç., Ara., Angl.) - Info. et Inscrip.: 040.22.01.97 / 0666.43.44.99

■Vends Centrale d'Enrobage complète marque MARINI. 220 T/H. En marche. Visible sur RN17 AB - EL HACIANE (Mostaganem) - Tél.: 0696.16.16.46

■A vendre 50 Climatiseurs de marque KIOWA + 50 Frigos + 50 Téléviseurs de marque SAMSUNG - Très bon état - Contactez-moi N° T.: 0790.69.09.36

■Nouvel arrivage destiné aux Jardins d'enfants: Cheval et Balances à ressort - Pour Collectivité Poubelle / Cendrier en acier chromé de qualité ! Billards et Baby-foot pour Foyer et Centre de jeunesse - 30, Rue Dixmude (face à l'ORVO). Delmonte - ORAN - Tél.: 041.45.68.57 / 0770.52.95.69

■Centre d'amincissement de bien-être: Voulez-vous perdre du poids ? Atmosphère vous garantit entre 6 et 8 Kilos le 1er mois. Notre devise: Sport, Minceur, Bien-être - USTO: 0770.31.32.24 - Cité Petit: 0791.92.74.90

■Vends Matériels audiovisuels pour Pro. Caméra Z7 Sony + trépied + HF Sony 63 U. Caméra HD200 JVC + Moniteur HD + HF 75 U. Caméra XDCAM Kit complet 180 U - Téléphone: 0552.92.92.78 - Amateur ne pas dérangé.

■Ets EL FETH vendons pour Cliniques, Collectivités, Hôtels ou Particuliers, du Matériel neuf ou d'occasion, en Pressing, Buanderie et Blanchisserie, également pour clients CNAC - ANSEJ ou privés - Tél.: 0550.17.78.20 ou 0550.17.78.62

■L'Institut de Beauté Le Québec sis au 78, Rue de Reims - Canastel ORAN - Propose le lissage brésilien (Kératines: traitement en profondeur des cheveux rebelles, abîmés, colorés, méchés ou cassés - Tél. 0770.48.47.18 - Vous obtiendrez entière satisfaction !

PENSÉE

17/11/2000 - 17/11/2010
Maman
tu es partie brutalement
laissant derrière toi un vide incommensurable.
Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée (Fatiha) pour
"EL HADJA BELAID FATEMA"
El Kabla d'El Hamri
Ina Lillah oua ina Ilayhi rajioune
Tes enfants et petits-enfants

Société française recrute dans l'immédiat pour exploitation station d'épuration à Oran
●01 Ingénieur Process ●01 Electrotechnicien
Conditions : *- Expériences exigées dans le domaine - Résider à Oran - Maîtrise français lu, parlé, écrit*
Avantages : Rémunération selon compétence. ***Adresser candidature par email à:*** *recrut.step@yahoo.fr*
NB : *Ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.*

CONDOLÉANCES

Le Directeur, le Personnel de la Banque Extérieure d'Algérie Agence Oran Abdelkader 60, attristés par le décès du Père de leur collègue Mr BELBRAIK Mohamed sous-directeur, lui présentent leurs sincères condoléances et l'assurent de leur profonde sympathie en cette douloureuse circonstance.

CONDOLÉANCES

M. NAZEF Ali, Directeur Général de la S.A.C.M., les Cadres ainsi que l'ensemble du personnel de l'Entreprise, très affectés par le décès de la soeur de Monsieur BENAHMED Abdelhamid, Directeur Général de T.P.L., lui présentent ainsi qu'à sa famille, leurs condoléances les plus attristées et les assurent en cette douloureuse circonstance, de leur profonde sympathie. Que Dieu, Le Tout-Puissant, accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

CONDOLÉANCES

M. NAZEF Ali, Directeur Général de la S.A.C.M., les Cadres ainsi que l'ensemble du personnel de l'Entreprise, très affectés par le décès du frère de Monsieur HASNAOUI Brahim, lui présentent ainsi qu'à sa famille, leurs condoléances les plus attristées et les assurent en cette douloureuse circonstance, de leur profonde sympathie.Que Dieu, Le Tout-Puissant, accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

Office Public des Ventes aux Enchères et Evaluations
Maître FELLAHI TOUFIK
Commissaire-Priseur près le Tribunal d'Oran
Rue Moulay Ahmed (ex-Lamoricière) Immeuble n°08 – Oran
Mbl: 0770.31.69.47 – Tél/Fax: 041.29.30.62

تصحيح تاريخ عملية البيع

نعلم زبائننا الكرام أن تاريخ عملية البيع بالمزايدة التي تم صدور الإعلان عنها في جريدة لوكوتيديان وهران بتاريخ 13 نوفمبر 2010 الخاصة بمؤسسة Cotitex يكون يوم الخميس **25 نوفمبر 2010** بدل **27 نوفمبر** لأنه يوم عطلة. نرجو تقبل اعتذارنا من الجميع.

محافظ البيع

APPEL DE DETRESSE

Enfant de six (06) ans, orphelin, prénommé Nedjm, handicapé de ses jambes, se trouvant dans la pouponnière de Tlemcen, cherche une famille d'adoption afin de s'occuper de lui. Pour toute information complémentaire contacter le 0550.27.38.40 ou le 0661.22.21.83

وأجركم على الله

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
الأستاذ: فريق علي محضر قضائي لدى محكمة وهران مسير لمكتب الأستاذ بنرواتي محمد
26 شارع إخوان نباطي وهران

إعلان عن بيع عقار محجوز بالمزاد العلني

ليكن في علم الجمهور أنه بتاريخ 2010/12/13 على الساعة الواحدة و30 د بمقر محكمة وهران يغمراسن، سوف يتم البيع بالمزاد العلني للعقار المحجوز بموجب الأمر الصادر يوم: 2008/05/21 عن رئاسة محكمة وهران، وذلك لفائدة القرض الشعبي الجزائري – وكالة خميستي 416 - وهران.

تعيين العقار:

- محل ذو طابع صناعي كائن بوهران، المنطقة الصناعية حاسي عامر واجهة الطريق 01، متكون من حظيرتين تقعان جنبا لجنب منفصلتين بحائط داخلي وتحتويان على بهوين كبيرين، مكاتب ذات طابع إداري، حجر لتغيير الملابس وصحيات، قاعة للأكل بالخارج يوجد ملحقات أخرى تحتوي على مسكن للحراسة، محطة تحويل الكهرباء، خزان للمياه، بئر وخزان لغاز البريان.
- مجموعة القطعة الأرضية 5214 م² المملوكة للشركة ذات المسؤولية المحدودة تي.أم.أو.
- السعر الافتتاحي 65.456.667,67 دج.
- إثباتا لذلك حررنا هذا المحضر للعمل به قانونا.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
الأستاذ: فريق علي محضر قضائي لدى محكمة وهران مسير لمكتب الأستاذ بنرواتي محمد، محضر قضائي
26 شارع إخوان نباطي وهران

إعلان عن بيع فندق محجوز بالمزاد العلني

ليكن في علم الجمهور أنه بتاريخ 2010/12/13 على الساعة الواحدة و30 د بمقر محكمة وهران يغمراسن، سوف يتم البيع بالمزاد العلني للعقار المحجوز بموجب الأمر الصادر يوم: 2007/04/04 عن رئاسة محكمة وهران، وذلك لفائدة القرض الشعبي الجزائري – وكالة خميستي 416 - وهران.

وصف العقار:

- يتمثل في فندق خمس نجوم معروف بالإسم التجاري "حياة ريجانسي"، الكائن بوهران، حي البركي فلاوسن، يشتمل على 260 غرفة، قاعة استقبال، مطعم وملحقات، والكل مبني على ثمانية طوابق وطابق ما تحت أرضي على قطعة أرض إجمالية 10.000 م².

الحدود من ثلاث جهات: طريق وواجهة رابعة، حي فلاوسن.

- السعر الافتتاحي 6.400.000.000,00 دج.

PENSÉE

Pour SENOUCI BRAHIM
le 18-11-2008. Voilà bien des mois qu'on pleure notre petit frère, petit-fils mort depuis deux ans déjà, nos larmes encore troublées, nos blessures toujours non refermées, essayant de survivre de ce malheur. Repose en paix cher SENOUCI - Inna Lillah wa inna Ilayhi rahjioun.

Ta petite famille qui souffre en silence. TEGUIA, KHALI HAMZA, TIFRAOUI Farid Saïd, ya khouya laâziz Senouci.

إنا لله و إنا إليه راجعون

PENSÉE

17-11-2000 - 17-11-2010
Cela fait dix ans que nous a quittés le 17 Novembre 2000 notre cher père et grand-père
DENNAÏ MOHAMED dit ZERIKA.
En cette journée de l'Aïd El Kebir nous récitons la Fatiha en ta mémoire et nous implorons Dieu, Le Tout-Puissant, Clément et Miséricordieux pour t'accueillir en Son Vaste Paradis. ALLAH Yarhmak ya Zerika.
Ton fils Saïd et ses enfants

Famille DENNAÏ

PENSÉE

Triste et fatidique fut le 20/11/2010 jour funéraire de notre cher et regretté
Mr MEGHRAOUI Mostefa.
Nous n'arrivons pas à oublier ta bonté, ta générosité, ton bon sens d'humour et ton immense culture. Merci pour les valeurs que tu nous as transmises et que Dieu t'accorde Sa Sainte Miséricorde.

Ta femme, ta fille Halima et Ouiam

DÉCÈS

Les familles BENHABIB, TALEB, BENMADANI, ABDJI ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté père, grand-père et oncle
BENHABIB Tidjini
survenu le Mardi 16 Novembre.
L'enterrement a eu lieu Mercredi au cimetière de Aïn Beïda.

PENSÉE

A la mémoire d'une grande dame
Mme SEGHIER
née SADAT Keltouma.
Cela fait déjà une année que nous a quittés pour le monde éternel notre chère et tendre mère. Qui dit que le temps atténue l'atroce souffrance de la perte d'un être cher ? laissant derrière toi un vide incommensurable. Les jours d'absences n'ont pas effacé de nos mémoires l'être cher que tu as toujours été, tu demeureras en nous comme un repère d'exemplarité, de courage, de générosité et de qualité. Fière tu as vécu, fière tu es partie. Notre plaie est toujours vive et le vide que tu as laissé ne pourra jamais être comblé.
Tes filles et tes petits-enfants demandent à tous ceux qui t'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire et de prier Dieu, Le Tout-Puissant, de t'accorder une place en Son Vaste Paradis. Repose en paix, ma tendre et chère mère.

إنا لله و إنا إليه راجعون

PENSÉE

BENDAOUD Chouchane
On dit que ce sont toujours les meilleurs qui partent. En ce jour tragique du 07/10/10 nous a quittés à jamais notre très cher père
BENDAOUD Chouchane
en laissant un grand vide pour la famille. Les enfants, les petits-enfants te pleurent. Toute la vie tu resteras gravé dans notre cœur.
Repose en paix cher père.

Ton fils Missoum

PENSÉE

A la mémoire de notre cher fils
BELGHERBI ADDA
décédé le 18-11-2009.
En ce pénible, triste et douloureux souvenir, ses parents et ses filles demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

DÉCÈS

Les familles HADDAD, SLAÏMI, DJABEUR, BENZABA, DEROUICHE, BEREGUAD, AHMED BACHA, HAMADI, GANI et MAHMOUD de Toulouse ont la douleur de faire part du décès de
KEBIR MEDJHOUDA LAHOUARI (dit KAÏNESS)
à l'âge de 83 ans. Domicile mortuaire: 42 Bd Houha Mohamed - Oran.

DÉCÈS

Le 04 Novembre 2010 nous a quittés à jamais notre cher frère, père, mari et ami Monsieur
MEGUERECH HADJ MOHAMED
à l'âge de 57 ans. En cette circonstance, toutes les familles MEGUERECH et HENNI demandent à tous ceux qui l'ont connu d'honorer sa mémoire par des prières. "ALLAH Yarhamek" et que Dieu t'accueille dans Son Vaste Paradis.

إنا لله و إنا إليه راجعون

Institut DATA ®

Votre premier établissement agréé par l'Etat
Siège : 21, Rue Lamartine - Oran - Tél./Fax : 041.33.21.57 / Tél. : 041.40.66.23
Mail : institutdatadz@yahoo.fr - Site web : http://institutdata dz.ifrance.com
Une expérience nationale, unique de 30 ans ! Faites décoller votre avenir

Formations	Durée	Conditions
Master en informatique	2 ans	DEUA ou T.S. informatique
Licence (BTS - DEUA - informatique)	30 mois	Terminal 3 AS et plus
Technicien en informatique de gestion	18 mois	2 AS et plus
Cycle Bureautique	6 mois	Tous les niveaux
Initiation et perfectionnement	3 mois	-
MBA		Nous consulter
Langues: Français - Anglais - Espagnol...	-	-

Formations à la carte: Réseaux, Autocad, Delphi, Access, PAO, créations de sites web, HTML, PHP, Pascal, Java, maintenance (hard et soft),… etc.
- Meilleur prix rapport qualité / prix maghrébin
- Possibilité, stages à l'étranger, partenariats canadiens et français
- Intervenants haut niveau nationaux, partenaires étrangers (canadiens, français).

Promotion : Lance formation accélérée d'un mois en Microsoft Excel 3800 DA.

Importante Société Privée

Recherche

Un (01) Responsable des Approvisionnements

Profil :
- Diplômé dans la filière (Licence, DEUA)
- Expérience avérée dans le domaine (la connaissance des logiciels de gestion de stocks serait appréciée)

Missions principales :
- La gestion des approvisionnements (commandes, achats, relances)
- Contrôle et réalimentation des stocks
- Gestion des magasins et des inventaires

Les candidats intéressés sont invités à envoyer leur demande avec CV + Photo sur le site : www.votrecvdz.net
Ou par Fax au numéro suivant : 041.33.21.08

Importante Entreprise Publique

RECRUTE

Un (01) Chef de Département Administration et Finances.

Lieu de travail : ORAN.
Profil :
- Licence en Sciences Financières CMTC / CED, Ecoles supérieures de commerce.
- Maîtrise de la fiscalité et de la législation du travail.
- Maîtrise de l'outil informatique.
- Disponibilité, sens des responsabilités et sens de l'organisation.
- Bonnes capacités de gestion et de commandement.
- Age : 35 à 40 ans.
- Expérience de 05 années et plus dans un poste similaire.
- Résidence: ORAN et environs.

Transmettre CV avec Photo et Lettre de motivation par fax au: 021 39 36 14

OUVERTURE DE LA

CLINIQUE DE LA VISION

63, BOULEVARD LES CASTORS - ORAN - Tél. 041 46 51 33 - 041 46 51 38

Sous la Direction du

Dr CHIALI ABDEL ILLAH

Corneal Fellow LSU Eye Center USA

Met à votre disposition les interventions suivantes:
- Greffe de Cornée / Cross Linking
- Cataracte par micro-incision et implant multifocal
- Myopie: Lasik / Implant
- Décollement de Rétine / Vitrectomie
- Strabismes
- Glaucomes
- Paupières et Voies Lacrymales

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Hannachi (président de la JSK)

«Je ferai d'autres révélations»

Propos recueillis par M. Zeggaï

Mohand Cherif Hannachi ne semble nullement perturbé par le dernier communiqué rendu public par la FAF. Encore plus, Hannachi promet d'autres révélations qui risquent de faire couler beaucoup d'encre et de provoquer l'intervention des hauts responsables de l'Etat.

Hannachi persiste et signe: «Je détiens les preuves de tout ce que j'ai affirmé et je confirme que Raouraoua m'a demandé devant des témoins d'arranger le match face au Ahly du Caire. C'est un fait très grave à l'encontre du football national. Je ferai d'autres déclarations plus graves au moment opportun».

Pour éclairer nos lecteurs et l'opinion publique, nous avons sollicité Hannachi pour en savoir plus sur d'éventuelles évolutions de cette affaire qui est tout de même d'une extrême gravité.

Le Quotidien d'Oran : *Quel est votre commentaire après le communiqué de la FAF ?*

Moh Cherif Hannachi : Ce communiqué n'a aucun sens. Pourquoi ? D'abord, il n'est pas signé et ensuite c'est Hannachi, le président de la JSK, qui accuse Raouraoua, président de la FAF. Je l'accuse personnellement et directement.

Alors comment ose-t-on me répondre par un communiqué qui ne porte aucune signature ? Raouraoua est à la Mecque, donc ce n'est pas lui qui a réagi, c'est peut-être l'un de ses adjoints qui l'a rédigé pour lui faire plaisir afin de détourner l'opinion publique. Je maintiens toujours mes propos et mes accusations et je suis prêt à confronter Raouraoua là où il veut et devant n'importe quelle instance du pays.

Q.O.: *Dans ce communiqué, lit-on, des investisseurs se sont manifestés auprès de la FAF pour aider la JSK…*

M.C.H.: Ecoutez, depuis quand la FAF se mêle-t-elle des investisseurs de la JSK ou d'autres clubs ? Est-ce dans ses prérogatives ? Ce sont des allusions et des déclarations dont le but est de tromper l'opinion publique. La FAF, au lieu de parler des investisseurs, aurait dû s'inquiéter de l'absence d'une direction technique nationale dont le rôle est de mettre en œuvre une véritable politique de développement du football national. La JSK a été créée et gérée par des hommes intègres et crédibles qui sont capables de s'occuper du capital social de leur club. Nous n'avons refusé personne.

Ph.: Arch.

A titre d'exemple, nous avons sollicité par écrit, le 27 mai 2010, M. Haddad, P-DG de l'ETRHB pour lui demander de rejoindre la JSK en tant qu'actionnaire majoritaire. A partir de là, je considère ce communiqué comme une forme de déstabilisation et une insulte à toute la famille de la JSK. Encore plus, peut-on nous communiquer les noms de ces investisseurs qui sont allés voir la FAF ? Pourquoi ces derniers sont-ils allés voir la FAF et ne se sont pas rapprochés du club ? D'ailleurs, les actionnaires vont tenir aujourd'hui une assemblée générale et vont répondre au communiqué. A la FAF, on oublie qu'à la JSK on investit sur les hommes. On oublie que la JSK a été parmi les premiers clubs à déposer son registre de commerce.

Q.O.: *Compte tenu de la gravité de vos accusations, l'opinion publique se demande si réellement vous avez des preuves.*

M.C.H.: Bien sûr, les preuves existent et j'assume mes responsabilités.

Je ne ferai jamais marche arrière. Raouraoua m'a touché dans mon amour-propre en portant préjudice à la JSK. Dieu Merci, à la JSK, on ne mange pas de ce pain. Il ne respecte personne. La preuve, il a affirmé que ce ne sera pas la fin du monde si l'EN ne se qualifierait pas à la prochaine coupe du monde ou à la CAN. Tout le monde sait qu'il est tout le temps absent et continue de gérer le football par téléphone. Il est temps de procéder à un changement radical et à ses mauvaises habitudes. Je sais beaucoup de choses sur la déstabilisation de la JSK, mais je les révèlerai au moment opportun. Personnellement, je dirai que depuis que j'ai refusé de marcher dans la combine du match contre le Ahly, les problèmes ont surgi. On a tout fait pour barrer la route à la JSK. J'aurai aimé qu'on nous dise dans ce fameux communiqué pourquoi Raouraoua n'a pas assisté à la demi-finale de la ligue des champions d'Afrique contre le tenant du titre et le futur vainqueur où la JSK représentait pourtant l'Algérie. Qui est-ce qui a ''aidé'' le TP Mazembe à Alger et assuré sa sécurité ? Pourquoi m'a-t-on interdit de banc, alors que nous étions tout près du sacre ? Et j'en passe. Raouraoua gère le football national comme s'il s'agissait de sa propriété personnelle et ne consulte jamais les présidents de clubs qui sont les principaux concernés.

Q.O.: *Le nom de Madjer a été évoqué ces derniers jours comme futur président de la FAF, qu'en pensez-vous ?*

M.C.H.: Ce serait une excellente nouvelle si elle venait à se confirmer. Il faut l'encourager. Le temps est venu pour assainir par la mise en place des états généraux du football algérien. Les changements s'imposent si l'on tient compte des dérives actuelles.

USM Blida - Pour cause d'ingérence

Bouali Fouad démissionne

M. Benboua

Une semaine seulement après sa prise de fonction à la tête de la barre technique de l'USM Blida, l'entraîneur Bouali Fouad a jeté l'éponge lundi, suite à un différend avec la direction du club. «Je me suis rendu compte que le président Mohamed Zaïm avait une vision des choses complètement opposée à la mienne. Donc, à partir de là, je ne pouvais plus poursuivre ma mission», expliquera le technicien tlemcénien. Et d'ajouter: «Au début, nous nous sommes mis d'accord en limitant les tâches de chacun. Il s'occupe des affaires administratives du club et moi du côté technique, mais cela n'a pas été le cas». Au terme de la huitième journée du championnat, l'USMB, qui n'a pas encore gagné le moindre match, occupe la dernière place qu'elle partage avec le CABBA (04 pts). Un bilan plus que négatif pour l'équipe de la ville des roses, qui ne semble pas retenir les leçons des précédents exercices. En effet, l'équipe chère au président Zaïm, qui a frôlé la rétrogradation ces quatre dernières années, a tout intérêt à se ressaisir au risque de sombrer. Force est de reconnaître que le rendement des joueurs n'a pas atteint le niveau souhaité par les supporters qui ont affiché à maintes reprises leur crainte quant à la suite du parcours. A Blida, on estime que les prochaines échéances s'annoncent très difficiles pour les camarades de Gaouaoui, avec quatre rudes confrontations face à la JSMB, l'USMH, le MCS et la JSK. Cela dit, les supporters de l'USMB s'inquiètent à juste titre puisque l'équipe a montré ses limites à Tchaker cette saison, ne récoltant qu'un seul petit point depuis le début de l'exercice (0-0) face au MCO. Avec seulement deux buts marqués et dix encaissés, il faut avouer que le prochain entraîneur de l'USMB aura du pain sur la planche pour espérer redresser la barre. Lors de la neuvième journée, prévue la semaine prochaine, l'USMB affrontera à domicile la JSM Bejaia de Djamel Menad. Un test difficile pour les «Verts et Blancs», même sur leur antre du stade de Tchaker.

RC Kouba

Les jeunes ont du répondant

M. Z.

Faire de la première saison professionnelle un tremplin pour l'avenir, tel est le leitmotiv des dirigeants koubéens. Pour cela, on peut dire que le Raed est sur la bonne voie comme en témoignent son remarquable début de saison et sa place de dauphin actuel en Ligue 2 avec trois points de retard seulement sur le CSC après sept journées de compétition. Les protégés du coach Nabil Medjahed sont sur une série de trois matches sans défaite, mais cette trêve est intervenue à un moment où le RCK commençait à carburer à plein régime. «Nous aurions aimé que le championnat se poursuive pour rester sur notre lancée. C'est certain que cette trêve n'est pas bénéfique, mais on essaye de faire avec. Ce report a quelque peu perturbé notre feuille de route qui nous contraint de réaménager notre programme de travail», dira l'entraîneur koubéen Nabil Medjahed qui nous a confirmé que son équipe disputera un match amical face à l'USMA mardi prochain avant le match de coupe contre Oued Smar. A propos d'objectif, le RCK affiche des ambitions mesurées d'autant plus que l'équipe a été remaniée à 90%. Le souci majeur du club, aujourd'hui, est de former une équipe compétitive et performante afin de répondre aux aspirations des supporters. «De concert avec les dirigeants, ces derniers ont fait du maintien leur principal objectif», nous a affirmé Nabil Medjahed. Mais ceci ne veut nullement dire que les Koubéens vont se contenter d'une place honorable. Au contraire, ils sont décidés à marquer leur présence dans ce championnat et défendre crânement leurs chances. A Kouba, on veut procéder par étapes, c'est pourquoi on attend la fin de la phase aller pour établir un premier bilan. Car une accession exige des moyens et un renfort de qualité lors du prochain mercato. A présent, l'entraîneur koubéen se consacre à la préparation d'un groupe composé essentiellement de jeunes éléments qui ont montré de belles aptitudes jusque-là. Pour le moment, Medjahed est satisfait des progrès enregistrés par sa jeune équipe et du rendement des Kheddis, Ait Ali et Hosni qui apportent beaucoup, selon leur coach, par leur expérience. A propos du niveau technique de cette première partie du championnat, Medjahed conclura : «Tout en reconnaissant que le CSC est au-dessus du lot, j'ai été impressionné par le MSP Batna qui a une jeune équipe pratiquant du bon football. Il faudra se méfier également de l'ASMO que j'ai eu l'honneur d'entraîner et qui recèle de bonnes individualités».

Chlef - Dépôt de plainte contre de pseudo-supporters

Le président de l'ASO présente ses excuses et dénonce

A. L.

Le président de l'ASO et les dirigeants ont, par un communiqué de presse, «dénoncé avec la plus ferme volonté les incidents qui ont caractérisé le caillassage du bus du MC Oran». Selon ce communiqué, ces actes de vandalisme, dont sont à l'origine de pseudo-supporters, sont rejetés par la population de Chlef. Il est à signaler qu'une plainte a été déposée officiellement contre les auteurs de ces actes lâches et inacceptables. Les dirigeants de l'ASO soulignent que même la voiture immatriculée 31 du joueur Gharbi a été complètement saccagée et ont adressé une lettre d'excuses au MCO, lequel a été convenablement accueilli à Chlef. On rappellera que les deux équipes ont posé ensemble pour la photo souvenir avant la rencontre et que Zaoui et Chérif El-Ouazani se sont donné l'accolade. Sur le terrain, il n'y a pas eu d'incidents comme souligné par tous les médias. Toutefois, du côté du MCO, on a précisé que le club recevant, en l'occurrence l'ASO, est toujours responsable de la sécurité des équipes visiteuses jusqu'à un kilomètre du stade. Or le caillassage a eu lieu à 500 mètres du stade Boumezrag. L'administration du Mouloudia d'Oran a souligné l'absence de toute assistance lors de ce regrettable incident qui ne fait que perpétuer la «crise» entre les deux galeries car du côté des clubs et des joueurs, il semble que la hache de guerre est bel et bien enterrée. A l'heure du professionnalisme, il est grand temps que cette violence d'un autre âge cesse une fois pour toutes. Car c'est l'une des conditions pour que le football algérien s'engage résolument dans la voix du progrès.

Nouvelle AURIS
L'élégance dans tous ses détails.
TOYOTA
AURIS
drivedentsu
2 ANS TOYOTA GARANTIE
Disponible en version essence, diesel*, dans tout le réseau TOYOTA ALGERIE et ses agents représentants.
* Boite manuelle et MMT.
TOYOTA ALGERIE
Alger: 021 98 30 00 - Blida: 025 43 14 14 / 19 19 / 17 17
Ouargla: 029 71 71 71 - Annaba: 038 51 40 82 / 16 96 - Oran: 041 98 30 00.

ZOOMLION
KIV Concessionnaire
www.kivmachinerie.com
Possibilité de Crédit Fournisseur, sur 15 mois avec 5 000 000DA d'apport initial
16 TONNES 8 550 000,00DA.HT*
*Taxe de mise en circulation non incluse
20 TONNES 10 260 000,00DA.HT*
*Taxe de mise en circulation non incluse
ZOOMLION QY20H
*Service après vente et pièces de rechanges d'origine assurée
Direction générale :
Rue Rachi lieu dit El Hattab - ANNABA - Algérie
Tél : 038 84 04 06 (03) / Fax : 038 83 26 73
Showrooms KIV :
Alger : Dar el beida, Tél/Fax : 0661 327 277 / 0770 270 009
Bordj El Kifan, Tél/Fax: 021 21 54 32 / 021 21 54 32
Annaba : Tél/Fax : 0661 329 865 / 038 83 26 73
Berrahal Tél/Fax : 038 87 88 87 / 038 87 88 87
Les Palmiers, Tél/Fax : 0770 344 607 / 0661 364 168
BEJAIA : Tél / Fax: 034 22 67 14 / 034 22 67 14
JIJEL: Tél / Fax : 034 49 54 54 / 034 49 54 54
MILA : Tél / Fax : 031 50 61 93 / 031 50 61 93
SETIF : Tél / Fax : 036 84 41 26 / 036 84 41 26
Oran : Tél / Fax : 041 27 32 17 / 041 27 32 86

SOIRÉE TÉLÉ JEUDI

A 21h45
GODZILLA

Avec Matthew Broderick, Jean Reno
Une tempête effroyable se dechaîne sur le Pacifique, engloutissant un pétrolier tandis qu'un immense éclair illumine le ciel au-dessus de la Polynésie française. Des empreintes géantes creusent un inquiétant sillon à travers des milliers de kilomètres de forêts et de plages au Panama.

A 22h15
CITY HALL

Avec Al Pacino, Danny Aiello, John Cusack
Le maire de New York et son jeune adjoint règnent sans partage sur l'administration de la ville. Les deux hommes forment un duo redoutable qui gère habilement les affaires courantes de la ville et bénéficient ainsi d'une grande popularité.

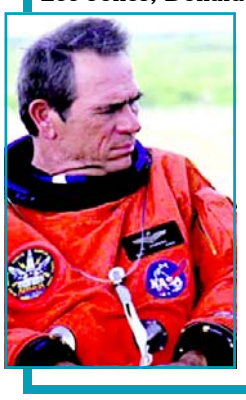
A 20h35
ENVOYÉ SPÉCIAL

Présenté par Guilaine Chenu, Françoise Joly

- Etudiants chinois : faut-il revoir la copie ?
L'an dernier, la faculté de Toulon a été éclaboussée par un scandale. Au centre de la polémique, des étudiants chinois prêts à débourser d'importantes sommes d'argent pour pouvoir s'inscrire en faculté.
- Les irradiés du Kazakhstan

A 20h35
SPACE COWBOYS

Avec Clint Eastwood, Tommy Lee Jones, Donald Sutherland



1958. Frank Corvin, Hawk Hawkins, Jerry O'Neill et Tank Sullivan, les quatre pilotes de l'équipe Daedalus, s'apprêtent à partir à la conquête de l'espace lorsqu'à la dernière minute, le gouvernement décide de les remplacer par un chimpanzé.

A 20h45
LIE TO ME

- Raison d'état
Avec Tim Roth, Kelli Williams, Hayley McFarland, Brendan Hines

Lightman quitte les Etats-Unis pour se rendre en Afghanistan. Là, les autorités lui demandent d'enquêter sur la disparition de deux soldats. Pour ce faire, il doit interroger un ressortissant américain qui a changé de camp pour rejoindre celui des Talibans. Lightman essaie d'obtenir des renseignements sur le destin des otages.

A 23h10
SONS OF ANARCHY

- Eureka
Avec Charlie Hunnam, Katey Sagal, Mark Boone Junior
Tout le club se prépare pour une course de charité, même Clay avec ses problèmes d'arthrite. Cette mobilisation de bienfaisance va vite générer d'autres ennuis. Alors que toute la bande est partie, Gemma, restée seule à Charming, fait face au groupe de néonazis. Elle tente de se défendre par ses propres moyens...

A 23h35
ESPRITS CRIMINELS

- Les profileurs
Avec Mandy Patinkin, Thomas Gibson, Shemar Moore

L'unité d'élite dirigée par Gideon est composée des meilleurs profilers du FBI. Ensemble, ils analysent les comportements des criminels les plus dangereux et cherchent à anticiper leurs actes avant qu'ils ne frappent à nouveau.

A 20h50
24 HEURES CHRONO

Avec Michael Madsen, Kiefer Sutherland, Katee Sackhoff, Mary Lynn Rajskub

Poursuivi par les équipes de la CAT, Jack est en fuite car il veut interroger Dana Walsh pour qu'elle livre le nom des conspirateurs russes. Chloe tente de le raisonner mais ne parvient pas à entamer sa détermination. Au siège des Nations unies, la Présidente Taylor est de plus en plus sous l'influence de Charles Logan, au grand dam d'Ethan Kanin.

SOIRÉE TÉLÉ VENDREDI

12h45 Journal télévisé
13.20 Prière du vendredi
13h55 Ihyaa El Sounan
14h00 Nissa min aâsr el nouboua
14h30 Mina El Malaib
17h00 Fadha El-Djoumoua
Programme religieux
18h00 Journal télévisé amazigh
18h20 Tariq El-Salama
18h45 Fatawa aâla hawa
Programme religieux
20h00 Journal télévisé
20h45 Djazairioun Fi Ameriqua
21h00 Djaraime El-Amsse Fi Charaine Yaoume - *Emission Spéciale*
21h30 Soirée spéciale algéro -syrienne de Mascara
00h00 Sarkhat El Miyah
Documentaire

A 20h45
NCIS : ENQUÊTES SPÉCIALES

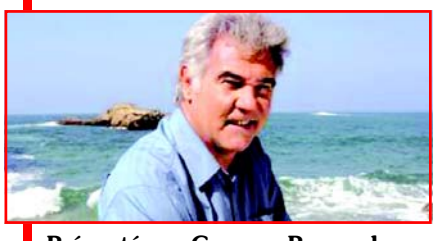
- Mascarade
Avec Mark Harmon, Rena Sofer, Michael Weatherly, Yorlin Madera
L'équipe du NCIS enquête sur la mort du caporal Roman Vega dans l'explosion de sa voiture, alors qu'il était poursuivi par la police. Dans les débris du véhicule, les experts retrouvent des traces d'un composant utilisé dans la fabrication de bombes radiologiques.

A 20h35
FAUSSES INNOCENCES

Avec Hélène de Fougerolles, Thierry Godard, Jean-Paul Comart

Le jour où Mathilda Stembert vient déclarer la mort de son mari, décédé accidentellement en Bulgarie, Roger Muller, le maire d'une petite ville, ne peut ignorer qu'elle ment. La veille, au cours d'une nuit mouvementée, il a convaincu le docteur Stembert de ne pas quitter sa femme pour rejoindre sa maîtresse.

A 20h35
THALASSA



Présenté par Georges Pernoud
- France : les ailes du délire
A la découverte d'incroyables machines, aussi à l'aise sur l'eau et dans les airs.
- Japon : éloge de la vase
Au Japon, l'équipe de «Thalassa» patauge dans la vase pour tenter d'attraper un drôle de poisson, aux yeux en forme de coeur.

A 20h50
2012

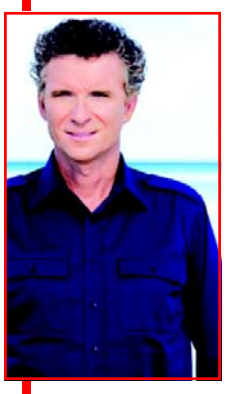
Avec John Cusack, Chiwetel Ejiofor, Amanda Peet
En 2009, des modifications dans la structure terrestre suggèrent au géologue Adrian Helmsley que la fin du monde approche. Il fait part de ses craintes aux autorités. Trois ans plus tard, Jackson Curtis, chauffeur de limousine, campe avec ses deux enfants quand il rencontre Charlie, un illuminé qui lui annonce une catastrophe imminente.

A 23h20
CLONES

Avec Bruce Willis, Radha Mitchell, Rosamund Pike, Ving Rhames

En 2050, les progrès de la robotique permettent aux humains de vivre par procuration, cloîtrés chez eux, pendant que des clones exécutent toutes leurs tâches. C'est dans cette société très policée, où toute criminalité a disparu, que les agents du FBI Tom Greer et Peters doivent enquêter sur la destruction de deux clones.

A 20h45
KOH-LANTA



Présenté par Denis Brogniart
L'expérience se corse pour les huit rescapés de l'aventure vietnamienne. Sur le camp, certaines amitiés laissent place à une rancoeur tenace, et qui grandit de jour en jour. C'est décidé, les filles ne veulent plus se laisser faire !

A 00h15
CONFESSIONS INTIMES

Présenté par Marion Jollès

Ils traversent une grave crise conjugale, ne s'entendent plus, vivent des situations conflictuelles, ont choisi des chemins de traverse ou veulent plus que tout assouvrir un rêve : les témoins de l'émission se racontent face à la caméra, acceptant que leurs vies en déroute soient filmées sans fard, sur le vif.

A LA MÉMOIRE DE NOTRE CHÈRE MÈRE, BELLE-MÈRE ET GRAND-MÈRE
MME VVE BENSELKA
NÉE CHERIGUI FATMA

16 Novembre journée inoubliable.

Comment t'oublier alors que tes anecdotes résonnent dans nos têtes ?
Comment t'oublier alors que ton image et ton sourire nous aident à vivre ?
Comment t'oublier alors que tes conseils guident encore nos pas ?
Joie, bonheur et misère nous avons partagé.
Même avec le temps, je ne les ai pas oubliés.

Jamais une mère ne s'oublie.

Tu resteras dans mon cœur et mon esprit, ton sang coule dans mes veines, et ce lien, personne ne peut l'enlever.
Maman, je sais que de ton paradis, tu veilles sur moi et tes petits-enfants.
Repose en paix, que Dieu te bénisse et que tous ceux qui t'ont connue et aimée aient une pensée pour toi et récitent la FATIHA pour le repos de ton âme.
Et que LE TOUT-PUISSANT t'accorde Son Infinie Miséricorde et t'accueille dans Son Eternel Paradis.

Ton fils Lakhdar, ta belle-fille, ainsi que tous les petits-enfants Mokhtar, Habib, Mohamed et Fatma Zohra.

Ministère de la Communication
Société d'Impression de l'Est
EPE/SPA au capital : 607.000.000.00 DA
Zone Industrielle 24/02/56 - Constantine * Tél.: 213 (0) 31 66 80 14 * Fax: 213 (0) 31 66 82 74 * E-mail: sie_bkamal@yahoo.fr

Avis de vente n° 07/11/2010

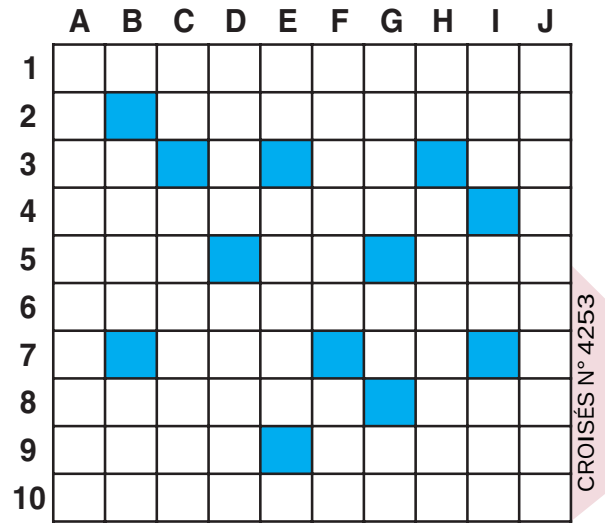
La Société d'Impression de l'Est (SIE) met en vente, par soumission cachetée, les déchets suivants:

- Lot n° 01: Papier blanc dit "beefteak".
- Lot n° 02: Papier blanc en bobineau.
- Lot n° 03: Papier blanc en format journal.
- Lot n° 04: Mauvais tirage dit "vieux journaux".
- Lot n° 05: Papier glacé.
- Lot n° 06: Déchets de papier conditionnés en balle.
- Lot n° 07: Carton d'emballage des bobines de papier.
- Lot n° 08: Plaques offset usagées en aluminium.
- Lot n° 09: Fûts d'encre vides.
- Lot n° 10: Rondelles en carton.
- Lot n° 11: Bidons vides en plastique de 20 litres (Régénérateur).
- Lot n° 12: Bidons vides en plastique de 15 (Nettoyeur).
- Lot n° 13: Fûts vides en plastique de 200 litres (Solution de mouillage).
- Lot n° 14: Palettes en bois.

Les soumissionnaires devront mentionner un prix unitaire en HORS TAXES.
+ Par Kg pour les lots de 01 à 08.
+ Par unité pour les lots 09 à 14.
Les offres seront déposées au plus tard le 30-11-2010 avant 16 heures à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure devra être anonyme et ne porter que la mention :

Société d'Impression de l'Est / Direction Commerciale
Zone Industrielle 24-02-1956 - Constantine
Avis de vente n° 07/11/2010
"SOUMISSION A NE PAS OUVRIR"

Les soumissionnaires resteront engagés par leur soumission pendant une durée de trente (30) jours à compter de l'expiration de la date limite de dépôt des offres.
Les lots 1-2-3 et 04 seront attribués de préférence groupés et en priorité au(x) soumissionnaire(s) retenu(s) qui justifie (ent) d'un registre de commerce en la matière.
La vente est sans garantie.



Horizontalement:

1. Une paire qui prête à rire.
2. Cheval mal traité.
3. Infinitif.
Note.
De suite.
4. Le monde n'appartient pas à ceux-là.
5. Salut à la belle véronique.
Sujet à caution.
Homme ou femme, c'était un espion du Tonnerre !
6. Bassesses.
7. Terme d'attaque.
Pronom
8. Apport.
Premier cas d'égalité.
9. Fis l'innocent. Pic
10. Elles ont une voix d'accès.

Verticalement:

A. Brrr ou glagla soit disant.
B. Retour au passé.
Je trouble.
C. Début de jaunisse.
Signe de naissance.
D. Noue. Châtiés.
E. Dans le coup.
Mesure de taille.
F. Répondant.
Forme d'entreprise.
G. Eroder.
Note.
De visu.
H. Basse condition. Retenus.
I. Assortiment d'articles.
Points opposés.
Ils ont perdu le nord !
J. Visées.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°4252

E	R	M	I	T	E	■	A	P	C
T	A	I	N	■	C	A	D	R	E
A	I	L	■	A	L	E	■	O	S
L	E	I	T	M	O	T	I	V	■
A	■	T	O	A	S	T	■	I	L
G	U	E	R	R	E	■	O	S	E
I	N	■	P	R	■	O	M	I	S
S	A	B	E	E	N	■	B	O	T
T	U	T	U	S	■	O	R	N	E
E	S	U	R	■	D	I	E	S	E

FLECHES N°4252

P	O	L	I	S	S	O	N	■	
O	D	O	R	A	T	■	U	T	
U	■	U	R	N	E	S	■	O	
R	A	R	E	S	■	A	I	L	
R	O	D	A	■	R	I	V	E	
I	■	E	L	L	E	S	■	R	
T	A	M	I	S	■	I	R	A	
U	N	E	S	■	I	R	■	N	
R	E	N	A	R	D	■	S	T	
E	■	T	B	■	E	U	E	■	
■	L	■	L	U	E	S	■	E	
P	A	R	E	S	S	E	U	X	

FOUILLIS N° 4252 SALAIRE (Sale - Aire)

CODÉS N° 4252

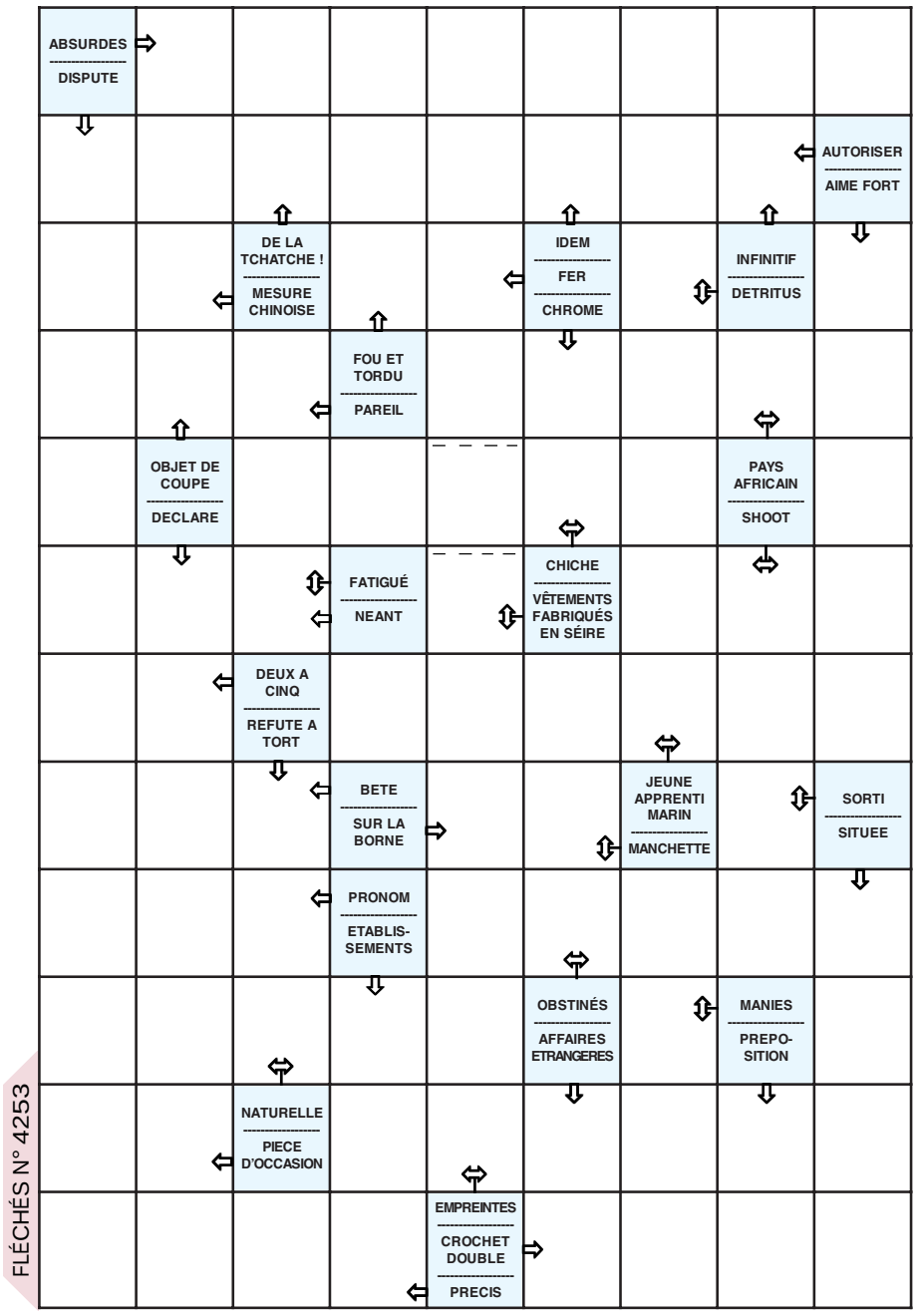
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
R	O	L	B	I	G	A	S	E	T	P	M	N
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
U	F	D	Y	V	C							

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
A	M	R										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

11	8	7	14	8	10	6	5	3	4
5	9	6	8	10	5	2	5	7	9
4	1	10	6	5	3	5	■	■	1
9	3	■	11	■	8	■	12	8	9
6	6	■	9	5	9	5	5	■	13
15	5	1	■	7	■	5	10	10	5
13	■	7	8	9	1	■	10	8	■
10	1	7	11	1	11	6	5	3	5
1	14	8	■	4	6	3	■	14	7
9	■	7	12	■	9	5	4	■	14
6	7	15	6	9	1	■	1	■	8
8	6	5	4	■	9	8	6	9	4
7	5	■	4	13	6	4	4	5	4
■	3	13	5	■	8	■	6	10	5
12	1	9	3	8	7	7	5	■	3

CODÉS N° 4253

Jeux proposés par Chérifa Benghani

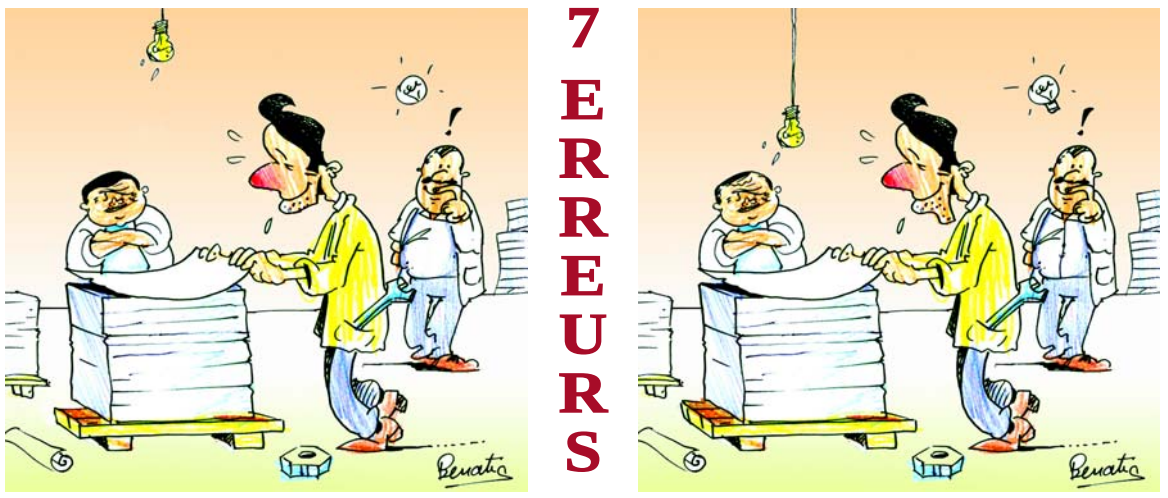


AGREMENT – AMBITION – AUBE – BOUSCULER – CADENAS – CONSTERNER – CREDO – ECHO – ECRAN - EGAREMENT – ENVOI – FANGE – FEERIE – FELIN – GAIN – GILET – GISEMENT – LIAISON – LOURDEUR – MATERNITE – MEDITATION – MENTION – MINE – NAGER – NEON – OGRE – PANIER – PEINER – PIANO – PION – PLAN – PRESAGE – RECAPITULATION – ROUSPETANCE – SAVON – SEAU – TESSON – TIARE – VELIN – VAINCRE- ZAZOU – ZIZANIE.

N	O	I	T	I	B	M	A	E	G	A	S	E	R	P
N	O	S	S	E	T	N	E	M	E	R	A	G	E	P
O	D	E	R	C	N	T	N	E	M	E	S	I	G	R
I	N	E	U	N	E	S	A	N	E	D	A	C	I	I
T	O	C	O	O	M	R	U	E	D	R	U	O	L	M
A	I	N	Z	I	E	E	B	O	E	A	O	G	E	A
L	T	A	A	T	R	N	E	N	E	N	A	R	T	L
U	A	T	Z	N	G	I	R	S	A	I	E	E	V	E
T	T	E	I	E	A	E	T	I	N	R	E	T	A	M
I	I	P	Z	M	T	P	P	L	A	N	N	N	I	E
P	D	S	A	S	N	A	L	I	A	I	S	O	N	G
A	E	U	N	A	I	N	T	R	L	O	V	I	C	N
C	M	O	I	V	L	I	C	E	H	N	M	P	R	A
E	C	R	E	O	E	E	F	C	E	I	R	E	E	F
R	E	G	A	N	V	R	E	L	U	C	S	U	O	B

FOUILLIS N° 4253

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est blême.
- Mont 2e est une note de musique.
- Mont 3e est une conjonction.
Mont tout est producteur de déglet nour.



HOROSCOPE

Bélier *21-03 au 20-04*
Quelque chose d'important va survenir ce qui clarifiera certains points primordiaux dans votre vie. Mais comme le moral est bon vous n'aurez qu'à vous féliciter de ce qui arrive.

Taureau *21-04 au 21-05*
Vous allez pouvoir vous débarrasser de préoccupations personnelles. Vous oublierez vos soucis. Vous pourrez ainsi vous donner à fond pour atteindre l'objectif que vous cherchez depuis longtemps.

Gémeaux *22-05 au 21-06*
Les choses ne sont pas toujours aussi claires que l'on aimerait les voir, C'est votre cas en ce moment mais la bonne humeur et votre forme auront raison de toutes les hésitations, Les difficultés s'estompent et le soleil brille pour vous très bientôt.

Cancer *22-06 au 22-07*
Grâce à votre forme physique (et votre moral s'en ressent) vous n'aurez pas à attendre la fin de la journée pour atteindre le but. Vous aurez une vue très claire de la direction à prendre.

Lion *23-07 au 23-08*
Vous ne connaissez pas votre chance d'avoir de vrais amis sur lesquels vous pourrez vraiment compter quand vous en aurez besoin. Cette richesse si rare que vous possédez, ne la gaspillez pas en discussions stériles et inutiles. Faites confiance à votre bonne étoile.

Vierge *24-08 au 23-09*
Vous vous mettrez dans une situation délicate ce qui vous vaut certaines remontrances qui tombent plutôt mal. Vous vous remettez facilement de cet inconvénient désagréable.

Balance *24-09 au 23-10*
Votre bon sens et votre don de l'organisation devraient vous aider à réaliser une bonne opération pouvant vous apporter des satisfactions immédiates.

Scorpion *24-10 au 22-11*
Votre opinion très personnelle sur un sujet épineux pourrait choquer une personne sensible. Prenez soin de modérer votre position intransigeante pour éviter tout conflit.

Sagittaire *23-11 au 21-12*
N'hésitez pas à utiliser votre pouvoir de persuasion pour obtenir ce que vous voulez, même s'il s'agit d'une personne importante.

Capricorne *22-12 au 20-01*
Vous pensez, sans doute à tort, que vous possédez une grande influence sur quelqu'un de très important pour vous. Pourtant vos sentiments ne sont pas très loin des siens.

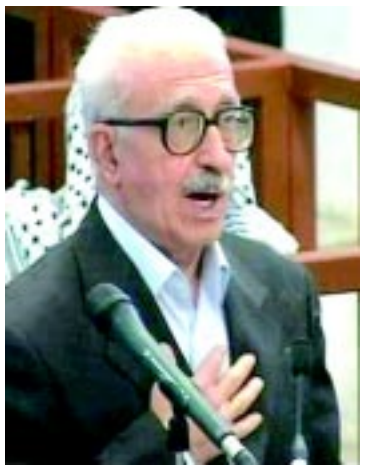
Verseau *21-01 au 18-02*
Il y a des moments dans la vie où il faut faire un choix. On ne sait plus trop ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire. C'est sans doute le moment d'envisager quelques changements indispensables et repartir à zéro. Pour vous, fort heureusement, le moral sera bon.

Poissons *19-02 au 20-03*
Nul doute que vous parviendrez relativement facilement à vous imposer malgré les réticences répétées de quelqu'un que pourtant vous aimez bien. Le moral aidant vous arrivez à convaincre de vos capacités à gérer une situation qui se présentait plutôt mal que bien.

Jeudi 18 novembre 2010
12 dhou el hidja 1431
N° 4853

Le Quotidien D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le président irakien «ne signera jamais» l'ordre d'exécution de Tarek Aziz



Le président irakien, Jalal Talabani, a indiqué mercredi dans une interview qu'il «ne signerait jamais» l'ordre d'exécution de Tarek Aziz, l'ancien vice-Premier ministre de Saddam Hussein condamné à mort. «Non, je ne signerai pas un ordre de ce genre parce que je suis socialiste. Je compatis avec Tarek Aziz, car c'est un chrétien irakien; et c'est en outre une personne âgée qui a plus de soixante-dix ans. C'est pourquoi je ne signerai jamais cet ordre d'exécution», a déclaré le président d'origine kurde lors d'une interview à la chaîne internationale française France 24.

Tarek Aziz a été condamné à mort le 26 octobre par la Haute Cour pénale irakienne, pour son rôle dans l'élimination des partis religieux. Agé de 74 ans, de santé fragile, il est emprisonné depuis sa reddition fin avril 2003, un mois après l'invasion américaine de l'Irak. Il a été condamné à mort en même temps que deux autres piliers du régime de Saddam Hussein, l'ancien ministre de l'Intérieur Saadoun Shaker et l'ancien secrétaire du dictateur, Abed Hmoud.

Boumerdès : des émeutes, deux bus incendiés et des blessés

Ph.:Arch.

Tout a commencé juste après l'annonce du verdict par le tribunal de Boudouaou lundi dernier à l'encontre des émeutiers de la cité Benmerzouga, appréhendés au cours de violentes manifestations qui se sont produites le 17 octobre dernier. Des centaines de citoyens de la localité de Benmerzouga ont laissé exploser leur colère quand le juge a prononcé le verdict. Dans un premier temps, ils ont occupé la principale artère de la ville de Boudouaou avant de se diriger en groupes vers l'entrée Est de Boudouaou au niveau de la RN 5. En début d'après-midi, les manifestants ont brûlé plusieurs pneus et barricadé tous les accès routiers au moyen de troncs d'arbres et d'autres objets hétéroclites.

Peu après, les brigades anti-émeutes de la gendarmerie nationale sont arrivées sur les lieux de la protestation pour tenter de dégager la voie, mais en vain. Vers 16 heures, la situation est devenue très tendue avant que commencent les traditionnels affrontements. La tension est montée d'un cran après que l'usage des gaz lacrymogènes a commencé à faire ses effets. Des jeunes de la cité Benmerzouga ont lancé des pierres en direction des gendarmes stationnés à une centaine de mètres de l'autre côté de la RN 5. A ce moment-là, des milliers de personnes, automobilistes et voyageurs en familles, se sont retrouvées bloquées malgré elles, ce qui a causé un énorme bouchon de plusieurs kilomètres sur les deux principales voies de la RN 5 (Alger-Constantine).

A la différence des récentes émeutes qui ont eu lieu au même endroit le 17 octobre dernier, la gendarmerie nationale a employé les gros moyens pour disperser la foule, notamment les blindés anti-émeutes par lesquels la route a été débloquée vers 23 heures environ à la grande joie des automobilistes censés regagner leurs destinations à la veille de l'Aïd El-Adha. Par ailleurs, cette violente manifestation des habitants de la cité Benmerzouga n'a pas manqué de causer des dégâts. Quatre gendarmes et quatre civils ont été blessés. Deux bus appartenant à un transporteur privé des étudiants ont été incendiés et un camion-citerne a été renversé sur la chaussée.

Pour revenir au verdict qui a mis le feu aux poudres, il s'agit de peines de prison ferme d'une année à l'encontre d'un manifestant, d'une année pour 3 autres et le reste, 24 au total, ont écopé de peines de prison avec sursis. Pour rappel, tous les inculpés ont été arrêtés à la suite des événements qu'a connus la localité de Benmerzouga le 17 octobre dernier. Les émeutes avaient fait au moins 20 blessés dont des gendarmes. **K. R.**

Un médicament contre le diabète fait 500 morts en France

Un nouveau scandale sanitaire couvait en France mardi autour du Mediator (benfluorex), un médicament contre le diabète également utilisé comme coupe-faim, commercialisé dans le pays jusqu'en 2009 et qui aurait causé la mort d'au moins 500 personnes de plus de 30 ans.

Le nouveau ministre de la Santé Xavier Bertrand s'est dit mardi «préoccupé par ce dossier», après une estimation de l'Agence française des produits de santé (Afssaps) selon laquelle ce médicament a causé «au moins 500 morts».

Commercialisé en France par le laboratoire Servier de 1975 jusqu'en novembre 2009, le Mediator a été pris au total par 5 millions de patients. Il est aussi accusé d'avoir entraîné 3.500 hospitalisations pour des problèmes cardiaques.

En Italie et en Espagne, le benfluorex a cessé d'être commercialisé en 2005, tandis qu'à Chypre et au Portugal il a été retiré après l'interdiction en France. Le Mediator est proche dans sa composition d'un autre produit de Servier, un coupe-faim, l'Isoméride, déjà retiré de la vente en France en 1997, comme aux Etats-Unis.

Lors d'une conférence de presse, Xavier Bertrand a appelé «tous ceux qui ont pris du Mediator» à «consulter un médecin», plus particulièrement ceux qui en ont pris pendant trois mois au cours des quatre dernières années.

«La France n'est pas le dernier pays à l'avoir interdit», s'est défendu à l'Assemblée nationale M. Bertrand, répondant au député socialiste Gérard Bapt, rapporteur de la mission santé, qui reprochait aux autorités d'avoir tardé à interdire ce médicament.

EDITORIAL

Par M. Saâdoune

SCANDALEUX ARRANGEMENTS

M. Barack Obama et Mme Hillary Clinton sont-ils à ce point certains de leur capacité à faire accepter n'importe quoi à Mahmoud Abbas et ses «négociateurs», au point d'offrir tout simplement un droit à la colonisation de Jérusalem aux Israéliens ?

«L'offre» que fait l'administration américaine au gouvernement israélien en contrepartie d'une suspension de «90 jours» de la colonisation en Cisjordanie - Jérusalem non concernée - est une insulte franche à l'intelligence. L'administration Obama, définitivement soumise aux désirs de l'AIPAC, est en train de pousser jusqu'à l'extrême limite ses pressions sur une Autorité palestinienne qui s'est largement affaiblie en mettant en œuvre une politique consistant à suivre jusqu'au bout l'administration américaine.

Voilà qu'elle arrive au bout de cette politique. Désormais, Barack Obama et Hillary Clinton n'hésitent plus à lui demander de trahir la cause palestinienne et d'abandonner les fondamentaux consacrés par la légalité internationale. Après les engagements américains en direction d'Israël, il ne reste plus à l'Autorité palestinienne, à moins de trahir, que de dire non et mille fois non ! Aucune réponse équivoque ne peut être acceptée.

Il faut dire non à des fausses négociations et à une fausse suspension de la colonisation, qui donne l'onction américaine à la colonisation à outrance de Jérusalem et qui interdit de soulever la question du retour des réfugiés. Cela signifie qu'avant même la négociation, Israël aura tout pris. Que restera-t-il à négocier au cas où M. Abbas et ses collaborateurs auraient l'idée, au nom du «réalisme», de ne pas rejeter la proposition américaine ? Rien, absolument rien ! Ou plutôt une nouvelle guerre contre les Palestiniens - pas seulement islamistes - qui ne peuvent raisonnablement accepter les propositions américaines.

Barack Obama, encore plus décevant que ne l'imaginaient les plus sceptiques, et Hillary Clinton, pro-sioniste de conviction, n'ont rien à proposer aux Palestiniens. Ils leur demandent de poursuivre l'insupportable comédie de la fausse négociation en contrepartie d'une vraie abdication, d'un renoncement à l'objectif minimal de l'Etat palestinien sur les frontières d'avant juin 1967, pour lequel tant de Palestiniens se sont sacrifiés.

Les «éternels négociateurs» palestiniens - dont la compétence avait été fortement mise en doute par feu Edward Saïd - ont habitué les Américains à tout accepter. Désormais à Washington, on pense qu'on peut leur demander, ouvertement, d'abandonner Jérusalem à Netanyahu et d'enterrer toutes les résolutions des Nations unies sur le conflit et sur le droit au retour.

Ces «réalistes» sont tellement soucieux de faire «tout» pour plaire aux Américains que ces derniers ont décidé que le moment est venu de leur demander de tout céder.

Il ne faut pas se détromper : les engagements de l'administration Obama en direction d'Israël en contrepartie d'une suspension de courte durée des colonisations portent sur des questions fondamentales. Israël obtient gain de cause comme «préalable» à la reprise des négociations. Que laisse Obama à Abbas ? Accepter un diktat ? Mener une guerre à d'autres Palestiniens à cause d'une fausse solution et au nom d'un «réalisme» qui, plus que jamais, frôle la trahison ?

On n'ose pas croire que Abbas et ses collaborateurs puissent accepter les honteux arrangements que Washington est en train d'établir sur le dos des Palestiniens. On ne peut croire qu'ils soient devenus aveugles à ce point.

L'Allemagne redoute des attentats

Le ministre allemand de l'Intérieur Thomas de Maizière a fait part mercredi d'un danger accru d'attentats terroristes en Allemagne, précisant qu'»un attentat (devait) avoir lieu fin novembre». «Selon les informations d'un partenaire étranger, un attentat probable doit avoir lieu fin novembre», a indiqué le ministre lors d'une conférence de presse à Berlin. Il a précisé que ces informations avaient été obtenues après la découverte de colis piégés fin octobre en provenance du Yémen et à destination des Etats-Unis.

«Nous avons des pistes concrètes» concernant les menaces terroristes, a-t-il ajouté, et «nous avons actuellement affaire à une nouvelle situation». Il a précisé que les mesures de sécurité allaient être renforcées notamment dans les gares et aéroports du pays. «Depuis le milieu de 2010, les services de sécurité ont vu les indices se renforcer selon lesquels l'organisation terroriste Al-Qaïda prévoit à long terme de commettre des attentats aux Etats-Unis, en Europe et en Allemagne».

«Il y a des raisons d'être préoccupé mais pas (de céder à) l'hystérie», a-t-il dit. L'Allemagne affirme être une cible possible des groupes terroristes islamistes, notamment en raison de sa participation à la force multinationale en Afghanistan. En septembre, une alerte terroriste en Europe de l'Ouest avait été lancée.

Une plate-forme pétrolière attaquée au large du Cameroun, six morts

Six personnes ont été tuées dans la nuit de mardi à mercredi dans l'attaque d'une plate-forme pétrolière au large de Bakassi, au sud-ouest du Cameroun, revendiquée par un groupe rebelle, a annoncé à l'AFP une source camerounaise proche des services de sécurité. «Il y a eu une attaque d'une plate-forme pétrolière en haute mer cette nuit entre 00h00 et 03h00 locales dans la zone de Bakassi», a déclaré sous couvert d'anonymat cette source qui suit régulièrement les activités autour de cette péninsule frontalière du Nigeria où est déployée une unité du Bataillon d'intervention rapide (BIR, armée camerounaise). «Trois (membres du) BIR, deux civils côté camerounais et un pirate ont été tués» dans cet assaut, a ajouté la source.

L'attaque a été revendiquée par l'Africa Marine Commando (AMC), un groupe rebelle non identifié ayant fait parler de lui avec des enlèvements en mars et septembre derniers. Selon la même source, «plusieurs blessés» ont, en outre, été enregistrés au cours de cette attaque dont le lieu exact n'a pas été précisé.

Des maisons de Coptes incendiées en Egypte

Des musulmans ont mis le feu à des habitations appartenant à la famille d'un Copte dans un village d'Egypte, à la suite de rumeurs selon lesquelles ce chrétien aurait eu un flirt avec une musulmane, a-t-on appris mardi auprès de responsables de la sécurité. La police a bouclé le village de Al-Nawahid, dans la province de Qena , à 450 km au sud du Caire, et arrêté plusieurs personnes suspectées d'avoir incendié cinq maisons, un magasin et un entrepôt appartenant à cette personne. La plupart des personnes impliquées sont des proches de la jeune musulmane, ont ajouté ces sources. La région de Qena, qui abrite une forte communauté copte orthodoxe, a déjà été par le passé le théâtre de violences entre communautés religieuses.

En janvier dernier, six Coptes avaient été tués dans la ville de Nagaa-Hamadi par des hommes armés qui avaient ouvert le feu sur les fidèles qui sortaient d'une église où était célébrée une messe à la veille du Noël copte.